

Université de Montréal

La politique européenne du président de Gaulle dans la première moitié de sa
présidence : Perception de trois journaux français 1958-1964

Par Patrick Bianki

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maître ès arts (M.A.) en histoire

Août 2006

© Patrick Bianki, 2006



D

7

U54

2006

V.029

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé

La politique européenne du président de Gaulle dans la première moitié de sa
présidence : Perception de trois journaux français 1958-1964

Présenté par

Patrick Bianki

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Samir Saul : Directeur de recherche

Paul Létourneau : Membre du jury

Yakov Rabkin : Membre du jury

10 OCT. 2006

Résumé

La politique européenne du général de Gaulle envers la CEE de 1958 à 1964 a fait l'objet de nombreuses études. Toutefois, la perception qu'en ont les journaux de l'époque n'a pas été traitée. À partir de trois quotidiens représentant trois tendances politiques, c'est-à-dire *Le Figaro*, *Le Monde* et *L'Humanité*, nous tentons de comprendre sur quelles valeurs se bases leurs analyses.

L'opinion des trois journaux concernant la CEE et l'avenir de l'Europe a tout d'abord été étudiée dans le but de bien discerner leurs réactions à chaque étape de l'action présidentielle. Chaque décision sur le plan économique et politique est évaluée en rapport avec leurs visions de l'avenir européen. Elle est ainsi comprise en fonction de son rôle, positif ou négatif, dans le développement de l'Europe.

Les trois journaux jugent les décisions du président par rapport à leurs points de vue du devenir de l'Europe. *Le Figaro* et *Le Monde* appuient le général de Gaulle dans sa politique lorsque celle-ci favorise le développement de la CEE. Toutefois, lorsque le président engage des actions contraires à la solidarité des membres, il est dénoncé par ces deux quotidiens partisans de la CEE. *Le Monde* se retrouve à la fin de 1964 dans l'opposition à de Gaulle. *L'Humanité* est un adversaire de la politique gaullienne en matière européenne, car elle empêche l'instauration d'une société sans classes. Chaque journal n'approuve que les politiques qui s'accordent avec sa conception de l'Europe.

Mots-clés : Charles de Gaulle, France, Communauté économique européenne (CEE), Journaux.

Summary

General de Gaulle's European politics regarding the EEC, between the years 1958 and 1964, has been the object of numerous studies. However, those studies do not really deal with the newspapers' observations on the subject during that time. Using three newspapers from that period, *Le Figaro*, *Le Monde* and *L'Humanité*, which represent three different political viewpoints, we will try to understand the principles on which sits their analysis rests.

The three newspapers' outlook concerning the EEC and Europe's future has been analysed first and foremost to identify their reaction during every steps of the application of presidential policy. Each important decision regarding the economic and political state of affairs is analysed in light of the newspapers' view on the continental future and is then judged in relation to its impact, good or bad, on Europe's development.

The three newspapers evaluate the president's decisions in the light of their own opinions on what Europe should be. *Le Figaro* and *Le Monde* back general de Gaulle's politics when his decisions benefit the EEC's development. However, they condemn him when they go against the solidarity of the member states since these two newspapers are firm supporters of the EEC. Towards the end of 1964, *Le Monde* even becomes part of the opposition to de Gaulle. *L'Humanité* is an opponent of de Gaulle's politics concerning Europe because it prevents the establishment of a classless society. Each newspaper thus only approves of de Gaulle's decisions when they are in accord with their own individuals perceptions.

Keywords: Charles de Gaulle, France, European economic community (EEC), Newspapers.

Table des matières

Résumé	i
Summary	ii
Tables des matières	iv
Remerciements	vi
Introduction	6
État de la question	8
Problématique et hypothèses	16
Sources et méthodologie	20
Chapitre 1	25
La place de la CEE dans la perception de l'avenir de l'Europe du <i>Figaro</i> , du <i>Monde</i> et de <i>L'Humanité</i>	25
<i>Le Figaro</i> et <i>Le Monde</i> : deux partisans enthousiastes de la CEE	26
<i>L'Humanité</i> : la CEE, ennemi de la marche en avant des classes laborieuses	33
Chapitre 2	39
La dimension économique de l'Europe dans la politique gaullienne	39
Le plan Rueff et l'entrée de la France dans la CEE	41
L'accélération du désarmement douanier	47
La Politique agricole commune	49
Chapitre 3	59
De Gaulle, la CEE et les relations entre les Six :	59
supranationalité, union politique et élargissement	59
Supranationalité : affaiblissement ou renforcement de la France?	60
Pourquoi le Plan Fouchet a-t-il été un échec?	64
Traité de l'Élysée et réconciliation franco-allemande	68
La Grande-Bretagne est-elle prête à intégrer la CEE?	75
Chapitre 4	82
De Gaulle et sa politique européenne :	82
ami ou ennemi de l'évolution « normale » de l'Europe	82
Un impact nuancé pour <i>Le Figaro</i>	83
Un glissement vers l'opposition pour <i>Le Monde</i>	87
Une politique néfaste pour l'Europe selon <i>L'Humanité</i>	92
Chapitre 5	96
Résultat de la politique européenne de de Gaulle pour la France	96
Une France plus forte selon <i>Le Figaro</i>	97
<i>Le Monde</i> considère que la France a connu une perte de prestige	100

Une présidence à l'opposé des véritables intérêts français	104
Conclusion.....	111
Bibliographie.....	117

Remerciements

Je voudrais remercier mon directeur Samir Saul pour son soutien et ses précieux conseils. Il a passé de longues heures à corriger plusieurs fois mes chapitres malgré ses nombreuses occupations. Il m'a guidé tout au long des recherches et de la rédaction. Sans son soutien, ce mémoire ne serait pas tel qu'il est.

Je remercie le personnel de la médiathèque de la Bibliothèque des lettres et sciences humaines de l'Université de Montréal pour leur aide lors de ma recherche.

Je remercie ma famille et plus particulièrement ma mère Aline, ma sœur Geneviève et mon beau-frère Éric. Ils ont toujours cru en moi et ils m'ont toujours encouragé à persévérer. Jamais ils n'ont remis en doute la pertinence de me lancer dans des études en histoire.

Je n'oublie pas mes amis Nicolas, François, Sébastien et Sophie qui m'ont permis de me détendre au cours de ces années quand l'ennui se faisait sentir. Un mémoire ne peut aboutir sans quelques moments de divertissement.

Finalement, je ne pourrais pas conclure sans remercier l'être qui m'est le plus cher, ma fiancée Catherine. Elle a corrigé mes textes et elle m'a apporté de précieux conseils. Je la remercie pour avoir été à mes côtés à chaque fois que le découragement risquait de me submerger. Elle m'a toujours redonné le goût de me surpasser. Sans elle, le long chemin menant au dépôt aurait été plus pénible.

Merci!

Introduction

La construction européenne dans les années 1960 a été indubitablement marquée par le passage de de Gaulle à la présidence française. Sa présence influença le parcours de la Communauté économique européenne (CEE), pour certains en bien, pour d'autres, en mal. Ce qui est certain, c'est que tous ceux qui se penchèrent sur l'étude de la présidence de de Gaulle ne purent être indifférents à sa politique européenne. Depuis l'époque de sa présidence, les historiens et tous ceux qui ont étudié ce sujet ont tenté de répondre à cette question : de Gaulle était-il anti-européen ou plutôt opposé à une Europe supranationale qui enlèverait des pouvoirs aux États membres de la CEE? A-t-il tenté une réelle construction européenne ou, au contraire, mis des bâtons dans les roues des partisans de la CEE? Ce débat se rattache aux différents courants politiques qui se côtoient en France depuis l'époque gaullienne.

Cette question est le point de départ du présent mémoire de maîtrise. Il s'agit de comprendre la position du *Figaro*, de *L'Humanité* et du *Monde* sur ce débat. La question centrale de ce mémoire concerne la perception qu'a la presse de la politique européenne de de Gaulle. Avant de tenter de répondre à cette question, il serait utile de comprendre l'évolution de l'historiographie. Par la suite, nous aborderons la problématique, les hypothèses et la méthodologie.

État de la question

Les opinions des auteurs varient selon la date de la publication, leur nationalité et leurs orientations politiques. Nous retrouvons un large éventail d'écrits provenant de différents horizons, comme d'acteurs de la construction européenne, de journalistes, de politologues et d'historiens.

Cependant, avec les années, nous pouvons apercevoir une évolution des auteurs vers des positions plus nuancées et plus critiques face à de Gaulle, malgré un certain biais positif ou négatif dû à la proximité des événements. Ils peuvent être en accord avec de Gaulle sur certains points et en désaccord sur d'autres. Il nous a donc semblé plus pertinent de baser notre survol de l'historiographie non sur leur approbation ou sur leur désapprobation de de Gaulle, mais plutôt sur les grands moments de sa politique européenne entre les années 1958 et 1964. Nous commencerons par scruter la politique européenne globale de de Gaulle. Nous poursuivrons par l'union politique et les relations franco-allemandes. En troisième lieu, nous aborderons la question des relations avec la Grande-Bretagne et du refus français de son adhésion. Nous terminerons en observant la Politique agricole commune (PAC).

Pour les partisans de Charles de Gaulle, la politique européenne de celui-ci était réaliste, lucide et cohérente.¹ Pour Philip G. Cerny, sa politique d'autodétermination nationale était fondée sur des principes de paix, de stabilité et

¹ Pierre Maillard, *De Gaulle et l'Europe : Entre la nation et Maastricht*, Paris, J. Tallandier 1995, 370p. ; Pierre Gerbet, *La construction de l'Europe*, 2e édition, Paris, Imprimerie nationale, 1999, 617p. ; Bino Olivi, *L'Europe difficile : Histoire politique de la Communauté européenne*, Paris, Gallimard, 1998, 799 p.

non des principes de conflit et de confrontation.² Elle est perçue par ceux qui ont étudié la question ou qui ont vécu à cette époque comme un outil pour favoriser l'émergence d'une Europe indépendante, pour créer une identité européenne forte et pour consolider ce qu'avaient entamé les fondateurs de l'Europe³. Les résultats de cette politique seraient énormes. De Gaulle serait l'un des artisans de l'Europe unie⁴ et il aurait sauvé la CEE en refusant la zone de libre-échange des Britanniques et leur adhésion.⁵

À l'opposé, il y a des auteurs qui affirment que de Gaulle n'avait pas une vision réaliste de la scène internationale. Nous retrouvons, parmi ceux-là, Paul Reynaud, Derek W. Urwin, Hubert Miles Gladwyn et Jacques van Helmont.⁶

Pour ces quelques auteurs, politiciens ou historiens, le but du général de Gaulle était de veiller aux intérêts de la France et de sa prédominance en Europe. Un auteur soviétique affirme que la France créerait un dangereux outil dans les relations internationales en prenant le contrôle d'une Europe indépendante.⁷ D'après Reynaud, cette politique désastreuse aurait provoqué un ralentissement de la

² Philip G. Cerny, *Une politique de grandeur*, Paris, Flammarion, 1986, p. 148.

³ Gilles Gozard, *De Gaulle face à l'Europe*, Paris, Plon, 1976, p.56. ; Robert Bloes, *Le «Plan Fouchet» et le problème de l'Europe politique*, Bruges, Collège d'Europe, 1970, p.15-16.

⁴ Roger Massip, *De Gaulle et l'Europe*, Paris, Flammarion, 1963, p.125

⁵ Voir notamment Jean-Marc Boegner, "Les principes de la politique européenne du général de Gaulle" dans Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle en son siècle T.5 : L'Europe*, Paris, Plon, 1992, p.68. ; Gérard Bossuat, *L'Europe des Français*, Paris, Les Publications de la Sorbonne, 1996, p.399.

⁶ Paul Reynaud, *La politique étrangère du gaullisme*, Paris, R. Julliard, 1964, 269p. ; Derek W. Urwin, *The Community of Europe: A History of European Integration since 1945*, Londres et New-York, Longman, 1995, 292p. ; H. M. Gladwyn, *De Gaulle's Europe, or Why the General Says No*, Londres, Secker and Warburg, 1969, 168p.; Jacques v. Helmont, *Options européennes 1945-1985*, Bruxelles, Commission des Communautés européennes, 1986, 186p.

⁷ Nikolai Molchanov, *General de Gaulle: His Life and Work*, Moscou, Progress Publishers, 1985, p.352.

construction européenne et la fin de l'influence prépondérante de la France en Europe.⁸

Entre ces deux tendances, nous retrouvons un courant plus nuancé qui affirme que de Gaulle a accepté la CEE, car il la savait nécessaire à la France. Des historiens, comme Soutou ou Morse, se situent dans ce courant de pensée.⁹ Pour ce dernier, une indépendance complète de la France était impossible dans une Europe interdépendante.¹⁰ Pour ces historiens, le but de cette politique étrangère était aussi bien de protéger les intérêts français que de créer une solidarité avec le reste des pays européens.¹¹ De plus, Moreau Defarges fait remarquer le paradoxe existant entre une politique gaullienne favorisant l'intégration européenne et un discours présidentiel odieux pour les partisans de l'Europe.¹² Finalement, ce courant nuancé en vient à la conclusion que les possibilités réelles de la politique de la France étaient loin de répondre à ses prétentions.¹³

Dans un deuxième temps, nous traiterons du Plan Fouchet et de la signature du Traité de l'Élysée. Dans le groupe des partisans du Plan Fouchet (plan d'union politique de l'Europe des Six avec des rencontres régulières des dirigeants), nous retrouvons, notamment, Lacouture, Gerbet, et Couve de Murville¹⁴. Selon eux, de Gaulle aurait eu raison de tenter de créer une union politique à l'intérieur de la CEE

⁸ Reynaud, *op.cit.*, p.13.

⁹ Georges-Henri Soutou, *L'alliance incertaine: Les rapports politique-stratégiques franco-allemands (1954-1996)*, Paris, Fayard, 1996, 497p. ; Edwards L. Morse, *Foreign Policy and Interdependence in Gaullist France*, Princeton, Princeton University Press, 1973, 337p.

¹⁰ *Ibid.*, p.116.

¹¹ Gerbet, *La construction..., op.cit.*, p.232.

¹² Philippe Moreau Defarges, «La France et l'Europe: Le rêve ambigu ou la mesure du rang», *Politique étrangère*, volume 51, no.1, 1986, p.209.

¹³ Wilfried Loth, «Pour une nouvelle lecture de la politique européenne de de Gaulle » dans Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle en son siècle T.5 : L'Europe*, Paris, Plon, 1992, p.153.

¹⁴ Jean Lacouture, *De Gaulle T.3 : 1959-1970 – Le souverain*, Paris, Éditions du Seuil, 1984-86, 870p. ; Gerbet, *La construction..., op.cit.*, 617p. ; Maurice Couve de Murville, *Une politique étrangère, 1958-1969.*, Paris, Plon, 1971, 494p.

et il aurait toujours consenti les concessions nécessaires pour y arriver.¹⁵ Finalement, Touchard et Bloes¹⁶ expliquent que seuls les Pays-Bas et la Belgique portaient le fardeau de l'échec, car ils attendaient, entre autres, l'adhésion à la CEE de la Grande-Bretagne qui, pourtant, avait une position contraire à leur volonté d'une Europe supranationale.¹⁷

De plus, le Traité de l'Élysée, un des grands événements du XX^e siècle¹⁸, était une suite logique à l'échec du Plan Fouchet. Voyant l'échec de l'union politique, de Gaulle voulut redémarrer ce projet, mais sur une base franco-allemande. Les autres membres de la CEE pourraient s'y joindre. Reconnaisant son objectif de conciliation, ils y voient un moteur ayant favorisé la construction européenne et un véritable succès politique, quoique limité par le préambule allemand.

Cependant, les opposants à l'union politique sont aussi nombreux. Nous retrouvons notamment Vaïsse, pourtant un partisan de de Gaulle, qui pense que l'union politique présentée dans le cadre de la Commission Fouchet était un rêve chimérique.¹⁹ Pour les autres adversaires de cette union, de Gaulle voulait imposer l'hégémonie de la France²⁰ et visait à détruire ou modifier profondément les Communautés pour en faire des organisations dirigées par les États. Les tenants de cette pensée le rendent seul responsable de l'échec du Plan Fouchet à cause des modifications inacceptables qu'il a apportées au projet.

¹⁵ Massip, *op.cit.*, p.98.

¹⁶ Jean Touchard, *Le gaullisme 1940-1969*, Paris, Éditions du Seuil, 1978, p.217. ; Bloes, *op.cit.*, p.130.

¹⁷ La Grande-Bretagne se rapprochait plus des thèses françaises de confédération.

¹⁸ Massip, *op.cit.*, p.101.

¹⁹ Maurice Vaïsse, *La grandeur. Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*, Paris, Fayard, 1998, p.179.

²⁰ Reynaud, *op.cit.*, p.68.

Au contraire du Plan Fouchet, le Traité de l'Élysée, dans l'historiographie, n'est pas tellement controversé. Seul Molchanov dénonce une politique qui rapproche la France de l'allié le moins souhaitable²¹. D'autres y voient une réconciliation déjà entamée avant sa présidence et n'accordent donc pas le crédit à de Gaulle²²

Plusieurs auteurs, qu'ils soient globalement favorables ou défavorables au général, sont, sur ce sujet, fortement nuancés. Des auteurs tels que Soutou²³ pensent qu'autant les fluctuations de la politique française et les modifications apportées au plan que l'attente de l'entrée de la Grande-Bretagne par les petits pays sont responsables de cet échec. Il en est de même pour le rapprochement avec l'Allemagne. Autant ils y perçoivent un désir réel de Charles de Gaulle de construire l'Europe, autant ils reconnaissent que par le Traité de l'Élysée, la France de de Gaulle voulait garder une emprise sur l'Allemagne.

Le refus de l'adhésion de la Grande-Bretagne est un sujet controversé. Après l'échec de sa proposition d'une zone de libre-échange qui engloberait toute la CEE et d'autres pays européens, la Grande-Bretagne décida de demander son adhésion à deux reprises. Cependant, en 1963 et en 1967, le général de Gaulle y apposa à chaque fois son veto. Pour une partie des auteurs qui se sont penchés sur cette question, il paraît évident qu'une CEE, élargie à la Grande-Bretagne, aurait modifié, de façon négative, la Communauté et de Gaulle avait eu raison de lui dire non deux fois. La rencontre de Nassau entre la Grande-Bretagne et les États-Unis quelques

²¹ Molchanov, *op.cit.*, p. 352.

²² Olivi, *op.cit.*, p.98.

²³ Soutou, *op. cit.*, p.153.

jours avant le veto ne fit que confirmer les doutes de de Gaulle sur le caractère non européen du postulant. Cependant, une mésentente existe dans ce courant historiographique. Il s'agit de savoir si de Gaulle avait vraiment envisagé l'adhésion de ce pays ou s'il était décidé, dès le départ, à lui en bloquer l'accès.

Parmi ceux qui croient que de Gaulle n'a pas fermé la porte dès le départ à l'adhésion de la Grande-Bretagne, on compte La Serre²⁴ ainsi que Gerbet, lequel fait remarquer qu'il n'y avait pas d'opposition du général car les deux nations avaient le même projet confédéral.²⁵ De l'autre côté, nous retrouvons Maurice Vaïsse qui, dans un article, réplique en affirmant que de Gaulle a, dès le départ, été farouchement opposé à l'entrée des Britanniques²⁶.

Chez les critiques du président de la France, il est clair que le refus français visait surtout à garder la prédominance française en Europe. La rencontre de Nassau ne serait alors qu'un prétexte que la France aurait utilisé pour justifier le refus opposé lors de la conférence de presse du 14 janvier 1963. La France seule porterait alors le fardeau de la rupture.

Pour d'autres, enfin, le débat entre les deux conceptions précédentes est un faux débat. Il est clair que le veto émis par de Gaulle fait partie d'une plus grande rivalité menée par la France et la Grande-Bretagne pour le contrôle de l'Europe dans les traditionnelles luttes d'influence.²⁷ Urwin, traditionnellement opposé à de Gaulle,

²⁴ Françoise de La Serre, «De Gaulle et la candidature britannique aux Communautés européennes», *Histoire, économie et société*, volume 13, no.1, 1994, p.131.

²⁵ Gerbet, *La construction...*, *op.cit.*, p.254.

²⁶ Maurice Vaïsse, «De Gaulle et la première «candidature» britannique au Marché commun», *Revue d'histoire diplomatique*, volume 108, no.2 (1994), p.130.

²⁷ Frances M.B. Lynch, «De Gaulle First's veto: France, the Rueff Plan and the Free Trade Area», *EUI Working Paper*, no.98/8, p.28.; Bloes, *op.cit.*, p.139.

affirme qu'il avait le droit de poser son veto, mais que la manière dont il l'a fait a jeté la CEE dans plusieurs années de crise.²⁸

La Politique agricole commune (PAC) était pour la France une condition sine qua non à son adhésion à la CEE. Les premières mesures furent adoptées le 14 janvier 1962 et la politique fut complétée graduellement tout au long des années 1960.

Il est reconnu que, dans l'ensemble, la PAC est l'œuvre du général de Gaulle et qu'elle a eu un impact positif sur l'agriculture française. Seul Gladwyn pense qu'elle aurait un impact négatif sur la CEE car celle-ci soutiendrait les agriculteurs les moins performants au détriment de la Communauté.²⁹ Pour les arguments les plus favorables à la PAC, nous retrouvons Maillard et Keeler qui affirment que ce fut le plus grand succès de la CEE et le modèle parfait de l'intégration européenne.³⁰

Quelques nuances sont cependant apportées. Urwin dénonce l'intransigeance du général qui ne voulait pas donner, en échange de la PAC, le contrôle budgétaire à la Commission.³¹ Boegner fait remarquer, de son côté, le paradoxe qu'il y a lorsque «...l'intégration, dont le général combattait vigoureusement le concept, a vu le jour et atteint son plus haut degré d'aboutissement dans la politique agricole commune voulue et obtenue par la France.»³² Ces quelques opinions concernant la PAC

²⁸ Derek W. Urwin, *A Political History of Western Europe since 1945*, Londres et New-York, Longman, 1995, p.169.

²⁹ Gladwyn, *op.cit.*, p.81.

³⁰ Maillard, *op.cit.*, p.171. et John T.S. Keeler, «De Gaulle et la politique agricole commune de l'Europe : Logique et héritage de l'intégration nationaliste» dans Institut Charles de Gaulle, *op.cit.*, p.155.

³¹ Urwin, *The Community of Europe, op.cit.*, p.111.

³² Boegner, *op.cit.*, p.69.

démontrent que, loin d'être un débat brûlant, c'est un sujet qui fait largement consensus.

Quoique plusieurs aspects de la politique européenne de de Gaulle rassemblent une large adhésion (création de la PAC et Traité de l'Élysée)³³, la plupart sont controversés. Cependant, à cause de la proximité dans le temps de cette politique gaullienne, aucun courant historiographique précis n'existe. En effet, chaque auteur, comme nous l'avons vu, n'est pas confiné dans une attitude bien définie. De plus, l'historiographie gaullienne comprend aussi bien d'anciens hommes politiques, journalistes et politologues que d'historiens, et elle est influencée par ces horizons divers.

Avec les années, les livres, articles ou toutes autres formes d'écrits deviennent plus nuancées. Nous pouvons remarquer un certain déplacement des opinions vers une position plus favorable au général, surtout dans l'historiographie française.

Nous pouvons donc affirmer que l'historiographie concernant la politique gaullienne vis-à-vis de l'Europe est encore loin d'être bien divisée en courants. Il faudra attendre pour qu'un courant historiographique plus objectif et ancré dans un schéma historiographique aux contours mieux définis émerge.

³³ Pierre Gerbet, *La France et l'intégration européenne : essai d'historiographie*. Berne et New-York, P.Lang, 1995, p.63.

Problématique et hypothèses

La question centrale du mémoire est de comprendre sur quels éléments se fondent les quotidiens pour analyser la politique européenne de de Gaulle. Quels sont les facteurs qui expliquent leurs positions et comment leurs opinions évoluent-elles de 1958 à 1964?

La période étudiée porte sur une partie des années de la présidence gaullienne, c'est-à-dire de 1958 à 1964. Il s'agit d'une époque que nous pourrions qualifier de plus européenne. Bien que la construction de l'Europe fût aussi présente après 1964 avec la poursuite de la mise en place de la PAC et le deuxième refus de l'adhésion de la Grande-Bretagne, il nous a paru nécessaire d'étudier cette périodisation dans le but de focaliser sur la politique vis-à-vis de l'Europe et de la période que l'on pourrait qualifier de charnière pour la constitution de la CEE. Pour atteindre son but de grandeur et d'indépendance, de Gaulle s'appuya sur l'Europe. Après 1964, s'apercevant qu'il n'était pas suivi dans cette voie par ses partenaires, de Gaulle opta pour une politique mondiale.³⁴

Cependant, nous sommes conscients que cette période comporte quelques difficultés sur le plan de l'analyse. En effet, de 1958 à 1962, la politique européenne de la France ne se trouve qu'au deuxième rang des priorités. À cette époque, la guerre d'Algérie et les actes terroristes de l'OAS³⁵ préoccupaient beaucoup plus la population française que la construction de l'Europe. Il faudra tenir compte de cette variable dans l'analyse des journaux.

³⁴ Vaïsse, *La grandeur...*, *op.cit.*, p.361.

³⁵ Organisation de l'armée secrète. Cette organisation était un regroupement de Français qui souhaitait le maintien de la France en Algérie.

Ce mémoire traite de la politique étrangère française vis-à-vis de la CEE. Par CEE, nous attendons la Communauté économique européenne fondée en 1957 et regroupant six pays à ses débuts.³⁶ Nous nous concentrerons seulement sur la CEE et nous laisserons de côté la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et l'Euratom qui sont pourtant deux autres institutions de la construction européenne. Dans le cas de la CECA, il nous a semblé inutile de l'aborder. En effet, la présidence de de Gaulle est étroitement liée au début de la CEE et il a participé activement à sa mise sur pied, ce qui n'est pas le cas avec la CECA qui existait depuis déjà un bon moment. En ce qui concerne l'Euratom, les problèmes nucléaires sont si complexes et le président de Gaulle ne voyant pas l'abandon de souveraineté dans ce domaine d'un bon oeil, nous pensons qu'elle pourrait faire l'objet d'une étude indépendante. Nous ne la traiterons donc pas dans ce mémoire.

Ces bornes thématiques peuvent être définies aussi à l'aide des grands événements de la politique européenne du général. En effet, l'analyse qui sera effectuée tiendra compte de tous les aspects de celle-ci, mais reposera surtout sur les moments les plus significatifs de sa présidence. Notamment, nous retrouvons toutes les questions concernant la PAC, le Plan Fouchet, le premier refus de l'adhésion de la Grande-Bretagne et les relations franco-allemandes. Plusieurs événements secondaires, comme le choix d'une capitale européenne ou l'adoption de mesures bien précises dans un domaine économique, seront laissés de côté à moins que leur traitement favorise la compréhension de la problématique.

³⁶ France, Italie, Allemagne, Belgique, Pays-Bas et Luxembourg.

Comme nous l'avons vu dans la première section, les écrits sur la politique européenne du général de Gaulle n'ont pas d'attitudes bien définies: ils changent selon les événements et les circonstances. Nous pouvons penser qu'il en est de même des trois journaux qui seront étudiés. Les auteurs de la droite, du centre et de la gauche sont tantôt opposés à de Gaulle et tantôt favorable à sa politique. Dans les journaux, malgré leur position globale sur la politique française, nous retrouverons probablement ces mêmes variations dans le discours et une évolution continue face à cette politique européenne surtout chez *Le Figaro* et *Le Monde*.

Les journaux utilisés dans ce mémoire ont fait l'objet d'études générales³⁷, mais seul *Le Monde* a mérité de nombreux traités et articles³⁸. Aucun ne porte spécifiquement sur la période du général de Gaulle. Il y a un manque en ce qui concerne l'analyse des journaux et de leurs points de vue sur la période du début des années 1960 et sur la construction européenne.

Pour chaque journal, nous pouvons émettre quelques hypothèses. *Le Figaro*, reflétant les idées de la droite classique, est traditionnellement reconnu pour être très favorable à l'intégration.³⁹ Comme l'écrit Jean-Marie Charon, nous pouvons penser que ce journal appuie de Gaulle au «cas par cas»⁴⁰. Notre hypothèse est qu'il est plutôt favorable au président de la République, tant que ces actions ne risquent pas

³⁷ Nous pouvons nommer par exemple Claude Bellanger et al, *Histoire générale de la presse française de 1958 à nos jours*, Paris, PUF, 1976. 550p. ; Jean C. Texier, *La presse quotidienne française*, Paris, Armand Colin, 1974, 312p. Yves Guillauma, *La presse en France*, Paris, Éditions La Découverte, 1988. 128p.

³⁸ Jean-Noël Jeanneney, *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste*, Paris, Éditions du Seuil, 1979, 383p. ; Patrick Eveno, *Le Monde: Histoire d'une entreprise de presse 1944-1995*, Paris, Éditions Le Monde, 1996, 539p. Jacques Thibau, *Le Monde 1944-1996: Histoire d'un journal*, Paris, Plon, 1996. 539p. Annie Finkeldei, *Histoire et idéologie du journal le Monde*, Aachen, Shaker, 1993. 272p.

³⁹ Maurice Ferro, «La presse, la radio et la télévision» dans Rideau, Joël dir, *La France et les Communautés européennes*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p. 261.

⁴⁰ Jean-Marie Charon, «1958-1968: divorce avec la presse?» dans Alain Plantey dir., *De Gaulle et les Médias*, Paris, Plon et Fondation Charles de Gaulle, 1994, p. 162 à 172.

de mettre en péril la CEE. Par exemple, nous pouvons croire que *Le Figaro* appuie de Gaulle sur son idée d'union politique, mais qu'il s'oppose au veto à l'adhésion de la Grande-Bretagne.

Il est de tradition de voir deux phases bien distinctes dans l'attitude du *Monde* face à de Gaulle. Il est favorable au président tout au long de la guerre d'Algérie, car le général est le seul capable de redresser la situation. Cependant, le référendum de 1962 sur l'élection du président français au suffrage universel enclenche la deuxième phase qui se situe dans une attitude de ferme opposition.⁴¹ Néanmoins, nous ne pensons pas que cette séparation peut caractériser parfaitement le début de l'opposition du journal dans ce domaine. L'opposition mentionnée se situe au niveau constitutionnel et non européen. Nous pouvons donc émettre l'hypothèse que le journal s'est opposé plus graduellement à la politique européenne de de Gaulle que ne le laissent penser plusieurs auteurs.

Finalement, il y a *L'Humanité* qui est, depuis 1921, l'organe officiel du Parti communiste français. Il est reconnu pour être un farouche opposant à de Gaulle.⁴² Nous pouvons penser que ce journal prend les mêmes positions que le Parti communiste français qui est lui-même proche des positions soviétiques. Ainsi, les vues de *L'Humanité* devraient changer selon les circonstances de l'époque et des humeurs de ceux qui l'administrent. Elles peuvent donc être plus ou moins hostiles aux actions de de Gaulle selon les circonstances. Toutefois, nous pensons retrouver une ferme opposition dans ce quotidien.

⁴¹ Finkeldei, *op.cit.*, p.122.

⁴² *Ibid.*, p.166.

L'hypothèse principale est donc que nous allons probablement voir de grandes évolutions dans les positions des différents journaux selon les circonstances et que, loin d'être confinés à une position précise⁴³, ils sont en constante adaptation faces aux événements.

Sources et méthodologie

Le mémoire qui est proposé vise à combler certaines lacunes dans les connaissances concernant l'époque gaulle. Comme nous l'avons mentionné dans les hypothèses, peu d'études spécialisées ont été effectuées sur les journaux qui nous intéressent.⁴⁴ La position globale des journaux nous est bien connue, mais l'évolution de celle-ci ou les différentes variations sur un sujet précis n'ont pas fait l'objet d'analyses minutieuses. En fait, nous ne retrouvons pas d'ouvrages ou d'articles traitant de la vision des journaux sur la politique européenne de de Gaulle.

Dans cette optique, le mémoire proposé vient enrichir les connaissances en traitant d'un aspect jusqu'à présent peu connu de l'histoire de France. Nous pouvons aussi avancer que cette histoire, par sa proximité avec notre époque, n'a pas encore une historiographie des plus complètes et certains aspects du sujet ne font pas encore l'objet d'une grande attention. Plusieurs des ouvrages ne proviennent pas d'historiens, mais de politologues, d'économistes et de témoins de l'époque.

L'originalité de ce mémoire réside dans l'objet de l'étude. Quand nous observons ce qui a été produit au niveau historique sur les réactions aux politiques

⁴³ À part peut-être *L'Humanité*.

⁴⁴ Voir les notes de bas de page 43 à 46. Nous pouvons aussi rajouter Patrick Eveno, *Le Journal Le Monde : une histoire d'indépendance*. Paris, Éditions Odile Jacob, 2001, 295p.

du général. nous nous apercevons que seule l'opinion des hommes politiques ou celle de la population française ont été traitées en profondeur. Lorsque l'opinion de la presse est abordée⁴⁵, elle l'est de façon très superficielle. L'analyse de ces journaux nous renseignera sur l'évolution de la presse à propos de la politique gaullienne et des facteurs qui guident leurs analyses. Cette originalité provient aussi bien de l'emploi des journaux comme sources que du sujet et du questionnement effectué.

Ce mémoire vient alors enrichir la connaissance de l'histoire contemporaine française sur le plan des relations internationales de la France et de la perception qui en découle dans les journaux de cette époque. Le mémoire effectue aussi une comparaison entre trois tendances bien distinctes dans ces journaux. Auparavant, les monographies sur le sujet n'abordaient qu'un seul journal et les ouvrages qui touchaient l'ensemble des journaux étaient beaucoup trop généraux. Cependant, ce mémoire fera une étude comparative pour bien discerner les différences et les points communs de ces trois quotidiens.

Le mémoire permettra de mieux connaître les répercussions que la politique européenne de de Gaulle a eu dans la presse française. La connaissance de cette époque nous sera alors plus claire et pourra nous permettre de comprendre le point de vue de la société française sur cette politique.

Deux sources seront utilisées lors des recherches. Il s'agit des trois journaux mentionnés précédemment et des rapports généraux de la CEE. Commençons par discuter des trois journaux. Il s'agit de journaux de la droite (*Le*

⁴⁵ Souvent, elle n'est même pas abordée.

Figaro, fondé en 1826), du centre (*Le Monde*, fondé en 1944) et de la gauche (*L'Humanité*, fondé en 1904). Ces trois journaux seront les sources principales. Les rapports généraux ne seront utilisés que pour bien saisir les événements qui se déroulent dans le cadre communautaire et analyser les journaux en conséquence.

Le choix des trois journaux s'est interposé. Il nous fallait un journal de chaque grande tendance politique et qui avait un assez large lectorat. Le choix de journaux parisiens nous paraissait des plus sensés à cause de leur grande diffusion sur le territoire national. Pour *Le Figaro*, le tirage, en 1958, s'élevait à 484 000 exemplaires et à 485 000 en 1964. Pour *Le Monde*, il était de 216 731 en 1958 et de 259 829 en 1964. Finalement, *L'Humanité* tirait à 216 000 en 1958 et à 200 740 en 1964.⁴⁶

Au niveau politique, les journaux sélectionnés avaient une grande importance pour les courants politiques. Notamment, *L'Humanité* est l'organe officiel du Parti communiste français qui est important dans ces années. Pour *Le Monde*, comme nous l'avons mentionné plus haut, il faut tenir compte de la participation de de Gaulle à la fondation du journal, mais nous ne pensons pas que ce facteur puisse vraiment jouer un rôle important dans ses analyses, car Beuve-Méry s'est toujours refusé à lier le journal à un parti politique.

Pour dépouiller nos sources, deux pistes de recherche guideront notre réflexion. Tout d'abord, nous nous pencherons sur le contenu des journaux pour rechercher si les points de vue exprimés dans les articles correspondent à l'orientation globale de ceux-ci. Notre attention sera surtout portée sur l'évolution de

⁴⁶ Texier, *op.cit.*, p.66, 91 et 105.

ces points de vue et sur les facteurs les expliquant. Nous analyserons l'évolution des idées de ces quotidiens sur la construction européenne pour tenter d'en dégager les grandes lignes.

Lors du dépouillement de ces sources, plusieurs pièges ont dû être évités. Tout d'abord, il y avait le risque de se perdre dans l'abondance d'articles sur le sujet. Il faut donc bien se garder de prendre note de faits qui ne sont pas vraiment appropriés à notre étude. Un autre danger que nous pourrions rencontrer concerne la véracité des faits rapportés par les journalistes. Il est évident que tous les faits que nous retrouvons dans ces quotidiens ne relatent pas nécessairement toute la vérité. Un journaliste qui écrit au jour le jour peut tomber sur une source d'information peu fiable ou ne pas avoir accès à autant de données du problème qu'un historien, ce qui rend ainsi sa compréhension des événements imparfaite.

Pour contrer ces dangers, le mémoire s'appuie sur une bibliographie abondante ainsi que sur les rapports généraux de la CEE qui serviront à vérifier les dires des journalistes et l'exactitude des faits rapportés. Ces documents permettront aussi d'éviter un autre danger que nous n'avons pas abordé, c'est-à-dire le degré d'importance des faits relatés. Effectivement, les journaux peuvent accorder une grande importance à certains événements qui, par la suite, se révèlent de peu d'intérêt. La méthodologie doit donc être très rigoureuse pour éviter ces multiples embûches.

Nous pouvons qualifier de variable la perception qu'ont les analystes de la période gaullienne et de sa politique européenne. Nous pensons alors retrouver ces

mêmes variations dans les différents journaux que nous étudierons. Nous nous attendons à ce que ce mémoire nous révèle une opinion journalistique qui s'adapte aux événements selon les circonstances. Nous allons donc tenter de vérifier cette hypothèse générale pour pouvoir comprendre comment s'articulent les positions des trois journaux et sur quoi ils se basaient pour fonder leurs opinions. De l'analyse des trois journaux, il en sortira une étude comparative nous permettant de mieux comprendre les différences de valeurs qu'il y a entre les quotidiens.

Chapitre 1

La place de la CEE dans la perception de l'avenir de l'Europe du *Figaro*, du *Monde* et de *L'Humanité*

Il est nécessaire de bien connaître les valeurs et les idées qui imprègnent les articles concernant la politique européenne du général de Gaulle pour pouvoir comprendre les opinions des journaux à ce sujet. La connaissance du cadre d'analyse de chaque quotidien étudié est primordiale lorsqu'on entreprend ce type de recherche.

Dans ce premier chapitre, nous examinerons leur attitude à l'égard de la CEE, pour vérifier dans quelle mesure leurs analyses s'effectuent à partir de leur conception de l'avenir et de l'évolution « normale » de l'Europe. Cette analyse n'est pas limitée aux six membres de la Communauté économique; elle s'étend au continent en entier. La construction européenne apparaît alors, vis-à-vis de ces perceptions de l'avenir, comme avantageuse ou désavantageuse. Elle est avantageuse selon *Le Figaro* et *Le Monde*, et désavantageuse selon *L'Humanité*. Ces positions vont être souvent reprises dans le but de critiquer ou d'approuver les actions entreprises par de Gaulle dans le cadre européen.

Les chapitres qui suivent démontreront que de Gaulle est critiqué en corrélation à son apport ou non à la marche de l'Europe vers le progrès et « l'aboutissement du développement historique ». *Le Figaro* et *Le Monde* l'approuvent le plus souvent, mais ne manquent pas de le désavouer quand il ralentit ou bloque la progression de l'intégration. Au contraire, *L'Humanité* est un opposant

farouche, voyant en lui un ennemi de l'idéologie communiste sur laquelle le journal s'appuie.

Le Figaro et Le Monde : deux partisans enthousiastes de la CEE

Pour bien cerner ce que ces deux journaux attendaient de la Communauté et de l'avenir, il faut se référer à la logique qui a fait apparaître le désir chez les Européens de se rassembler et qui a entraîné les actions entreprises pour la réaliser comme l'Union de l'Europe occidentale (UEO), la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), la CEE et bien d'autres.

Quoique l'idée d'une Europe large et solidaire ne soit pas née avec les deux Guerres mondiales, celles-ci leur ont donné une impulsion vitale pour la concrétisation de ce rêve partagé par de nombreux Européens. Cette idée se perçoit dans la résistance européenne à l'hitlérisme qui prônait la solidarité européenne pour éviter un nouveau drame et un nouveau carnage.⁴⁷

La Deuxième Guerre mondiale avait fait perdre à l'Europe le statut de principal pôle de puissance dans le monde. La coopération et l'union semblèrent alors nécessaires à des populations désemparées par l'ampleur du désastre. Le nationalisme, accusé de tous les maux, n'était plus une valeur capitale à leurs yeux. Il était même devenu un courant néfaste. La construction de l'Europe apparut comme la clé de la reconstruction et de la coexistence pacifique.⁴⁸

⁴⁷ Gerbet. *La construction...*, *op.cit.*, p.45.

⁴⁸ *Ibid*, p.51.

La menace que l'URSS faisait peser sur l'Europe occidentale, avec la position dominante qu'elle avait acquise lors du dernier conflit mondial, est une autre raison qui ait incité les Européens à vouloir se regrouper, ce qui leur permettrait de se défendre adéquatement.⁴⁹ De quelques pays faibles, l'on avait l'idée de faire un ensemble capable de se défendre contre le nouvel ennemi de l'Occident. Une union européenne devait avoir pour assise la solidarité des peuples et la volonté de vivre en paix et en harmonie.

Ces caractéristiques se retrouvent dans la philosophie du *Figaro* et du *Monde*. Bien évidemment, il y a quelques éléments qui les différencient, comme nous allons l'observer un peu plus loin. Débutons avec ce qui les amène à voir dans la construction européenne l'avenir de l'Europe.

Les deux dernières conflagrations mondiales ont causé un profond traumatisme et suscité une volonté parmi les populations de ne plus jamais revoir une telle tragédie, attitude que l'on retrouve aussi dans ces journaux. La paix était leur plus grand désir. Il fallait laisser de côté la diplomatie traditionnelle du siècle passé, cause de tous les malheurs, en créant de nouveaux liens de solidarité dans le but d'apporter la paix non seulement à l'Europe, mais aussi au monde. Jean Lecerf, dans *Le Figaro*, proclame que la CEE pourrait être, à l'échelle du monde, le plus bel exemple de traité de paix économique de l'histoire.⁵⁰ Ce même journal affirme aussi que le Marché commun est la récompense pour la réponse qu'a donnée l'Europe continentale aux « défis » des catastrophes sans précédent qui l'ont bouleversée.⁵¹

⁴⁹ Olivi, *op.cit.*, p.7 à 27; Gerbet, *La construction...*, *op.cit.*, p.51.

⁵⁰ Jean Lecerf. « Le Marché commun premier partenaire mondial », *Le Figaro*, 26-27 janvier 1962, p.1.

⁵¹ Raymond Aron, « L'injustice de l'histoire », *Le Figaro*, 22-23 décembre 1962, p.1 et 22.

Nous pouvons alors comprendre cette aspiration à ne plus revivre de tels événements. De son côté, *Le Monde*, tout en étant en accord avec les propos précédents, développe davantage sur le réaménagement des relations interétatiques rendu nécessaire par la guerre qui a mis à mal le vieux continent et évoque le rêve d'une patrie européenne.⁵²

Cette idée nous amène au deuxième concept cher aux deux quotidiens : une solidarité des peuples d'Europe qui dépasserait les nationalismes présentés comme les grands responsables des hécatombes de la première moitié du XX^e siècle. Dans cette logique, les nations ne sont plus les principaux acteurs dans le monde. Selon *Le Monde*, ces acteurs sont maintenant les continents et tous les problèmes, c'est-à-dire les grandes questions mondiales, se règlent non plus entre les nations, mais sur le plan plus large que sont les continents. Dans une édition spéciale concernant la construction européenne, le journal proclame « L'ère des nations souveraines est révolue. L'ère des continents commence. »⁵³. Dans un même ordre d'idées, il est dit de « ...ne pas laisser se faner un grand espoir : celui d'une fraternité continentale à l'échelle du siècle. »⁵⁴

La solidarité des peuples est alors primordiale, car ce sont eux qui doivent gérer leur propre destin dans le cadre d'une communauté assez large pour englober ceux qui, hier encore, étaient des ennemis. Une coopération gouvernementale est insuffisante, car elle risquerait de vider de son contenu la signification véritable d'une union de l'Europe pour et par ses habitants. Le Marché commun est présenté

⁵² Pierre Uri, « Communautés européennes et coopération politique », *Le Monde*, 15 février 1961, p.14.

⁵³ « Et la Grande-Bretagne », *Le Monde* (édition spéciale), 16 avril 1964, p.4.

⁵⁴ Henri Brugnons, « Le Piémont de l'Europe », *Le Monde*, 10-11 novembre 1963, p.1 et 4.

comme étant supérieur aux nations et comme le fondement de la coopération qui découle de cette solidarité des peuples.⁵⁵

La CEE ne doit pas être ternie par les intérêts et les divergences nationales. À plusieurs reprises, *Le Monde* dénonce le risque ou même le fait que certains pays utilisent des arguments proprement nationaux pour traiter de questions relevant de cette Communauté.⁵⁶ *Le Figaro* pense aussi que les dissentiments nationaux sont néfastes à la solidarité des Six. Il prévient que la France, dans les négociations sur la Zone de libre-échange (ZLE), devrait concerter ses partenaires plutôt que de faire cavalier seul⁵⁷.

En résumé, les deux journaux prévoient que la CEE ne peut que devenir un ensemble organisé et cohérent, une véritable patrie européenne basée sur la solidarité, le désir de paix et l'espoir d'une vie meilleure pour ses habitants.⁵⁸ Nous pouvons aussi signaler la grande importance qu'ils accordent à la supranationalité, laquelle doit guider les pas de cette nouvelle union. Aux yeux de certains auteurs qui ont traité l'histoire de la presse française, la supranationalité est pour ces deux journaux une condition essentielle qui ne doit faire l'objet d'aucun compromis.⁵⁹ Cette affirmation nous laisse toutefois sceptique. Nous verrons pourquoi dans le chapitre quatre.

⁵⁵ Raymond Aron. « Le Marché commun et l'unité européenne ». *Le Figaro*, 28 février 1958, p.8.

⁵⁶ Nous pouvons notamment citer J. Schwoeber, « Les Six fixeraient à Luxembourg ou à Bruxelles le siège « provisoire » de l'Euratom et du Marché commun ». *Le Monde*, 8 janvier 1958, p.1 et 2. Et « Échéance Européenne ». *Le Monde*, 22-23 juin p.1.

⁵⁷ Zone que voulait implanter en Europe la Grande-Bretagne pour vider de sa substance la CEE. Cette zone comprit sept pays, mais pas un des Six. Aron, « Le Marché... », *op.cit.*, p.8.

⁵⁸ André François-Poncet. « Les Six et les Onze ». *Le Figaro*, 7 juillet 1958, p.1 et 14. et « Le vœu des Européens », *Le Figaro*, 31 décembre 1958, p.1 et 10. Et « Une Date historique : 1^{er} janvier 1958, 0 heures. Le Marché commun entre en vigueur », *Le Monde*, 25 janvier 1958, p.7.

⁵⁹ Danielle Bahu-Leyser. *De Gaulle, les Français et l'Europe*. Paris, PUF, 1981, p.150.

Ce serait une erreur de penser qu'ils ont une opinion identique à propos de la CEE. En effet, *le Figaro*, journal de droite, n'a pas les mêmes aspirations que son concurrent du centre. Même si l'on perçoit plusieurs points communs dans leurs articles, nous y retrouvons aussi plusieurs différences. Nous en comptons deux principales, soit l'utilité de la Communauté pour la France en particulier et son rôle sur la scène mondiale.

L'anti-nationalisme, comme nous l'avons constaté plus haut, est commun aux deux journaux. Cependant, il faut faire une distinction essentielle. *Le Figaro* condamne le nationalisme décadent du XIX^e siècle avec ses alliances, son égoïsme et ses guerres⁶⁰, mais admet l'existence d'une vertu patriotique qu'il ne songe pas à « répudier »⁶¹. Ce patriotisme lui fait voir toutes les possibilités que la CEE peut apporter à une France qui se retrouve affaiblie et déchue de son statut de grande puissance à la suite de la Deuxième Guerre mondiale. *Le Monde*, par ailleurs, voit les avantages que les Français retireront de cette institution, mais se montre beaucoup moins enclin à détacher la France de l'ensemble européen.

Le Figaro conserve une certaine trace de nationalisme. Un article de Raymond Aron démontre bien cet aspect de la pensée du quotidien. Aron croit que le Marché commun donnerait à la France le rôle de premier plan dans le monde qu'elle n'avait plus⁶² depuis la débâcle de 1940. Le Marché commun permettrait au pays d'exercer une certaine responsabilité au niveau mondial. « L'Europe des Six a les moyens d'une grande puissance à l'échelle mondiale; la France, même avec la

⁶⁰ André François-Poncet, « Europe quand même! », *Le Figaro*, 27 novembre 1961, p.1 et 20.

⁶¹ André François-Poncet, « Plus que jamais l'Europe ». *Le Figaro*, 29 août 1960, p.1 et 3.

⁶² Raymond Aron, « La France, l'Europe et l'Alliance atlantique », *Le Figaro*, 6 novembre 1958, p.1 et 9.

Communauté africaine⁶³, ne les a pas. »⁶⁴. Ainsi, la CEE donnerait la chance à la nation française de retrouver une partie de la puissance qu'elle avait perdue. Par conséquent, le journal reste plus près des intérêts strictement français que *Le Monde*, mais sans jamais vouloir faire du pays une nation hégémonique.

La Guerre froide fut l'un des facteurs qui ont incité les habitants de l'Europe occidentale à vouloir s'unir et s'associer. Dans cette optique, *Le Figaro* conçoit, beaucoup plus que *Le Monde*, la Communauté comme moyen de se défendre contre les entreprises menaçantes du bloc de l'Est. Bien que cet aspect ne soit pas des plus importants dans le cadre de notre analyse, il est nécessaire de le mentionner pour bien cerner la pensée de ces quotidiens.

Pour le journal de centre, la menace de l'URSS ne tient pas une place importante dans son évaluation de la situation de l'Europe et du besoin de s'unir. Cela ne veut pas dire que la Guerre froide n'est pas traitée dans ses colonnes, mais plutôt que cet aspect n'est pas des plus importants pour expliquer la création d'un ensemble européen. Pour *Le Monde*, la CEE sert surtout, sur la scène internationale, à être un acteur indépendant des grandes puissances, et notamment des États-Unis, et un membre influent de la communauté internationale, par exemple, comme un soutien aux pays du tiers-monde.⁶⁵ Ces idées, chères à Beuve-Méry, rédacteur en chef du quotidien, sont évoquées par celui-ci la toute première fois en 1945, époque

⁶³ Communauté composée de la France et de la plupart de ses anciennes colonies de l'Afrique et dont la direction est assurée par le président de la République.

⁶⁴ Aron, « La France, l'Europe... », p.1 et 9.

⁶⁵ André Philip, « Relance européenne », *Le Monde*, 17 avril 1963, p.1 et 2; Bahu-Leyser, *op.cit.*, p.147.

où les États-Unis et l'URSS apparaissent comme les seules puissances aptes à contrôler les destinées de la planète.⁶⁶

Dans le cas du *Figaro*, nous découvrons une tendance voulant que l'Europe obtienne une part de responsabilité dans la défense du monde occidental. Il s'agit même d'une condition essentielle à la survie du continent face à l'ennemi commun. La Communauté économique «...reste, à l'ère de la menace soviétique et de la décolonisation accélérée, une entreprise éminemment sage et efficace.»⁶⁷. De plus, *Le Figaro* affirme que si le vieux continent demeure cloisonné, la « masse communiste » va le dominer. Seule une association des pays concernés, touchant dans une bonne proportion aux domaines politique et militaire, peut éviter ce scénario catastrophique.⁶⁸ Nous y discernons une préoccupation constante de se prémunir contre l'Union soviétique.

Cette défense, le journal de droite ne songe pas à l'appliquer en dehors du cadre atlantique, même s'il se rapproche du *Monde* dans son désir de rester indépendant de la puissance américaine. Le Marché commun, dans cette perspective, sert à créer un pôle européen dans le cadre de l'Alliance atlantique, seule façon de se défendre adéquatement contre les périls venant du bloc communiste.⁶⁹ Le journal démontre une volonté de se démarquer des États-Unis, mais aussi une certitude de devoir leur rester associé, tout en étant considéré comme un partenaire égal.

⁶⁶ André Fontaine, « Le Monde et l'Europe » dans Joël Rideau, *La France et les Communautés européennes*. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975, p.282.

⁶⁷ André François-Poncet, « Le Marché commun, noyau de l'Alliance atlantique », *Le Figaro*, 28-29 janvier, p.1 et 16.

⁶⁸ François-Poncet. « Europe quand... », p.1 et 20.

⁶⁹ André François-Poncet, « Pour une maison de l'Europe digne de Paris », *Le Figaro*. 7 novembre 1961, p.1 et 24.

Nous pouvons donc conclure que ces deux journaux se font les messagers des partisans de la construction européenne. L'idéal qu'elle représente de solidarité, de paix et de formation d'une grande patrie transcenderait les nations traditionnelles. Cependant, nous avons vu aussi que leurs opinions n'excluent pas des idées ou des approches distinctes qui les différencient. Ils seront souvent à l'opposé de l'attitude de *L'Humanité*, définie par l'idéologie communiste.

***L'Humanité* : la CEE, ennemi de la marche en avant des classes laborieuses**

L'Humanité, journal officiel du Parti communiste français (PCF), représente les intérêts et les idées de ce courant politique qui, à cette époque, a une certaine influence au sein de la société française. Indubitablement, ses articles reflètent cette idéologie dans tous les aspects de leurs analyses concernant la vie nationale française et, dans le cas qui nous intéresse, de la construction européenne. La CEE y est représentée comme un ennemi du progrès humain. Avant de démontrer ce fait, il convient d'expliquer ce courant politique issu du XIX^e siècle dans sa variante nationale française.

Les chevaux de bataille de ce parti, après la Deuxième Guerre mondiale, sont reflétés dans *L'Humanité*. Les grands thèmes développés sont « L'anti-impérialisme, la défense de l'indépendance nationale, la lutte pour la paix et la défense du camp socialiste... »⁷⁰. Il ne faut pas oublier la défense inconditionnelle de l'URSS et le dénigrement systématique des pays occidentaux.⁷¹

⁷⁰ Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, p.273.

⁷¹ *Ibid.*, p.278.

Toutes ces particularités propres au communisme ou à sa composante française se retrouvent dans sa conception de l'avenir de l'Europe et de la Communauté économique. La CEE est considérée comme un facteur de ralentissement de la révolution prolétarienne et une arme de la réaction. Nous découvrons une vision très idéologique du futur, la plus idéologique des trois quotidiens étudiés, et un rejet complet d'une union des pays de l'Europe de l'Ouest.

L'Humanité conçoit l'avenir du vieux monde comme une lutte de classes qui aboutira à la révolution. Dans ce sens, il perçoit toute tentative pour construire l'Europe comme un obstacle à cette transformation de la société. La CEE apparaît comme un vecteur perpétuant l'opposition entre les classes. Elle serait réactionnaire, à la solde des trusts et un excellent moyen de contrer les revendications justes des ouvriers et d'augmenter leur exploitation par le biais de la concurrence plus féroce qu'elle engendrera.⁷² La lutte entre les bourgeois et les ouvriers est indubitablement liée, dans ce quotidien, aux activités de la CEE. Celle-ci servirait de prétexte au refus des revendications ouvrières et se construirait sur leur dos.⁷³

De plus, la CEE, selon *L'Humanité*, ne ferait que représenter les intérêts de la classe dirigeante et non ceux des nations qui la composent. Elle n'est que le porte-étendard des ennemis du prolétariat. Le journal qualifie les fondements de la CEE d'objectifs d'une catégorie sociale d'exploitants.⁷⁴ Toute construction européenne est associée d'office à la classe bourgeoise et représente toutes les tares du

⁷² Jean E. Vidal. « Marché commun et Euratom n'ont qu'un gagnant : Bonn. I- Derrière le « calendrier » du Marché commun », *L'Humanité*, 13 janvier 1968, p.3.

⁷³ André Stil. « Les périls du Marché commun », *L'Humanité*, 6 novembre 1958, p.1 et 6.

⁷⁴ *Ibid.*, p.1 et 6; Jacques Kahn. « Marché commun : Accord à Bruxelles sur un compromis provisoire », *L'Humanité*, 24 décembre 1963, p.3.

capitalisme⁷⁵, lequel est voué à disparaître définitivement avec l'aboutissement du processus historique.

Nous retrouvons aussi une constatation des contradictions internes au capitalisme. Le quotidien reconnaît la solidarité qui unit les Six dans le but, non avoué, d'opposer un front commun aux ouvriers, mais il rejette celle-ci lorsqu'il s'agit de concurrence entre impérialistes. En effet, le Marché commun, en ouvrant les frontières de ses membres à la concurrence des uns et des autres, va attiser les rivalités.⁷⁶ Le journaliste Yves Moreau affirme que ce marché, loin d'avoir reforge les relations entre États, n'a inventé qu'une nouvelle forme de partage des débouchés pour les produits européens. Les contradictions y sont alors renforcées.⁷⁷ L'orientation du journal communiste est celle de l'idéologie à laquelle il adhère. On retrouve dans les articles toutes les caractéristiques de cette pensée politique.

Ses critiques de la Communauté s'insèrent aussi dans le contexte de la Guerre froide. Une des idées centrales de ce quotidien est la défense de l'URSS, une nation à la fine pointe du progrès social et la plus avancée sur le chemin de la société idéale. À partir de ce principe, il dénonce les considérations antisoviétiques qui ont fait naître la CEE. Ce journal affirme que : « Le Marché commun, ne l'oublions pas, a été créé dans l'atmosphère de la Guerre froide. Il est d'abord un instrument politique, une des bases de la militarisation et telle a été l'assise de l'axe Bonn-

⁷⁵ Article relatant « L'intervention de Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, à la XIII^e session du conseil général de la FSM » aux idées de laquelle le journal adhère. *L'Humanité*, 2 novembre 1961, p.4.

⁷⁶ Jacques Kahn. « Marché commun : un pas de plus qu'hier ». *L'Humanité*, 2 juillet 1963, p.4.

⁷⁷ Yves Moreau. « Après la visite d'Adenauer et la conférence des Six : Relance de l'axe Paris-Bonn », *L'Humanité*, 13 février 1961, p.3.

Paris.»⁷⁸. L'alliance de la France et de l'Allemagne, par exemple, est considérée comme une menace et un désir de perpétuer l'opposition des deux blocs.

En effet, la paix est une autre des valeurs dont *L'Humanité* fait l'un de ses principes les plus importants. La CEE, sous ce jour, devient alors un risque pour la coexistence pacifique que l'URSS tente de créer. Loin de rapprocher les nations, elle les éloigne en pratiquant la discrimination contre tous ceux qui n'en sont pas membres.⁷⁹

Nous pouvons affirmer que *L'Humanité* de la fin des années 1950 et du début des années 1960 représente bien les idées, les opinions et les positions traditionnelles du communisme. Digne représentant de cette mouvance, il s'oppose aux différentes communautés européennes. Nous pouvons définir les grands axes principaux de sa pensée comme étant hostiles à l'Europe des trusts, à l'Europe du grand capital et à l'Europe impérialiste⁸⁰ que représente la CEE. Il fait apparaître dans ses colonnes une déclaration de Benoît Frachon qui réfute l'idée que ceux qui sont en désaccord avec la concentration des moyens de production, occasionnée par la CEE, soient contre le courant de l'histoire.⁸¹ Au contraire, l'avenir appartiendrait à la socialisation du travail. Tout, dans ce quotidien, l'empêche d'être partisan d'une construction européenne et, par extension, de la CEE.

La vision de l'avenir des trois journaux n'est pas la même. Celle du *Figaro* et celle du *Monde* se ressemblent, mais elles demeurent différentes par la place

⁷⁸ Jacques Kahn, « De Gaulle et le Marché commun », *L'Humanité*, 24 octobre 1964, p.1 et 3.

⁷⁹ Kahn, « Marché commun... », p.4.

⁸⁰ Maurice Ferro, *op.cit.*, dans Joël Rideau, *op.cit.*, p.254.

⁸¹ « L'intervention de Benoît... », *op.cit.*, p.4.

qu'elles laissent aux communautés dans le monde et l'avantage que la France peut en retirer. *L'Humanité*, pour sa part, voit, dans une union de l'Europe, un risque pour la classe ouvrière et les derniers sursauts d'un monde capitaliste en pleine débâcle.

Ce qui est encore plus intéressant, c'est de constater toute la distance qui sépare les journaux de droite et de centre de leur confrère de gauche. Selon les deux premiers, la coexistence pacifique est une des bases de toute l'idée européenne, l'une de ses assises les plus fondamentales. Cependant, le journal communiste y voit plutôt un facteur d'instabilité des relations internationales pouvant, et même, conduisant inexorablement à la guerre.

Un autre exemple de désaccord réside dans leurs analyses respectives des bases du système européen en cours de constitution. Pour les quotidiens partisans de la construction européenne, il repose sur l'union des peuples, seule capable de gérer une communauté fraternelle dans le but de vivre paisiblement et dans l'abondance. *L'Humanité*, loin d'adhérer à ce schème de pensée, le réfute en lui opposant une argumentation idéologique. La CEE ne serait que le résultat du système de classes produit par le capitalisme. Elle ne serait que l'outil d'un monde voué à disparaître et qui tente, malgré les contradictions qui l'assailent, de survivre aux dépens des ouvriers.

Ce survol nous a permis de constater divers aspects de l'opinion des journaux sur la question de la construction européenne et de la Communauté économique. À partir de cette constatation, nous allons voir comment la politique européenne du général de Gaulle vis-à-vis de la CEE est analysée par rapport aux

critères respectifs de ces quotidiens. Nous allons surtout distinguer le regard qu'ils jettent sur le président de la République lorsqu'il « entrave ou aide » l'Europe et la France dans sa marche vers « l'avenir ». En effet, dans les chapitres suivants, nous analyserons tous les grands moments de cette politique à l'aide des critères que nous venons de mentionner. Dans ce sens, l'économie est l'un des aspects les plus importants de la CEE et de Gaulle, loin de le renier, prend une part active à son élaboration.

Chapitre 2

La dimension économique de l'Europe dans la politique gaullienne

La CEE, comme son nom l'indique, doit traiter, en premier lieu, les questions économiques des pays membres et s'étendre ensuite aux relations politiques communes. La communauté vise à créer une nouvelle forme d'organisation économique. Elle doit développer les rapports économiques de façon à entraîner une expansion continue, ainsi que le prévoit l'article deux du Traité de Rome.⁸² D'un autre côté, des auteurs présentent la CEE comme une union douanière, un moyen d'abolir toutes les restrictions sur les échanges, un centre d'attraction des investissements à l'aide de toute une gamme de politiques communes⁸³ et un espace entouré d'un tarif douanier extérieur commun. Toutes ces mesures doivent permettre d'atteindre une intégration économique totale⁸⁴ dépassant largement le stade du simple marché commun.⁸⁵ Les six pays doivent alors s'ajuster pour bien cadrer avec les objectifs que nous venons de mentionner.

Le général de Gaulle, dès son arrivée au pouvoir, doit faire face aux questions économiques que suppose l'entrée en vigueur du Traité de Rome et à toutes les obligations qui relèvent de l'adhésion de la France au Marché commun. Dans la période étudiée, il y a trois événements majeurs auxquels le général prend part activement. Nous retrouvons tout d'abord les efforts économiques et financiers

⁸² Commission de la Communauté économique européenne. 1^{er} *Rapport général sur l'activité de la CEE. 1^{er} janvier-17 septembre 1958*, Bruxelles, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1958, p.9 et 69.

⁸³ Derek W. Urwin. *A Political History of...*, *op.cit.*, p.106.

⁸⁴ Olivi. *op.cit.*, p.50.

⁸⁵ Pierre Gerbet. *La naissance du Marché commun*, Paris, Éditions complexe, 1987, p.102.

déployés avec le Plan Rueff pour l'entrée de la France dans la CEE, sans recours aux clauses de sauvegarde. En deuxième lieu, on perçoit l'accélération du désarmement douanier prévu par le Traité de Rome. Finalement, la Politique agricole commune (PAC) est, de l'avis général, l'œuvre de de Gaulle.⁸⁶ Ces trois aspects économiques sont bien analysés par les trois journaux.

En effet, *Le Figaro* et *Le Monde* soulèvent très peu d'objections aux différentes politiques économiques du président français, car les décisions prises vont faciliter la construction européenne. Les deux quotidiens y voient un éclatant succès du général dans la construction européenne et son indéniable volonté de réaliser la CEE. Plus particulièrement, *Le Figaro* estime que le Plan Rueff est une preuve que de Gaulle a de vrais sentiments européens.

Au contraire, *L'Humanité*, dans des diatribes constantes, accuse de Gaulle d'être le porte-parole et parfois même la marionnette des monopoles. Il constate aussi que sa politique est désastreuse pour la France et pour les couches laborieuses de la société. Comme au chapitre précédent, nous remarquons que les journaux de droite et de centre sont opposés, dans leurs analyses, au communiste sur tous les sujets.

⁸⁶ John T.S. Keeler, *op.cit.*, dans Institut Charles de Gaulle, *op.cit* p.155. ; Alain Prate, *Quelle Europe?*, Paris, Julliard, 1991, p.114; Maurice Vaïsse, *La Grandeur...*, *op.cit.*, p.172.

Le plan Rueff et l'entrée de la France dans la CEE

En 1958, lorsque de Gaulle accède au pouvoir, la France se trouve dans une situation économique difficile.⁸⁷ L'entrée du pays dans la CEE, à la date prévue, est compromise et les clauses de sauvegarde apparaissent comme un recours inévitable. Les dirigeants des autres pays de la Communauté voient en de Gaulle un anti-européen et un nationaliste intransigeant dont le but est d'utiliser le marasme économique français pour ralentir ou empêcher la construction européenne.⁸⁸

Toutefois, de Gaulle respecte les engagements de la France qui entre dans le Marché commun à la date du 1^{er} janvier 1959. Son attitude inattendue face à la CEE provient, selon plusieurs auteurs, d'une soudaine compréhension de l'importance de la Communauté pour l'économie française.⁸⁹ Cependant, cette conception est un peu simpliste. Il faut préciser que de Gaulle n'est pas opposé à l'Europe en construction. Il est contre les dangers de supranationalité que soulève la CEE et qui feraient perdre à la France des parties de sa souveraineté nationale. Nous pouvons supposer qu'il avait déjà accepté l'existence de la CEE, mais qu'il ne s'est pas départi de sa vigilance face à l'évolution des institutions européennes.

C'est dans cet état d'esprit que de Gaulle a appliqué le Plan Rueff à la toute fin de 1958. Ce plan permit à la France de réunir les conditions économiques nécessaires à son entrée immédiate et sans restriction dans le Marché commun. Les mesures adoptées comprenaient une baisse des dépenses de l'État et l'augmentation de ses revenus, des coupures de subventions dans les secteurs nationalisés, la

⁸⁷ Serge Berstein et Pierre Milza, *Histoire de la France au XX^e siècle T.4 1958-1974*, Paris, Éditions Complexe, 1990, p.136.

⁸⁸ Gerbet, *La naissance... op.cit.*, p.129.

⁸⁹ *Ibid.*, p.129; Maillard, *op.cit.*, p.133-134.

suppression de l'indexation sur les salaires et les prix agricoles, la dévaluation de la monnaie ainsi que la création du nouveau franc et la libération des échanges.⁹⁰

Le 1^{er} janvier 1959, les partenaires de la France constatent qu'elle est entrée sans difficulté dans la CEE. Ces résultats sont bien reçus par les cinq autres pays et par la Commission européenne. Dans son deuxième rapport général, elle écrit : « L'ensemble des mesures d'ordre économique et monétaire que le gouvernement français a prises à la veille de l'échéance du 1^{er} janvier 1959 ont grandement facilité la mise en œuvre des dispositions du traité sur l'ouverture des marchés. »⁹¹ Dans son troisième rapport, constatant la bonne tenue de l'économie des Six, elle affirme : « Les mesures de redressement économique prises par la France en décembre 1958 et l'orientation nouvelle donnée à sa politique économique ont contribué pour beaucoup à créer cette situation favorable. »⁹²

Le Figaro et *Le Monde* en arrivent à des conclusions semblables à celles de la Commission, ce qui les aligne résolument dans le camp des partisans de l'Europe supranationale représentée par cette institution. Nous constatons, en lisant ces quotidiens, qu'ils sont en accord avec la politique économique de l'Élysée et son Plan Rueff.

Selon ces journaux, ce plan est la preuve de la volonté du président de la V^e République de respecter les engagements pris par ses prédécesseurs et l'attestation de ses véritables sentiments européens. Le plan témoigne, malgré le scepticisme des

⁹⁰ Berstein et Milza, *op.cit.*, p.137 à 139.

⁹¹ Commission de la Communauté économique européenne, 2^{es} *Rapport général sur l'activité de la CEE. 21 mars 1959 – 15 mai 1960*, Bruxelles, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1960, p.10 et 11.

⁹² Commission de la Communauté économique européenne, 3^{es} *Rapport général sur l'activité de la CEE. 18 septembre 1958 – 20 mars 1958*, Bruxelles, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1959, p.19.

détracteurs de Charles de Gaulle, de sa détermination à faire participer la France au grand projet de société élaboré par les Six. Les deux quotidiens soutiennent que, grâce au général, la nation entrera à temps dans le Marché commun.⁹³

Le Figaro fait remarquer, avec satisfaction, tout le chemin parcouru entre le moment où de Gaulle et le rassemblement qu'il avait fondé, le RPF, critiquaient systématiquement les initiatives en la matière et le moment où il décida de se rallier à l'idée européenne.⁹⁴ Il proclame aussi que de Gaulle, trop averti des dangers que l'URSS fait planer sur l'Occident, perçoit la nécessité d'unir les peuples de l'Europe de l'Ouest.⁹⁵ Cependant, *Le Figaro*, ayant eu quelques doutes au départ sur les véritables intentions du général, considère maintenant que son attitude et le Plan Rueff sont des succès surprenants.⁹⁶ Ce quotidien de droite se satisfait amplement de la réponse que le général a donnée aux défis posés à la France par son adhésion à la CEE.

Le Monde se montre plus prudent au début de la présidence du général. En juin 1958, il n'accepte son accession au pouvoir que parce qu'il voit en lui le seul capable de régler la question algérienne.⁹⁷ Toutefois, les journalistes sont sceptiques sur ses futures actions vis-à-vis de la CEE. Tout en reconnaissant que de Gaulle respectera les engagements du pays, le journal s'aperçoit bien qu'il ne se sent d'autres obligations que la parole donnée envers ce qui découle du Traité de Rome.⁹⁸ Cependant, il reconnaît rapidement que le président a saisi l'importance du Marché

⁹³ Jean Lecerf, « La France exécute intégralement le Traité de Rome », *Le Figaro*, 24 décembre 1958, p.7; Raymond Aron, « La mésentente cordiale », *Le Figaro*, 11 mars 1959, p.1 et 20.

⁹⁴ L. G-R., « Du haut de l'Olympe », *Le Figaro*, 6 septembre 1960, p.1 et 4.

⁹⁵ André François-Poncet, « Objections », *Le Figaro*, 10-11 septembre 1960, p.1 et 18.

⁹⁶ P.B., « Deux ans après », *Le Figaro*, 3 juin 1960, p.1 et 24.

⁹⁷ Finkeldei, *op.cit.*, p.120 et 121; Thibau, *op.cit.*, p.311 à 316.

⁹⁸ « Nuage sur l'Europe des Six », *Le Monde*, 11 juin 1958, p.1.

commun et que, laissant de côté ses premières idées, il participe à la construction européenne.⁹⁹ *Le Monde* est vite satisfait des actions du général qui leur apportent l'assurance que la Communauté économique pourra continuer à se constituer.

Les deux journaux sont en faveur de l'application du Plan Rueff qui permet à l'Europe de continuer son expansion. Ils donnent tout le crédit à de Gaulle. Pour le quotidien de droite, c'est ce plan, appliqué par les ennemis d'hier de la Communauté, qui permet l'application du Traité de Rome sans avoir à se prévaloir des clauses de sauvegarde. Le redressement financier de 1958 a aussi rendu le pays très compétitif sur le plan économique.¹⁰⁰

Le succès fut incontestable, selon *Le Monde*. Pour ce quotidien, la France a acquis une meilleure position sur la scène mondiale grâce à la politique économique de l'Élysée qui l'a fait accéder au Marché commun dans les délais prévus. Par son geste et son ralliement, il a empêché l'échec de la Communauté.¹⁰¹ Le journal accrédite les paroles de Rueff qui affirme : « Quant au général de Gaulle, il a mis son immense autorité au service de la plus rude des tâches. Grâce à lui, le franc, une fois de plus, sauvera la France. »¹⁰² Brillant éloge de l'action présidentielle dans un sens favorable à la CEE et au devenir du continent.

Tout à l'opposé de ces considérations positives et enthousiastes, *L'Humanité* vilipende constamment les décisions du général en cette matière. Le journal communiste a, sur ce sujet, une logique bien à lui. *L'Humanité* et le PCF, par

⁹⁹ Pierre Drouin, « Après l'enterrement de la zone de libre-échange, où mène le virage de Bad-Kreuznach? », *Le Monde*, 30 novembre et 1^{er} décembre 1958, p.7.

¹⁰⁰ Roger Massip, « Sans autorité politique, l'Europe à la merci de Moscou », *Le Figaro*, 13 juillet 1959, p.1 et 5; Jean Lecerf, « La mi-temps du Marché commun », *Le Figaro*, 23-24 juin 1962, p.4; Paul Reynaud, « Feu l'Europe », *Le Figaro*, 29 juin 1962, p.5.

¹⁰¹ André Fontaine, « Relance ou bavardage », *Le Monde*, 25-26 octobre 1964, p.1 et 4.

¹⁰² « M. Jacques Rueff : mon comité n'a pas élaboré un projet partisan. La marge de choix était infime », *Le Monde*, 9 janvier 1959, p.10.

extension, espéraient que l'arrivée de de Gaulle sur la scène politique et la fondation de la V^e République bloqueraient toute progression des idées européennes et la mise sur pied de la CEE. Il n'a pas prévu et surtout pas voulu de ce revirement imprévu qui aboutit au respect des échéances communautaires. Cette pensée apparaît clairement dans les pages du journal.¹⁰³ Il est possible d'y lire que les clauses de sauvegarde auraient pu amoindrir les dangers que la CEE fait courir à l'économie française. Il est donc consterné par l'application du Plan Rueff.¹⁰⁴

Ses analyses démontrent aussi qu'il relie le Marché commun aux grands monopoles. Selon les journalistes de ce quotidien, le fonctionnement de ce marché ouvre la porte à tous les abus du système capitaliste, tels l'exploitation plus grande du travailleur par la concurrence plus féroce que se livrent les impérialistes européens¹⁰⁵ ou les rivalités et les contradictions entre ces pays.¹⁰⁶

À la lumière de ces arguments, de Gaulle est décrit comme un allié et même une marionnette entre les mains des ennemis de la classe prolétarienne. Le général est jugé sévèrement pour son Plan Rueff qui est un reflet de la volonté des grands monopoles et des grandes banques d'affaires. *L'Humanité* signale que le respect des échéances a entraîné immédiatement la dévaluation et les mesures d'austérité.¹⁰⁷ Dans ce sens, il condamne résolument la politique économique et l'entrée de la France dans la CEE.

¹⁰³ « Le « changement d'orientation » de la politique extérieure annoncé par la propagande gaulliste n'est qu'une mystification ». *L'Humanité*, 13 octobre 1958, p.4.

¹⁰⁴ Yves Moreau. « En posture de quémendeur », *L'Humanité*, 20 novembre 1958, p.3.

¹⁰⁵ André Barjonet. « Crise, Marché commun et productivité », *L'Humanité*, 6 décembre 1958, p.5.

¹⁰⁶ Jacques Kahn, « Marché commun : un pas de plus qu'hier », *L'Humanité*, 2 juillet 1963, p.4.

¹⁰⁷ Yves Moreau. « Le Borinage et la France », *L'Humanité*, 18 février 1959, p.1.

De Gaulle est discrédité aux yeux des journalistes communistes pour avoir accepté, dès le début de son mandat, de relayer les idées d'une société réactionnaire. Le plan est considéré comme un nouvel aspect de la lutte que se livrent sans répit les classes sociales. Le dirigeant du parti écrit : « C'est donc sous le signe d'une offensive du grand capital contre les masses populaires que va commencer l'année 1959... »¹⁰⁸. Dès lors, de Gaulle deviendra un ennemi du prolétariat.

Ce que nous pouvons en déduire, c'est que les journaux étudiés ont pu se faire, dès le début de la période couverte par cette étude, une idée du personnage et de sa politique. L'entrée dans le Marché commun a servi ici de point d'ancrage de l'opinion des journaux qui, jusqu'à ce moment, restaient à la fois sceptiques et hésitants devant l'attitude de de Gaulle. À partir de cette première impression, ils l'ont jugé par rapport à leurs propres idées de ce qui est bon pour la France et pour l'Europe.

L'entrée réussie dans la CEE fut l'objet de deux conclusions opposées. Ce premier test que subit le président fut concluant pour *Le Figaro* et *Le Monde* qui ont vu en lui un défenseur de l'Europe communautaire. *L'Humanité* a plutôt perçu un échec parce que les effets néfastes de la construction européenne n'ont pas été écartés. Cela confirme que le général est un ennemi à combattre. Ces analyses vont s'appliquer par la suite aux autres questions économiques, telles l'accélération du Marché commun décidée en 1960.

¹⁰⁸ Jacques Duclos, « Les cadeaux de ces messieurs! », *L'Humanité*, 29 décembre 1958, p.1.

L'accélération du désarmement douanier

Le Traité de Rome prévoyait une période de transition s'étendant jusqu'en 1970 et séparée en différentes phases qui comportaient chacune des objectifs très précis en termes économiques. Au 1^{er} janvier 1959, les droits de douane devaient être abaissés de 10% et les contingents augmentés de 20%. Ces mesures entraînent l'augmentation du commerce à l'intérieur du Marché commun.

Devant le succès de la politique suivie, l'idée d'une accélération de la mise en place du Traité de Rome vit le jour. Dans ce but, la France et la Commission s'allièrent pour en faire une proposition qui sera acceptée le 12 mai 1960. Il est décidé que les droits de douane entre les pays membres seraient abaissés de 30%, au lieu du 20% prévu initialement en janvier 1961, puis de 40% en janvier 1962. Cette décision prise, la Communauté ne semblait plus pouvoir revenir en arrière: elle continuait plutôt à parfaire son intégration économique. Les journaux y voient la confirmation de leurs premières idées émises lors de l'épisode du Plan Rueff.

Le Figaro se montre ravi de ce nouveau pas vers la réalisation du Traité de Rome. Comme pour les mesures financières de la fin de 1958, le journal perçoit l'accélération comme un test, autant pour de Gaulle que pour le Marché commun. Le test est réussi pour celui qui gouverne le pays, car il a contribué au progrès de la CEE. La sincérité de ses sentiments européens est ainsi prouvée.¹⁰⁹ Le journal croit

¹⁰⁹ André François-Poncet, « Le malaise franco-allemand et les entretiens de Bonn », *Le Figaro*, 10 octobre 1960, p.1 et 24.

que l'accélération est un problème crucial pour l'avenir européen¹¹⁰. Nous pouvons penser que de Gaulle, pour avoir abondé dans la voie que souhaitait *Le Figaro*, a l'approbation et l'encouragement du journal.

Considérant l'accélération comme un test pour l'Europe, mais non pour de Gaulle, *Le Monde* ne peut que se réjouir de cette décision. Selon ce quotidien du centre, la France s'est comportée plus qu'honorablement en avançant les échéances prévues par le traité et en continuant ainsi la politique qui l'a fait entrer dans la CEE.¹¹¹ Le 3 janvier 1961, le journal fait paraître un article de Peyrefitte, personnalité proche du général, qui affirme que l'accélération a été une victoire pour l'Europe et qu'elle fut acquise grâce à la France et, par extension, au chef de l'État. Cette victoire est un point de non-retour dans la voie de l'union de l'Europe occidentale.¹¹² Ces quelques mots résument bien la pensée du *Monde* qui y voit un succès incontesté, une étape décisive vers le rassemblement du continent, et un test fondamental pour son avenir.

Cet avenir n'est pas celui de la vision communiste de *L'Humanité*. Continuant, dans son analyse, à dénoncer un de Gaulle à la solde des monopoles, il considère l'accélération économique de la CEE comme un autre affront au prolétariat. Yves Moreau affirme que le Marché commun est un moyen de concentration capitaliste pour les monopoles et c'est pour cette raison que le général ne s'y est pas opposé, mais s'est plutôt employé à en accélérer la réalisation.¹¹³ De

¹¹⁰ Henri de Linge, « Le Marché commun agricole : œuvre difficile et de longue haleine », *Le Figaro*, 2-3 avril 1960, p.7.

¹¹¹ « La vie et l'œuvre du gouvernement Debré. Bilan de la politique financière et économique », *Le Monde*, 14 avril 1962, p.7.

¹¹² Alain Peyrefitte, « La parabole des deux fils », *Le Monde*, 3 janvier 1961, p.11.

¹¹³ Yves Moreau, « Le Marché commun en panne? », *L'Humanité*, 30 décembre 1961, p.3.

Gaulle, comme à l'époque du Plan Rueff, est accusé de faire le jeu des monopoles et de s'opposer alors à la marche des exploités vers une vie meilleure.

Nous pouvons conclure que l'accélération de la CEE se présente comme la suite logique de l'entrée de la France dans le Marché commun pour les trois journaux que nous scrutons. Elle ne fait pas l'objet de la plus grande attention: elle confirme surtout leurs premières impressions. Néanmoins, cet événement révèle que la logique de chaque journal est suivie parfaitement dans leurs analyses des actions économiques du gouvernement à propos de la CEE. L'agriculture, le plus grand dossier économique qu'aura à traiter de Gaulle au sein de la Communauté, viendra changer un peu la donne sans transformer le fond de leur pensée.

La Politique agricole commune

Le dossier agricole fut une des grandes réussites du président français dans le cadre communautaire. La question était fondamentale pour le pays qui avait exigé, en retour de l'apposition de sa signature sur le Traité de Rome, que l'agriculture y soit incluse. La Politique agricole commune (PAC) fut, dans les années 1960, le plus grand chantier de la réorganisation économique des six pays membres et sa mise sur pied dura plusieurs années. Nous pouvons y dénombrer trois phases principales.¹¹⁴

La première s'achève le 14 janvier 1962 après un marathon de négociations et la menace de la France de ne pas accepter le passage à la deuxième étape du Marché commun. Les premiers règlements agricoles y sont adoptés et un règlement

¹¹⁴ Pour l'information sur la PAC dans les paragraphes suivant, nous avons utilisé l'important ouvrage de Gerbet. *La construction...*, *op. cit.*, p.215 à 218.

financier pour les questions de dépenses est décidé par la création du FEOGA¹¹⁵. Il faudra attendre le 23 décembre 1963 pour qu'une deuxième étape puisse être franchie après, encore une fois, un marathon diplomatique et la menace du général de Gaulle de faire disparaître la CEE. D'autres secteurs agricoles sont réglementés et la FEOGA connaît ses modalités d'interventions.

Finalement, le 15 décembre 1964, après d'autres discussions houleuses, les Six décident un prix commun pour plusieurs produits, dont les céréales. À cette date, la PAC, sauf pour la question de son financement final qui provoquera encore bien des conflits, est constituée. D'aucuns diront de la PAC qu'elle est la politique la plus avancée dans l'accomplissement de l'intégration et le modèle à suivre pour les autres domaines de l'économie.¹¹⁶ La France est souvent considérée comme étant le maître d'œuvre de ce projet et la grande bénéficiaire de cette politique.¹¹⁷ Le général, tout au long des différentes négociations, brisera les réticences qui auraient pu survenir et, plus particulièrement, celles provenant de l'Allemagne.

Ce que nous pouvons faire ressortir de la PAC, c'est son apport à la réalisation des idées européennes et le rôle qu'y a joué le président français. Les trois journaux ne le remettent aucunement en doute. Les journaux de droite et du centre l'approuvent, mais pas aussi fermement que ses deux autres grandes décisions. Du côté de la gauche communiste, la PAC est condamnée, sans évaluation véritable de l'aide qu'elle pourrait apporter aux petits agriculteurs.

¹¹⁵ Fond européen d'orientation et de garantie agricole

¹¹⁶ Keeler, *op.cit.*, p.155; Olivi, *op.cit.*, p.82; Maillard, *op.cit.*, p.171; Jean-Marc Boegner, *op.cit.*, dans Institut Charles de Gaulle, *op.cit.*, p.69.

¹¹⁷ Keeler, *op.cit.*, p.155.

Nonobstant quelques réticences que nous décrirons plus loin, *Le Figaro* et *Le Monde* voient d'un très bon œil la formulation d'une politique commune en matière d'agriculture. Pour ces deux quotidiens, ce secteur de l'économie doit nécessairement faire partie d'une Europe intégrée. *Le Figaro* déclare: « Le Marché commun est un tout industriel et agricole, une zone dans laquelle les associés s'accordent une préférence mutuelle. Considérer que l'on peut avancer dans l'industrie sans progresser pour l'agriculture, c'est retomber dans la zone de libre-échange que nous avons repoussée. »¹¹⁸. Une intégration économique ne saurait être cohérente sans elle.¹¹⁹ *Le Monde*, de son côté, désire parfaire les acquis européens par une politique commune propre à l'agriculture.¹²⁰

Quand la France et de Gaulle exigent que la PAC soit constituée, ces deux journaux se font les défenseurs d'une attitude ferme tout au long des trois grandes négociations. Ils reconnaissent que le passage à la deuxième étape ne peut se faire sans que certaines conditions concernant l'agriculture ne soient remplies. Pour le journal de droite, le refus était même un devoir pour le président, car les progrès en ce domaine sont faibles.¹²¹ De plus, *Le Monde* prédit que, sans une politique agricole bien définie, la CEE ne progressera plus et la France, désillusionnée, n'obéirait qu'à la lettre et non plus à l'esprit du Traité de Rome.¹²² La PAC apparaît donc comme essentielle à la Communauté et aucun compromis ne peut être fait sur le sujet. Elle

¹¹⁸ Jean Lecerf. « Le duel franco-allemand pour la seconde étape du Marché commun », *Le Figaro*, 2-3 décembre 1961, p.1 et 17.

¹¹⁹ Charles Haquet, « Trois délibérations ministérielles avant la reprise - demain - des négociations de Bruxelles », *Le Figaro*, 3 janvier 1962, p.7.

¹²⁰ Alain Clément, « Le général de Gaulle et le D^r Adenauer ont réalisé un accord complet sur la construction européenne et sur Berlin », *Le Monde*, 23 mai 1961, p.16.

¹²¹ Lecerf. « Le duel franco-allemand... », p.1 et 17.

¹²² André Philip, « Vers une crise décisive de la construction européenne », *Le Monde*, 28 octobre 1964, p.1 et 4; Pierre Drouin, « Si le pire arrivait... », *Le Monde*, 7 novembre 1964, p.1 et 3.

devait devenir réalité, autrement le processus communautaire ne pourrait aboutir. À chacune des conclusions des trois grandes phases de la PAC, les deux journaux parlent de grande avancée historique pour l'avenir de l'Europe.¹²³

Selon ces quotidiens, la France est le défenseur des principes européens contenus dans le Traité de Rome, car les positions françaises et celles de la Commission sont semblables. Cependant, les deux journaux hésitent à affirmer que de Gaulle adhère totalement aux vues européennes. Au contraire, bien qu'ils se réjouissent que la Commission et la France travaillent ensemble pour la construction européenne, ils reconnaissent que cette entente n'est possible que parce que le pays a les mêmes intérêts que cette institution.

Dans *Le Figaro*, la France est perçue comme le pays qui, au-delà de ses intérêts agricoles, a défendu la cohésion et la force de l'Europe unie.¹²⁴ « À l'heure présente, c'est la France qui, le plus souvent, défend les thèses ou propose les solutions les plus conformes à l'esprit communautaires... »¹²⁵ Pourtant, nous pouvons discerner un certain scepticisme. Les journalistes font remarquer à de nombreuses reprises à leurs lecteurs que la France est, dans ce dossier, une alliée proche de la Commission seulement parce qu'elle a des intérêts communs avec elle.¹²⁶ Nous retrouvons sensiblement la même analyse dans *Le Monde* qui se montre satisfait du travail effectué par le gouvernement français. Ce journal

¹²³ André François-Poncet, « Une grande victoire européenne », *Le Figaro*, 15 janvier 1962, p.1 et 4; Roger Massip, « Une grande date pour l'Europe », *Le Figaro*, 24 décembre 1963, p.1 et 6; « «Seconde naissance» du Marché commun », *Le Monde*, 16 janvier 1962, p.1; « À l'arraché », *Le Monde*, 16 décembre 1964, p.1.

¹²⁴ Lecerf, « Le duel franco-allemand... », p.1 et 17.

¹²⁵ Raymond Aron, « Avant le marathon de Bruxelles », *Le Figaro*, 9 décembre 1963, p.1 et 24.

¹²⁶ Jean Lecerf, « Marché commun : Accord complet à Bruxelles », *Le Figaro*, 15 janvier 1962, p.4; Raymond Aron, « La victoire de l'idée européenne », *Le Figaro*, 22 décembre 1963 p.1 et 14.

commence pourtant à douter de la profondeur des sentiments européens de de Gaulle.¹²⁷

Ces deux quotidiens ont aussi une attitude ambiguë face à la manière dont de Gaulle s'y prend pour faire accepter à ses partenaires la politique agricole. Ils sont réticents vis-à-vis des menaces que de Gaulle utilise pour arriver à ses fins, car elles pourraient être néfastes à long terme pour la nation. Toutefois, ils constatent qu'elles sont très utiles et qu'elles permettent à la PAC de démarrer et d'évoluer.

L'hostilité provient de la crainte que les menaces du général se retournent contre la France. *Le Figaro* fait remarquer à ce titre que le chantage du général ne doit pas être mis en application, car les Six ont trop besoin l'un de l'autre. Il serait absurde de détruire la CEE, car le pays prospère grâce à elle.¹²⁸ Son homologue du centre émet des réserves analogues. Les menaces ont leurs limites, car celui qui se retirerait de la CEE aurait beaucoup plus à perdre que les cinq autres.¹²⁹

Ils doivent cependant reconnaître que la tactique de l'Élysée a été un succès. La France, usant de toute son influence, a réussi à faire accepter ses thèses à ses partenaires. C'est le constat qu'ils dressent. *Le Figaro* mentionne, après les accords de décembre 1963, que les menaces très bien orchestrées par de Gaulle ont été salutaires, mais que cette victoire crée à la France l'obligation de se montrer très attachée à la cause européenne.¹³⁰ Il reconnaît comme bénéfique la tactique du général, mais le prévient aussi qu'il est redevable à la Communauté.

¹²⁷ « L'Europe en suspens », *Le Monde*, 5 décembre 1962, p.1; Pierre Drouin, « L'Europe minée par la «realpolitik» », *Le Monde*, 14 décembre 1963, p.1 et 3.

¹²⁸ Jean Lecerf, « Équilibrer les besoins agricoles de l'Europe et du monde », *Le Figaro*, 14 novembre 1963, p.1 et 3; Jean Lecerf, « L'échéance du 31 décembre », *Le Figaro*, 16 décembre 1963, p.21.

¹²⁹ « Les grandes manœuvres », *Le Monde*, 23 octobre 1964, p.1.

¹³⁰ Massip, « Une grande date... », p.1 et 6.

Le Monde abonde dans le même sens en affirmant que la « politique du coup de poing » a fonctionné et que la France a forcé l'Europe à se construire. Il affirme aussi que la manière forte fonctionne bien car de Gaulle a de la crédibilité lorsqu'il profère ses menaces.¹³¹ Les sentiments de ces deux journaux sont partagés entre la crainte de la manière forte qui risquerait de bloquer l'évolution de la CEE et les résultats qui permettent de la poursuivre.

Nous apercevons aussi dans *L'Humanité* une attitude ambiguë à propos de la PAC, mais vite éclipsée par les événements. Avant même que les premiers accords soient conclus, le journal communiste donne le bénéfice du doute à de Gaulle. Il attend de lui qu'il conclut une entente favorable aux petits agriculteurs. Dans le numéro du 30 décembre 1961, Yves Moreau se demande si la fermeté que le général déploie lors des négociations va durer et permettre aux petits exploitants d'en profiter.¹³² Cependant, dès les premiers accords du 14 janvier 1962, les espoirs de *L'Humanité* sont réduits à néant.

Le sort des petits agriculteurs, et plus particulièrement des exploitations familiales, constitue l'élément le plus important de ses analyses. De Gaulle est accusé d'être le principal responsable de l'état déplorable de ce secteur de l'économie. Le journal fait remarquer que les bas prix pour les produits agricoles ne sont que le résultat de l'entrée de la France dans le Marché commun. La dégradation du pouvoir d'achat des paysans résulte des politiques économiques du pouvoir.¹³³

¹³¹ « Les grandes manœuvres », *Le Monde*, 23 octobre 1964, p.1; Pierre Drouin, « Prélude à la grande explication », *Le Monde*, 1^{er} décembre 1964, p.1 et 21.

¹³² Moreau, « Le Marché commun... », p.3.

¹³³ Waldeck Rochet, « Comment on trompe les paysans », *L'Humanité*, 22 janvier 1960, p.1 et 4; « Contre la politique agricole du pouvoir gaulliste. Manifestations de colère des paysans à Morbaix (Finistère) », *L'Humanité*, 9 juin 1961, p.4.

L'Humanité pense que l'adhésion du pays au Traité de Rome a été mauvaise pour l'agriculture. Il est donc méfiant devant la possibilité d'une résolution du problème agricole dans le cadre européen. Il se situe aux antipodes de la Commission européenne qui affirme que les solutions ne peuvent se trouver qu'au niveau communautaire et non au niveau national.¹³⁴ Cette antinomie démontre bien que *L'Humanité* se trouve à l'opposé des thèses européennes et que toutes les initiatives dans ce sens sont déclarées contraires aux intérêts du prolétariat et de la France. De Gaulle se retrouve ainsi du côté ennemi par ces vues concordantes avec celle de la Commission lors de la création de cette politique commune.

Deux grands problèmes soulevés par la PAC et les accords subséquents sont dénoncés par ce quotidien. En premier lieu, nous retrouvons le péril que fait planer cette politique sur les exploitations familiales. À différentes reprises, le danger de voir les plus petites exploitations disparaître au profit des plus grosses est dénoncé. *L'Humanité* affirme que la liquidation inévitable de milliers d'exploitations surviendra au nom du progrès technique et de la rentabilité capitaliste sous-entendus par la PAC.¹³⁵ Il ne fait aucun doute dans leur esprit qu'il y aura une hécatombe chez les agriculteurs qui seront poussés à quitter leurs terres.¹³⁶ Les terres laissées vacantes seraient récupérées par les grands exploitants capitalistes français, mais surtout étrangers. Avec l'ouverture de ses frontières et une perte substantielle de sa souveraineté en ce domaine, la France n'aurait plus les moyens de protéger les

¹³⁴ Commission de la Communauté économique européenne. 1^{er} *Rapport...*, *op.cit.*, p.70.

¹³⁵ Jean Flavien, « Bilan et perspectives du mouvement paysan ». *L'Humanité*, 17 juillet 1961, 19 p.1 et 4.

¹³⁶ Yves Moreau, « Compromis Laborieux à Bruxelles sur le Marché commun agricole », *L'Humanité*, 15 janvier 1962, p.3; Jean Le Lagadec, « Des problèmes redoutables sont posés par le Marché commun reconnaît le ministre de l'agriculture », *L'Humanité*, 24 janvier 1962, p.5.

agriculteurs contre la concurrence étrangère. Les exploitants, surtout Allemands¹³⁷, viendront acheter quantité de terres pour s'enrichir davantage.¹³⁸

Le deuxième problème provient du caractère capitaliste de la PAC. Comme pour tous les autres aspects économiques communautaires de cette époque, le quotidien considère que le général de Gaulle est à la solde du grand capital et que la PAC n'est que le résultat de leur volonté de puissance. « Pour les banques internationales et les trusts industriels, qui sont les grands promoteurs du Marché commun, le but est, en effet, de faire du marché agricole un monopole où les paysans devront soit passer par leurs conditions, soit disparaître. »¹³⁹ Un autre but de la PAC serait de transformer les paysans chassés de leurs terres en ouvriers industriels à bon marché.¹⁴⁰ *L'Humanité* perçoit la PAC comme une autre mesure de la classe exploitante qui, loin de favoriser les moins nantis, cherche plutôt à les exploiter davantage.

Au niveau économique, le bilan que font les trois journaux est bien différent. *Le Figaro* et *Le Monde* sont d'accord pour dire que l'action du général de Gaulle en ce domaine a été bénéfique et ils constatent que l'Europe se dirige vers une intégration économique. « Les rouages grincent certes, mais ils bougent, ils

¹³⁷ Comme nous allons le voir au prochain chapitre, les Allemands sont présentés dans la Communauté comme les pires ennemis du prolétariat, comme des impérialistes revanchards et des réactionnaires.

¹³⁸ Jean Flavien, « Marché commun et accaparement de la terre », *L'Humanité*, 10 août 1962, p.1 et 5; Jacques Kahn, « Le blé et le bifteck », *L'Humanité*, 16 décembre 1964, p.1.

¹³⁹ Jacques Kahn, « Le premier «train» du Marché commun agricole a pris le départ. Qui sera écrasé? », *L'Humanité*, 1^{er} août 1962, p.4.

¹⁴⁰ Le Lagadec, « Des problèmes... », p.5.

progressent. »¹⁴¹ Malgré certains désaccords sur les moyens empruntés pour arriver à faire accepter aux autres membres de la CEE la création d'une PAC, ces deux journaux ne critiquent pas vraiment l'action du président. Nous découvrons aussi un *Figaro* beaucoup plus partisan de de Gaulle que *Le Monde*. Celui-ci est certes enthousiaste, mais il a une opinion plus prudente à l'égard des politiques du général qui peut, du jour au lendemain, changer d'orientation à l'égard de la CEE.

Au contraire, *L'Humanité* déçu de ne pas voir la Communauté bloquée par l'arrivée du général au pouvoir, se lance dans une guerre ouverte contre lui. Il le dépeint comme l'homme des monopoles et des grandes banques. Les journalistes de ce quotidien le condamnent pour tous ses actes allant du Plan Rueff à la PAC en passant par l'accélération du désarmement douanier. En 1962, le journal fait paraître une déclaration du PCF qui anticipe un avenir sombre au niveau économique : « Les conditions de vie des ouvriers et de toutes les couches laborieuses du pays sont toujours plus dégradées tandis que les profits des monopoles augmentent. Le Marché commun européen frappe les ouvriers, les commerçants et artisans, la paysannerie. Il atteint toute l'économie française.»¹⁴² Nous pouvons donc conclure à un rejet total par les communistes de cette politique économique.

Les journaux respectent leur logique de départ. Les deux premiers journaux applaudissent le général parce qu'il aurait réglé ces questions dans l'intérêt de la France et de l'Europe. L'avenir européen leur apparaît alors en marche. Cet enthousiasme sera en partie dissipé lorsque le président décidera de boycotter les institutions européennes à la suite de la crise de la « chaise vide » en 1965.

¹⁴¹ Jean Lecerf « Marché commun : Accord presque complet sur l'accélération », *Le Figaro*, 21 décembre 1960, p.15.

¹⁴² « Déclaration du Bureau politique du PCF ». *L'Humanité*, 5 janvier 1962, p.1.

Cependant, ce sujet n'entre pas dans le cadre chronologique de notre étude et nous devons la conclure sur une note positive. Par contre, la note est négative dans le journal communiste qui voit un de Gaulle qui trahit le peuple au profit des monopoles et des gros exploitants et s'oppose aux vrais intérêts de la France et de l'Europe.

Le domaine économique ne fut pas un terrain propice à de grandes querelles, comme le sera le domaine politique. Les décisions à ce dernier niveau seront beaucoup plus critiquées par les journaux de droite et de centre. *L'Humanité*, pour sa part, se penchera beaucoup moins sur ce domaine de l'action gouvernementale. Il aura tendance à penser qu'un choix ou un autre en matière politique revient exactement au même, c'est-à-dire au pire.

Chapitre 3

De Gaulle, la CEE et les relations entre les Six : supranationalité, union politique et élargissement

Les relations diplomatiques entre les Six ne sont pas sereines à l'époque de de Gaulle. La période que nous étudions est parsemée de coups d'éclat, de décisions unilatérales et de déclarations tranchées du général qui auront comme résultat de heurter les sensibilités autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la France. Les journaux ne seront pas épargnés et ils déploreront de plus en plus la manière d'agir du général, sans nécessairement s'opposer à ses conceptions dans le cas du *Figaro* et du *Monde*. *L'Humanité* continuera à s'opposer avec véhémence à toutes les actions du président.

Quatre grands thèmes peuvent être développés sous cette rubrique : la supranationalité, le Plan Fouchet d'union politique, les rapports franco-allemands et l'élargissement de la Communauté à l'Angleterre. Ces thèmes sont d'autant plus sensibles qu'ils touchent directement à l'avenir de la Communauté et de l'Europe unie ainsi qu'à son fonctionnement.

Comme nous allons nous en apercevoir dans ce chapitre, de Gaulle connaît une certaine perte de prestige entre 1958 et 1964. Les deux quotidiens non communistes vont, à plusieurs reprises, se montrer mécontents des méthodes souvent cavalières du général, ce qui leur fera dresser un bilan mitigé des actions gouvernementales.

Chez *L'Humanité*, la critique est sévère, surtout en ce qui concerne le rapprochement franco-allemand. Les trois autres sujets restent, à ses yeux,

secondaires, car ils ne modifient en rien le caractère capitaliste de la CEE. De plus, ses analyses se veulent globales, car les aspects politiques ne sont plus reliés à la lutte des classes, mais au contexte plus large de la Guerre froide. Considérant que la diplomatie gaulliste s'appuie sur les forces les plus réactionnaires, le quotidien pense qu'elle entraîne la France dans une vaste coalition antisoviétique où le pays n'a plus qu'une simple autonomie.¹⁴³ Commençons par scruter la question de la supranationalité qui concerne le caractère même de la Communauté.

Supranationalité : affaiblissement ou renforcement de la France?

Les pères de l'Europe, tel Monnet, Schumann et Spaak, concevaient l'Europe unie comme une institution où les décisions seraient prises par une entité supérieure aux nations et représentant les intérêts communs de la Communauté. Dans leur esprit, la construction européenne ne pouvait se réaliser sans supranationalité, car le but final était une Europe intégrée. Le général de Gaulle s'oppose à toute perte de souveraineté de la France au profit d'une instance supérieure et apatride. Les États sont les seules entités réelles. Eux seuls détiennent l'autorité ultime. Il oppose ainsi son idée d'Europe des patries à l'Europe supranationale ou intégrée. Peyrefitte, dans une édition du *Monde*, présente la pensée du général en affirmant que : « ...pour

¹⁴³ Raymond Guyot. «À la veille des grandes rencontres internationales: I- La diplomatie gaulliste contre la France», *L'Humanité*, 25 août 1959, p.1 et 3; Pierre Courtade, «Une comédie d'impartialité sublime», *L'Humanité*, 1^{er} juin 1960, p.1.

construire l'Europe des réalités : aujourd'hui. Europe des patries, un jour patrie européenne. »¹⁴⁴. Comment les journaux s'accommodent-ils de cette pensée?

Nous avons déjà mentionné précédemment que *Le Figaro* et *Le Monde* sont de grands partisans de la supranationalité. Chacun, à sa manière, milite pour une construction européenne qui donnerait plus de pouvoirs aux institutions. Dans le quotidien de droite, l'intégration complète servirait à cimenter la CEE et à faire prendre conscience aux Européens de leurs intérêts communs.¹⁴⁵ Cette pensée se traduit à de nombreuses reprises par des appels en faveur d'une assemblée européenne élue au suffrage universel, qui serait responsable devant le peuple et qui pourrait créer un sentiment d'appartenance à la Communauté.¹⁴⁶

Le Monde évoque le contrôle politique d'essence communautaire sur le Marché commun.¹⁴⁷ Il favorise, dans ses lignes, une communauté à caractère fédéral avec un parlement élu au suffrage universel. L'Europe doit être parlementaire et la démocratie doit imprégner la CEE.

Les deux journaux connaissent la position du général sur le sujet et ne se font pas d'illusions. Ils ne l'accusent toutefois pas d'être anti-européen. Ils reconnaissent que sa vision de la CEE est seulement différente de la leur. De plus, *Le Figaro* affirme que de Gaulle manque de réalisme en refusant une supranationalité qui est apparue dans les pensées à la fin de la Deuxième Guerre et qui, depuis, a pris racine

¹⁴⁴ Alain Peyrefitte. « L'avenir de l'Europe : IV- Le référendum et l'étendue de la confédération », *Le Monde*, 17 septembre 1960, p.5.

¹⁴⁵ André François-Poncet, «Un tournant de l'histoire», *Le Figaro*, 28-29 mars 1959, p.1 et 12.

¹⁴⁶ René Courtin, «Urgence et difficultés d'élections européennes». *Le Figaro*, 21-22 novembre 1959, p.1 et 3; André François-Poncet. « Petite et Grande-Europe », *Le Figaro*, 18 décembre 1964, p.1 et 24.

¹⁴⁷ Pierre Drouin, «Le succès impose aussi des devoirs», *Le Monde* 17 janvier 1962, p.1 et 4.

dans les esprits des peuples européens.¹⁴⁸ *Le Monde* craint que le refus de de Gaulle de toute supranationalité donne des armes à tous ceux qui pensent que la France recherche une position hégémonique en Europe.¹⁴⁹

Ce que ces deux journaux constatent surtout, c'est la différence qu'il y a en ce domaine entre les objectifs et les actions du général. Selon ces quotidiens, l'indépendance que de Gaulle souhaite pour la France et l'Europe vis-à-vis des deux superpuissances ne peut se faire sans l'Europe intégrée qu'il rejette. *Le Figaro* fait remarquer que la seule façon de faire contrepoids aux États-Unis passe par l'intégration complète de l'Europe.¹⁵⁰

La conférence de presse du président de la République du 15 mai 1962 peut être considérée comme le point culminant du désaccord entre ces deux journaux et de Gaulle. Lors de cette conférence, le général fustige les tenants de l'Europe intégrée en les comparant à des écrivains célèbres qui « ...n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé, écrit, en quelques «espéranto» ou «volapük» intégrés... »¹⁵¹ Ces propos heurtent violemment ces deux journaux. *Le Figaro* dénonce le ton méprisant et sarcastique avec lequel il a attaqué les tenants de l'Europe intégrée et il qualifie de « ...one man show... » et d'« ...une véritable représentation donnée par un grand acteur... » cette conférence de presse.¹⁵² Son concurrent du centre déplore la façon abrupte dont de Gaulle a parlé

¹⁴⁸ André Francois-Poncet. « L'occident divisé », *Le Figaro*, 21 mai 1962, p.1 et 24.

¹⁴⁹ « Les risques du désenchantement », *Le Monde*, 4 juillet 1964, p.1.

¹⁵⁰ Reynaud, « Feu ... », p.5.

¹⁵¹ Charles de Gaulle. *Discours et messages. T.3 Avec le renouveau mai 1958 – juillet 1962*. Paris, Plon, 1970, p.407.

¹⁵² L. G-R.. « « One man show » », *Le Figaro*, 16 mai 1962, p.1; Raymond Aron, « Le grand débat », *Le Figaro*, 26-27 mai 1962, p.1 et 24.

et l'inutilité de tourner en dérision un projet fédéral encore bien utopique.¹⁵³ Nous pouvons retrouver dans ce domaine une certaine opposition entre ces journaux et de Gaulle. Cette mésentente peut être considérée comme une première brèche dans l'opinion favorable au président de ces deux quotidiens.

Nous devons faire toutefois une distinction entre *Le Figaro* et *Le Monde*. Si ce dernier est un partisan inébranlable de la supranationalité, le premier se résigne à accepter l'Europe des patries. Selon cette logique, il vaut mieux tolérer la vision gaullienne, en attendant que la supranationalité devienne une nécessité aux yeux de tous, que de bloquer le développement de la CEE. Tout progrès dans la voie de la construction européenne est positif. L'application du Traité de Rome doit être la priorité numéro un.¹⁵⁴ Nous pouvons conclure que ce journal est prêt à s'accorder avec la pensée du général tant que la Communauté progresse.

Pour le journal communiste, il est impensable de permettre une perte de souveraineté de la France au profit d'une instance plus grande. Il considère le débat entre l'Europe des patries et l'Europe intégrée comme un faux débat. Malgré certaines habiletés politiques, ces deux choix comporte les mêmes corollaires que sont le réarmement de l'Allemagne de l'ouest et l'allégeance au Pacte atlantique.¹⁵⁵ Tout comme de Gaulle, il rejette la supranationalité. Par ce rapprochement des positions du quotidien et de de Gaulle, *L'Humanité* se garde bien de le critiquer sur cette question. Cette attitude ne se retrouve pas dans les autres grands dossiers.

¹⁵³ Sirius, « Avec l'Angleterre...? », *Le Monde*, 17 mai 1962, p.1.

¹⁵⁴ Raymond Aron, « Continuité de la politique française », *Le Figaro*, 4-5 juin 1960, p.1 et 16.

¹⁵⁵ Pierre Durand, « Les questions militaires au premier plan des conversations de Gaulle-Adenauer », *L'Humanité*, 4 juillet 1962, p.4.

Pourquoi le Plan Fouchet a-t-il été un échec?

«La Commission européenne n'a jamais oublié dans son action que la Communauté était un élément d'une construction politique plus ample et que l'unification économique n'était qu'une étape vers l'unification politique de notre continent.»¹⁵⁶ Voilà qui décrit d'une façon claire un objectif essentiel dans l'esprit de très nombreux partisans de la construction européenne. Pour réaliser ce but, les Six vont tenter de créer une union politique connue sous le nom du Plan Fouchet. Le projet ne fut jamais appliqué. Les Pays-Bas et la Belgique, devant les modifications que le général de Gaulle apporta au premier projet¹⁵⁷ en janvier 1962, refusèrent de le signer. Selon certains auteurs, la responsabilité de l'échec doit être mise sur le compte du général en raison des modifications inacceptables qu'il a apportées¹⁵⁸. Pour d'autres, les Pays-Bas et la Belgique doivent être tenus responsables¹⁵⁹.

L'union politique est, pour les deux journaux partisans de la CEE, la suite logique de la construction européenne. « Il est bien vrai d'ailleurs que de la coopération permanente des Six dans le domaine de la politique économique qui régit presque toutes les activités d'une nation, doit normalement découler à la longue une coopération élargie et permanente dans le domaine de la politique générale et de

¹⁵⁶ Commission de la Communauté économique européenne. *4^e Rapport général sur l'activité de la CEE. 16 mai 1960 -30 avril 1961*. Bruxelles, Office des publications officielles des Communautés européennes. 1958, p.18.

¹⁵⁷ Les modifications sont les suivantes : l'intangibilité du Traité de Rome n'est plus affirmé. l'union d'États doit traiter des questions économiques. toute allusion à l'Alliance atlantique est supprimée et les pouvoirs de l'Assemblée ne sont pas renforcés. Gerbet, *La construction...*, *op.cit.*, p.243-244.

¹⁵⁸ Massip, *op.cit.*, p.79. ; Reynaud. *op.cit.*, p.68 à 70.

¹⁵⁹ Bloes. *op.cit.*, p.136; Jean Touchard. *op.cit.*, p.217. Ces auteurs font ressortir l'incohérence de ces deux pays qui veulent une union politique supranationale, tout en exigeant l'adhésion de la Grande-Bretagne qui s'y est montrée opposée.

la diplomatie. »¹⁶⁰ Cette phrase tirée du *Monde* résume bien la pensée générale des deux quotidiens.

De plus, le contexte international incertain les pousse à vouloir une union politique des Six. La Guerre froide, les crises coloniales (l'Algérie et le Congo Belge) et la menace d'une guerre nucléaire les incitent à réclamer un rassemblement permettant de mener des actions au niveau international.¹⁶¹ *Le Monde*, comme à son habitude, veut que l'Europe devienne indépendante des deux grands dans le but d'obtenir la crédibilité face à l'URSS et pallier une potentielle carence américaine en matière de défense.¹⁶²

Examinons l'attitude de ces journaux à propos de l'échec du Plan Fouchet, mais en les analysant séparément en raison de leurs divergences d'opinions. *Le Figaro* croit que l'union politique est essentielle et suit avec intérêt toutes les négociations entourant ce projet. Il encourage le général à avancer dans cette voie. Bien après l'échec survenu, il affirmera toujours que de Gaulle était attaché au projet qu'il a soumis et ne voit pas en lui un anti-européen malgré les modifications, qu'il a imposées.¹⁶³

Lorsque de Gaulle dépose un deuxième Plan Fouchet en janvier 1962, *Le Figaro* ne fera pas vraiment opposition. Même s'il reconnaît que les partenaires de la France ont raison d'être mécontents, il continue à proclamer la bonne foi

¹⁶⁰ Jean Schwoebel. « Les « Six » vont aborder lundi à Strasbourg le problème des consultations politiques », *Le Monde*, 22-23 novembre 1959, p.1 et 5.

¹⁶¹ Raymond Aron. « La Grande-Bretagne peut-elle accepter le Marché commun? », *Le Figaro*, 5 novembre 1959, p.1 et 20; André Fontaine, « Le général de Gaulle et le Dr Adenauer procèdent : à un tour d'horizon de la situation internationale; à une « confrontation d'idées » sur la coopération politique entre les Six » *Le Monde*, 29 juillet 1960, p.1 et 2.

¹⁶² Jean Schwoebel, « De délicates consultations », *Le Monde*, 1^{er} septembre 1960, p.1 et 2.

¹⁶³ Roger Massip. « Une nouvelle chance », *Le Figaro*, 11 septembre 1964, p.3; André François-Poncet. « En sortant de la conférence », *Le Figaro*, 25-26 juillet, p.1 et 14.

présidentielle. Les Pays-Bas et la Belgique sont perçus comme les vrais responsables de l'échec des négociations lorsqu'ils refusent de continuer l'élaboration d'une union politique le 17 avril. En plus de démontrer leur mécontentement face au projet de de Gaulle, les deux pays imposent comme condition à une union politique que la Grande-Bretagne y soit associée. Le quotidien dénonce ce paradoxe entre la volonté de voir la Grande-Bretagne y adhérer et leur désir de supranationalité. En effet, la Grande-Bretagne y est définitivement opposée.¹⁶⁴ Dans l'esprit du *Figaro*, c'est le refus net des Pays-Bas et de la Belgique, et non l'attitude du général, qui causa la perte de l'union projetée.

Il ne faut pas croire pour autant que le journal approuve tous les aspects du Plan Fouchet proposé par de Gaulle. Deux grandes critiques sont soulevées. Tout d'abord, le projet ne laisse pas assez de place à l'Alliance atlantique. L'Europe, avec une union politique, deviendrait égale aux États-Unis tout en s'insérant dans le cadre atlantique. Longtemps après ces événements, le journal continuera à dénoncer ce manque.¹⁶⁵ Il affirme que la pensée du général sur cette question est celle du système classique de négociation de pays à pays qui a démontré son incapacité à régler les grands problèmes mondiaux. Dans un article explicite de Roger Massip, il dénonce un système qui n'a apporté jusqu'ici que des déboires et qui n'est générateur que de paralysie.¹⁶⁶ L'Europe des États que propose de Gaulle est rejetée par *Le Figaro*.

L'opinion du *Figaro* connaît une évolution sensible vis-à-vis du général que nous pouvons apercevoir dans cette phrase de Massip : « La contradiction est

¹⁶⁴ André François-Poncet, « L'Europe endormie », *Le Figaro*, 30 avril 1962 p.1 et 14.

¹⁶⁵ L. G-R., « Identique à lui-même ». *Le Figaro*, 24 juillet 1964, p.1 et 5.

¹⁶⁶ Roger Massip, « Trois questions sur l'Europe », *Le Figaro*, 15 février 1962, p.1 et 4.

flagrante entre l'attitude de 1958, qui permet l'entrée en vigueur du Marché commun, et celle d'aujourd'hui, qui risque de provoquer un recul sensible de la collaboration européenne telle que l'imposent les vraies, les seules réalités. Cette contradiction, la mystique de l'Europe des patries ne la justifie pas et la raison la condamne. Alors? »¹⁶⁷ Un certain scepticisme s'impose qui sera aussi présent lors de la question de l'adhésion anglaise.

La responsabilité de l'échec de l'union politique est, dans *Le Monde*, partagée entre les Pays-Bas, la Belgique et la France. Le journal condamne les agissements de ces deux premiers pays et se moque du paradoxe entre leur désir de supranationalité et leur désir de l'adhésion de la Grande-Bretagne.¹⁶⁸ Les Hollandais et les Belges sont accusés, car leur refus d'accepter l'union politique sans l'entrée de la Grande-Bretagne a bloqué la mise sur pied du projet.¹⁶⁹

De Gaulle est aussi dénoncé, mais ses intentions ne sont pas remises en cause. *Le Monde* affirme que le nouveau plan ne modifie pas grand chose à l'original sauf en réaffirmant le principe de l'unanimité et la nécessité de «chapeauter» la Communauté.¹⁷⁰ Il critique plutôt l'intérêt d'avoir effectué les modifications. Dans un éditorial, le journal déclare que « C'est alors que, pour des motifs qui échappent à la logique, le gouvernement français a déposé un nouveau texte. »¹⁷¹ L'Élysée a donc posé un geste peu souhaitable qui a confirmé toutes les

¹⁶⁷ *Ibid*, p.1 et 4.

¹⁶⁸ «Les petits contre les grands», *Le Monde*, 19 avril 1962, p.1.

¹⁶⁹ André Fontaine, « Le Dr Adenauer s'entretiendra à Paris avec le général de Gaulle du développement de la coopération franco-allemande ». *Le Monde*, 4 janvier 1963, p.1 et 3.

¹⁷⁰ Jean Schwoebel, «La commission Fouchet reprendra le 19 février la discussion sur les statuts d'une Europe politique», *Le Monde*, 27 janvier 1962, p.5.

¹⁷¹ «Des alliés à rassurer», *Le Monde*, 16 février 1962, p.1.

appréhensions que les partenaires entretenaient sur les intentions françaises.¹⁷² En fin d'année, André Fontaine a une position beaucoup plus dure. Il accuse de Gaulle d'avoir fait échouer le projet, car il n'arrivait pas à imposer ses vues.¹⁷³ *Le Monde* condamne la façon unilatérale de fonctionner de de Gaulle plutôt que ses modifications.

L'Humanité ne fait pas grand cas de cette union. Autant lors du dépôt du nouveau projet que lors de son rejet par les Pays-Bas et la Belgique en avril 1962, le journal n'en fait aucune mention. En effet, ses manchettes couvrent plutôt les problèmes de l'Algérie, les crimes de l'OAS et l'arrestation du général Salan. La seule référence que nous retrouvons sur ce sujet relie l'union politique à l'Allemagne. Il affirme que l'union politique n'est qu'un outil aux mains des Allemands revanchards.¹⁷⁴ Le journal s'oppose à une union qui servirait le camp occidental contre l'URSS, mais, en même temps, croit qu'il importe peu si le projet est adopté ou rejeté. Le journal communiste ramène l'union politique au niveau de la Guerre froide, tandis que les deux autres quotidiens commencent à ressentir une certaine hésitation face aux décisions de Charles de Gaulle.

Traité de l'Élysée et réconciliation franco-allemande

« Pour vivifier la coopération directe de la France et de l'Allemagne de l'Ouest (RFA), fait historique qui prend place parmi les plus importants de ceux

¹⁷² «Les petits contre les grands», *Le Monde* 19 avril 1962 p.1.

¹⁷³ André Fontaine, «Quatre ans de diplomatie gaulliste: II- De l'Atlantique à l'Oural», *Le Monde*, 28-29 octobre 1962, p.4.

¹⁷⁴ Pierre Durand, «Non D' Adenauer, vous n'avez pas reconquis Paris», *L'Humanité*, 5 juillet 1962, p.1 et 4.

dont est pétri le monde, rien ne serait évidemment possible sans l'impulsion et l'action de nos deux gouvernements. »¹⁷⁵ Cette allocution du général de Gaulle, daté du 8 juillet 1962, est présentée à l'occasion d'un voyage du chancelier allemand Adenauer en France. Pour le président français, le rapprochement avec ce pays est une condition essentielle pour la poursuite de sa politique étrangère. « Pour de Gaulle, la politique allemande est l'axe de sa politique européenne, car il entend établir des rapports étroits et confiants avec cet État. »¹⁷⁶ La réconciliation rapide de deux ennemis traditionnels, qui se sont affrontés lors de trois guerres successives, est considérée comme un des événements marquants de l'après-guerre et de l'époque gaullienne.

Une des premières actions en matière de politique étrangère de de Gaulle fut de s'entretenir, en septembre 1958, avec Adenauer à Colombey. Dans plus d'une dizaine de rencontres entre 1958 et 1963, les deux chefs d'État ont su se forger une amitié qui aboutit à la signature du Traité de l'Élysée. Ce traité, signé le 22 janvier 1963, prévoyait des rencontres régulières entre les différents paliers du gouvernement ainsi qu'un accord au niveau de la défense et la création d'un office franco-allemand pour l'éducation et la jeunesse.

Comme nous l'avons démontré dans l'introduction, ce domaine de la politique gaullienne ne soulève pas beaucoup d'objections de la part des nombreux historiens qui ont abordé ce sujet et des journaux non communistes. Ils approuvent le rapprochement franco-allemand, qu'ils considèrent comme un moteur important de la construction européenne. Néanmoins, ils jugent la politique allemande comme

¹⁷⁵ De Gaulle, *op.cit.*, p.430.

¹⁷⁶ Vaïsse, *op.cit.*, p.226.

un semi échec, car de Gaulle n'arrive pas à faire accepter à son partenaire ses idées sur une Europe indépendante.

Ils existent aussi quelques opposants à cette politique. Le journal communiste la condamne. En ce domaine, il suit les thèses de l'URSS. Un historien soviétique a affirmé que l'alliance avec Bonn était la plus mauvaise politique de de Gaulle, car l'Allemagne de l'Ouest est l'alliée la moins souhaitable à cause de ses tendances militaristes et revanchardes.¹⁷⁷ Cette ligne de pensée reflète l'attitude de *L'Humanité* face aux relations franco-allemandes, c'est-à-dire un rejet de tout rapprochement avec la RFA.

Le Figaro et *Le Monde* sont deux partisans du rapprochement de la France et de l'Allemagne de l'Ouest. Dans un monde de plus en plus menaçant, il est nécessaire de lier les destins des deux nations.¹⁷⁸ Il y a aussi une nécessité de s'allier pour faire valoir les intérêts communs auprès des grandes puissances. « Étroitement associées les diplomaties des deux pays seraient assurées d'avoir un poids et une efficacité qui rendraient difficile, sinon impossible, la méconnaissance par une puissance quelconque, si grande soit-elle, de leurs intérêts essentiels. »¹⁷⁹

L'amitié franco-allemande est surtout considérée comme le moteur de la construction européenne. *Le Monde* soutient que cette entente permet aux Six de se sortir des impasses où ils peuvent se trouver lors des différentes négociations.¹⁸⁰ Selon *Le Figaro*, « Leur union est la condition indispensable de l'organisation de la communauté européenne, et par conséquent, de la défense et de la survie du monde

¹⁷⁷ Nikolai Molchanov, *op.cit*, p.352.

¹⁷⁸ André François-Poncet. « Une visite historique ». *Le Figaro*, 19 juin 1961, p.1 et 18.

¹⁷⁹ « Le « rang » de l'Europe ». *Le Monde*, 5 septembre 1962, p.1.

¹⁸⁰ « Une communauté d'intérêts ». *Le Monde*, 21 novembre 1958, p.1.

libre. »¹⁸¹. Sans le rapprochement de ces deux peuples, la CEE n'est pas possible. Ce journal est le plus grand défenseur de cette ligne de pensée. Il est nécessaire d'entretenir des liens de confiance avec ce pays. « Le noyau de toute organisation européenne, le pivot de toute défense continentale, c'est l'accord de la France et de l'Allemagne. »¹⁸² Il prédit même des conséquences néfastes si les deux nations n'arrivent pas à s'entendre. « S'ils se divisent, l'Europe s'écroule. La défense occidentale s'effondre du même coup. »¹⁸³

Ces deux quotidiens sont favorables à un rapprochement de la France et de l'Allemagne. Ils considèrent que le général de Gaulle a permis l'aboutissement d'une réconciliation déjà bien entamée depuis la IV^e République.¹⁸⁴ « À son tour, le général de Gaulle s'est avancé carrément dans la voie ouverte. Sous son impulsion vigoureuse, l'amitié des deux pays s'est fortifiée jusqu'à devenir un des facteurs permanents de la politique internationale. »¹⁸⁵ Dans le même sens, *Le Monde* déclare, lors du voyage triomphal du président en Allemagne de l'Ouest, que « ...les ovations du public ratifient une politique inaugurée voilà bien des années et dont le général de Gaulle recueille aujourd'hui les fruits tout en lui donnant un éclat et un retentissement auxquels aucun de ses prédécesseurs n'avait osé prétendre. »¹⁸⁶ Dans cette optique, les rencontres régulières de de Gaulle et d'Adenauer sont perçues comme des succès de la politique gouvernementale. *Le Figaro* déclare même à

¹⁸¹ François-Poncet, « Une visite... », p.1 et 18.

¹⁸² André François-Poncet, « Le général et le chancelier », *Le Figaro*, 13-14 septembre 1958, p.1 et 10.

¹⁸³ François-Poncet, « Le malaise... » p.1 et 24.

¹⁸⁴ Roger Massip, « Lueur d'espoir pour Bruxelles », *Le Figaro*, 23 janvier 1963, p.1.

¹⁸⁵ André François-Poncet, « Un visiteur hors série », 2 juillet 1962, p.1 et 3.

¹⁸⁶ C.J., « Le général de Gaulle déchaîne l'enthousiasme populaire à chaque étape de son voyage en Allemagne », *Le Monde*, 7 septembre 1962, p.1.

plusieurs reprises que ces rencontres et ces visites sont des événements historiques.¹⁸⁷

Quand le Traité de l'Élysée est signé, la réaction des deux journaux diverge. Le quotidien de droite est beaucoup plus enthousiaste devant ce traité qui est l'aboutissement de la réconciliation.¹⁸⁸ Selon *Le Figaro*, quoique ce traité ne soit pas nécessaire, il cimenterait l'amitié franco-allemande. Il consacre les liens entre les deux nations.¹⁸⁹ Il souscrit donc à la politique gaullienne.

Le Monde est sceptique quant à l'efficacité de ce traité. Bien qu'il affirme que ce document entraîne de plus grands échanges entre les différents ministères des deux nations¹⁹⁰, il ne croit pas à ses bienfaits. Ce n'est qu'une borne qui mesure les progrès dans l'accomplissement de l'Europe et son contenu est « proche du zéro ».¹⁹¹ Ce journal se montre plutôt prudent, car il ne croit pas que la CEE sera beaucoup plus solide après ce traité.

Le Figaro et *Le Monde* vont toutefois conclure à l'échec de la politique allemande de de Gaulle. Vers la fin de 1963 et en 1964, les négociations entre les deux pays deviennent plus difficiles. De grands désaccords font surface et les journaux s'aperçoivent que les objectifs du président ne sont pas atteints. Plusieurs raisons sont dégagées par ces deux journaux pour expliquer cet échec. Le préambule

¹⁸⁷ Dominique Auclère. « Première rencontre, hier, des deux grands de l'Europe », *Le Figaro*, 15 septembre 1958, p.1 et 18. ; André François-Poncet « Le général et le chancelier ». *Le Figaro*, 13-14 septembre 1958, p.1 et 10. ; Roger Massip. « Un résultat psychologique », *Le Figaro*, 10 septembre 1962, p.5.

¹⁸⁸ André François-Poncet « Deux amis », *Le Figaro*, 23 septembre 1963, p.1 et 22.

¹⁸⁹ Roger Massip. « Lueur d'espoir pour Bruxelles », *Le Figaro*, 23 janvier 1963, p.1.

¹⁹⁰ Roland Delcour « Le chancelier Erhard vient se rassurer sur les intentions du général de Gaulle », *Le Monde*, 13 février 1964, p.3.

¹⁹¹ Maurice Duverger. « Le chemin de Damas », *Le Monde*, 29 janvier 1963, p.1 et 3. ; « Sur un long et dur chemin », *Le Monde*, 15 juin 1963, p.1.

allemand au traité¹⁹² est considéré comme un handicap qui enlève toute efficacité bilatérale à l'alliance.¹⁹³

L'échec est aussi expliqué par l'utilisation que de Gaulle veut faire de l'Allemagne. Selon ces deux quotidiens, l'Allemagne est, dans la vision présidentielle, un simple outil de sa politique et un fidèle second de la France. *Le Monde* explique la dégradation des relations franco-allemandes par le refus des Allemands d'être traités comme un simple objet de la politique extérieure française.¹⁹⁴ *Le Figaro* dénonce la satellisation de l'Allemagne de l'Ouest par de Gaulle.¹⁹⁵ Il déclare que l'échec est évident car, en cas de conflit entre Paris et Washington, la RFA choisira le camp américain.¹⁹⁶ Les deux quotidiens sont favorables au rapprochement des deux pays, mais ils constatent en 1964 qu'il y a un échec de la politique allemande de l'Élysée autant par les divergences d'intérêts que par l'utilisation que de Gaulle veut faire de l'Allemagne de l'Ouest.

Nous constatons un rejet complet de cette politique dans *L'Humanité*. Ce journal s'oppose à la RFA et proclame que la seule réconciliation possible passe par l'Allemagne de l'Est communiste. L'Allemagne de l'Ouest est perçue comme revancharde, réactionnaire et comme héritière de l'époque nazie.¹⁹⁷ Le quotidien diabolise un pays qui, à ses yeux, constitue un facteur de trouble dans les relations internationales.

¹⁹² Le préambule au traité fut la condition par laquelle les députés allemands le ratifièrent. Il affirme notamment l'attache de l'Allemagne à l'Alliance atlantique.

¹⁹³ André François-Poncet, « Malaise franco-allemand », *Le Figaro*, 22 décembre 1964, p.1 et 24. : «L'Europe de l'hexagone», *Le Monde*, 10 mai 1963. p.1.

¹⁹⁴ « Malaise à Bonn », *Le Monde*, 10 novembre 1964, p.1.

¹⁹⁵ André François-Poncet, « À la recherche d'un dénominateur commun », *Le Figaro*, 25 août 1964. p.1 et 7.

¹⁹⁶ Walter Lippman, « L'Europe à un tournant », *Le Figaro*, 21 mai 1964, p.3.

¹⁹⁷ René Andrieu, «Le général et le chancelier», *L'Humanité*, 27 juillet 1960, p.1.

Ce pays est aussi considéré comme hégémonique. Le seul but de l'Allemagne de l'Ouest, en s'alliant avec les Français, c'est d'étendre sa domination sur l'Europe Occidentale.¹⁹⁸ Il fait remarquer que cette nation est la seule à avoir des revendications territoriales en Europe.¹⁹⁹ La politique gaullienne en ce domaine est décriée.

Dans cette optique, les nombreuses rencontres entre de Gaulle et Adenauer sont jugées insolites. La politique menée par le président de la République n'est pas justifiable aux yeux des journalistes. « L'esprit de classe, l'antisoviétisme, les relents de munichisme peuvent seuls expliquer un tel comportement auquel chercherait en vain la moindre justification nationale.»²⁰⁰ L'intérêt national est de ne pas s'allier à ce pays militariste et revancharde.

Le contexte de la Guerre froide est une raison de ne pas s'allier avec la RFA. Comme ce pays est militariste et tente d'imposer son hégémonie en Europe, son intérêt est de perpétuer le conflit entre les deux blocs. L'alliance avec Bonn sous-entend un antisoviétisme que le journal condamne catégoriquement.²⁰¹ La Guerre froide, que tente de perpétuer les Allemands est rendue possible par l'appui de de Gaulle. Cette alliance est néfaste pour la paix de la France et du monde. Les analyses de ce quotidien se font parfois alarmistes. « Une telle alliance ne tend qu'à leur laisser les mains libres pour provoquer de nouveaux malheurs que ponctueraient

¹⁹⁸ Yves Moreau, «La poignée de main de Colombey», *L'Humanité*, 15 septembre 1958, p.3.

¹⁹⁹ René Andrieu, «Adenauer jette du lest», *L'Humanité*, 8 avril 1960, p.1.

²⁰⁰ Yves Moreau, «L'invité de l'Élysée», *L'Humanité*, 9 décembre 1961, p.1.

²⁰¹ René Andrieu, «Le général dans l'impasse», *L'Humanité*, 6 septembre, p.1.

cette fois, les explosions dévastatrices de bombes atomiques.»²⁰² La réconciliation cache leur véritable intention qui est de déclencher une guerre atomique.²⁰³

Le Traité de l'Élysée est une politique grotesque aux yeux de *L'Humanité*. La politique gaullienne ne respecte pas les intérêts de la France. Ce traité, s'explique, non par l'amitié, mais par l'anticommunisme et l'esprit de classe des deux dirigeants les plus réactionnaires d'Europe.²⁰⁴ En ce sens, *L'Humanité* considère la politique allemande de de Gaulle comme un nouveau Munich ou une nouvelle poignée de main de Montoire, c'est-à-dire un nouvel abandon de la France devant l'expansionnisme allemand.²⁰⁵ La politique allemande a, dans l'esprit du quotidien, apporté ses premiers résultats par l'isolement de la France. Sarcastiquement, il conclut que c'est un « Joli résultat pour une politique de grandeur. »²⁰⁶

La Grande-Bretagne est-elle prête à intégrer la CEE?

Lorsque la CEE fut créée, la Grande-Bretagne avait refusé d'en être membre. Elle ne voulait pas voir son indépendance réduite et elle ne voulait pas se séparer de ses partenaires traditionnels du Commonwealth et des États-unis. Devant le succès de la Communauté, la Grande-Bretagne avait essayé de la vider de sa substance par la tentative de création, en 1958, d'une zone de libre-échange qui engloberait les six

²⁰² Yves Moreau, «Notre peuple ne ratifiera pas», *L'Humanité*, 23 janvier 1963, p.1.

²⁰³ Pierre Hentges, «Adenauer arrive aujourd'hui à Paris avec, dans ses bagages, le nazi GLOBKE et les espoirs des revanchards allemands», *L'Humanité*, 2 juillet 1962, p.4.

²⁰⁴ Yves Moreau, «Après le baiser de l'Élysée», 24 janvier 1963, p.3.

²⁰⁵ Moreau, «Après le baiser... », p.3.

²⁰⁶ Yves Moreau, «La France isolée», *L'Humanité*, 29 janvier, p.3.

membres de la CEE ainsi que onze autres pays d'Europe. La zone de libre-échange fut rejetée par la France, suivie de ses partenaires et la Grande-Bretagne ne put créer que l'AELE²⁰⁷ comprenant onze membres.

Devant l'expansion économique continue de CEE et le déclin de son commerce avec le Commonwealth, elle se résigna à demander son adhésion le 9 août 1961. Sa demande fut accueillie favorablement par les Six et la Commission. Cependant, après d'âpres négociations, le général, dans une conférence de presse du 14 janvier 1963, décida de mettre son veto au motif que la Grande-Bretagne n'était pas encore prête à rejoindre la Communauté et qu'elle était encore trop liée aux Américains.

Cette décision unilatérale provoqua un choc chez les partenaires de la France. Plusieurs historiens estiment que le veto gaullien a mis un terme à l'esprit de coopération qui prévalait dans la CEE.²⁰⁸ La Grande-Bretagne connaît une deuxième tentative malheureuse en 1967 et elle doit attendre la présidence pompidolienne pour que son adhésion devienne réalité.

Le Figaro et *Le Monde* ont des attitudes mitigées. Autant ils sont prudents face à une adhésion qui risquerait, si elle n'est pas négociée dans des termes acceptables, de porter préjudice à la CEE, autant ils sont consternés devant le veto de de Gaulle. *L'Humanité* y voit plutôt une lutte hégémonique entre deux pays impérialistes pour la domination de l'ensemble européen. L'événement est donc banalisé, car il s'agit plus d'une réaction ordinaire dans un monde capitaliste que d'un grave préjudice pour l'avenir continental.

²⁰⁷ Association européenne de libre-échange

²⁰⁸ Jean Lacouture, *op. cit.*, p.340-341. Vaïsse, *op. cit.*, p.221. ; Urwin, *op. cit.*, p.169.

L'intérêt d'accepter l'adhésion britannique ne fait aucun doute pour les quotidiens de droite et de centre. L'Europe ne peut se faire sans la Grande-Bretagne. *Le Monde* déclare qu'« ...il faudrait avoir l'esprit bien étroit pour ne pas souhaiter que nos amis britanniques franchissent rapidement le pas qui fera d'eux des Européens à part entière. »²⁰⁹ Selon *le Figaro*, si les Britanniques acceptent les règles du Marché commun, il n'a pas de raisons de les empêcher d'adhérer à la CEE.²¹⁰ La France doit favoriser l'élargissement de la Communauté à la Grande-Bretagne.

Dans son 5^e rapport général, la Commission écrivait que «L'élargissement de la Communauté ne saurait porter atteinte à son dynamisme ni à la confiance que l'opinion européenne et l'opinion internationale mettent en elle.»²¹¹ Cette pensée reflète bien les idées des deux journaux qui, tout en désirant voir adhérer la Grande-Bretagne à la CEE, ne veulent pas que cette adhésion affaiblisse la Communauté. Les pays qui veulent se joindre à cette institution doivent faire des sacrifices.

Le Figaro reste sceptique face à la bonne volonté des Britanniques. Il affirme que ce pays a demandé son adhésion seulement parce que la CEE est un succès et non par un quelconque esprit communautaire.²¹² Il lance un avertissement à l'Angleterre en ces termes : « ...mais elle ne peut pas y entrer sans sacrifices. Car elle ne peut prétendre, en même temps, conserver les privilèges d'une alliance particulière et subordonner les intérêts de ses partenaires européens à ceux du

²⁰⁹ «Les petits contre les grands», *Le Monde*, 19 avril 1962, p.1.

²¹⁰ André François-Poncet, «L'hégémonie : une notion périmée», *Le Figaro*, 7 juin 1962, p.1 et 24.

²¹¹ ²¹¹ Commission de la Communauté économique européenne, 5^e *Rapport général sur l'activité de la CEE. 1^{er} mai 1961 -30 avril 1962*, Bruxelles, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1958, p.15.

²¹² Jean Lecerf, « Urgence pour la grande Europe? », *Le Figaro*, 1^{er} mars 1962, p.17.

Commonwealth. »²¹³ Deux jours avant le veto de de Gaulle, *Le Monde* déclarait que la Grande-Bretagne doit être «...un membre comme les autres et non pas un adhérent honoraire dispensé de diverses obligations en raison de ses quartiers de noblesse ou de la qualité de ses relations.»²¹⁴ Dans cette optique, les deux quotidiens ne remettent pas en doute la bonne volonté du général dans ce dossier.

Leurs attitudes se modifient complètement lors du veto du 14 janvier 1963. *Le Figaro* est profondément surpris et désappointé de l'attitude du président. Le veto est considéré comme un affront à tous les partenaires de la France et à la Grande-Bretagne. Il ne s'agit pas de condamner la décision de de Gaulle de refuser la Grande-Bretagne plutôt que sa manière de le faire. Dans un article ironique, Aron espère que le succès d'une politique se calcule par le nombre des alliés « ...qu'elle froisse, heurte et humilie.»²¹⁵ Le comportement agressif de de Gaulle est dénoncé. Selon ce quotidien de droite, le général n'avait pas à prendre cette mesure, car les négociations auraient probablement échoué sur quelques problèmes techniques et la France n'aurait pas eu le mauvais rôle.²¹⁶ À cause du veto, l'esprit communautaire est affaibli et même brisée.²¹⁷ C'est la manière de mettre fin aux négociations qui est critiquée, mais non ses raisons.

Le Monde effectue une analyse semblable à son homologue de droite. « Le brutal «go home» du général de Gaulle est donc intervenu trop tôt ou trop tard. » Trop tôt, car les Anglais n'ont pas pu mettre toutes leurs cartes sur la table. Trop

²¹³ Raymond Aron. « L'injustice de l'histoire ». *Le Figaro*, 22-23 décembre 1962, p.1 et 22.

²¹⁴ André Fontaine. « Les cents jours de l'Europe ». *Le Monde*. 12 janvier 1963, p.1 et 2.

²¹⁵ Raymond Aron. « Interrogations », *Le Figaro*, 16 janvier 1963, p.1 et 5.

²¹⁶ Pierre Bertrand. « Un Fachoda à rebours », *Le Figaro*. 18 janvier 1963, p.7.

²¹⁷ Roger Massip. « La France seule ». *Le Figaro*. 30 janvier 1963, p.1 et 18. ; André François-Poncet, « Où est le gain de l'affaire? », *Le Figaro*. 1^{er} février 1963, p.1 et 20. La répercussion du veto sur l'Europe sera analysée dans un chapitre subséquent.

tard, car « ...le général de Gaulle était depuis longtemps opposé à la candidature britannique et qu'il a néanmoins laissé se poursuivre une parodie de négociations qui a retenu depuis un an l'attention du monde entier. »²¹⁸ Il constate que la France est isolée non pour ses positions contre l'adhésion britannique, mais pour son veto.²¹⁹ Il accuse même la Grande-Bretagne qui n'a pas assez fait d'efforts et de compromis pour être acceptée dans la Communauté. «La décision unilatérale du président de Gaulle, même si elle était juridiquement légale et justifiée dans le fond, a détruit cet esprit de bonne volonté;... »²²⁰ Ce journal pense aussi que l'esprit communautaire sort de cette épisode passablement affaibli. Dans cet épisode de l'histoire de la CEE, l'image de de Gaulle se retrouve discrédité dans ces deux journaux.

Selon *L'Humanité*, l'important n'est pas de savoir si de Gaulle avait raison d'apposer son veto à l'entrée de la Grande-Bretagne, mais plutôt de comprendre que ce conflit entre deux pays capitalistes, n'était qu'une lutte hégémonique pour le contrôle de l'Europe Occidentale. La CEE avec ou sans la Grande-Bretagne resterait la même. Ce qui change, c'est la part qu'obtiennent les monopoles dans ce marché capitaliste.²²¹ Dans un autre article, le journal affirme que les Français et les Britanniques se disputent pour savoir qui sera le porte-parole des Européens.²²² Le veto confirme leurs analyses. Ce sont les divergences entre deux États capitalistes qui ont fait échouer le projet d'élargissement communautaire. De Gaulle peut, dans l'esprit de *L'Humanité*, continuer à élaborer son plan pour que la France domine

²¹⁸ « Trop tôt ou trop tard », *Le Monde*, 20-21 janvier 1963, p.1.

²¹⁹ Paul Fabra, « Les Six ne pourront pas s'entendre sur une formule commune pour ajourner les négociations avec la Grande-Bretagne », *Le Monde*, 30 janvier 1963, p.1 et 4.

²²⁰ André Philip, «Relance européenne», *Le Monde*, 17 avril 1963, p.1 et 2.

²²¹ Jacques Kahn, «Échec à Bruxelles», *L'Humanité*, 6 août 1962, p.4.

²²² Yves Moreau, «Moins heureux que l'aveugle et le paralytique», *L'Humanité*, 15 décembre 1962, p.3.

l'Europe, car la Grande-Bretagne ne constitue plus une menace pour l'hégémonie française.²²³

Dans le domaine politique, les réactions des trois journaux sont beaucoup plus nuancées, surtout en ce qui concerne *Le Figaro* et *Le Monde*. La politique gaullienne a provoqué un sentiment d'amertume. Autant la question de la supranationalité que le Plan Fouchet et le veto à l'adhésion de la Grande-Bretagne ont entamé l'image que ces deux journaux avaient du président de la République. Seul le rapprochement franco-allemand n'est pas trop critiqué, malgré l'échec de la politique gaullienne. Nous pouvons constater, de 1958 à 1964, que les journaux sont de plus en plus critiques à son sujet et que leurs opinions se font plus dures à son endroit.

Cependant, ce n'est pas sur le fond de sa pensée que les deux quotidiens le critiquent, mais sur sa façon de traiter les partenaires de la France. *Le Monde* constate que ses idées ont une bonne audience parmi plusieurs personnalités politiques autant françaises qu'étrangères, mais que sa façon de traiter les grandes négociations lui fait rater ses chances d'imposer ses vues.²²⁴ *Le Figaro* pense que personne ne veut se rallier aux idées de quelqu'un dont les « manières peu diplomatiques et les ambitions assez inquiétantes » ne les rassurent pas.²²⁵ Sur les questions politiques, nous pouvons constater que ces deux journaux défendent

²²³ Yves Moreau. «La France isolée», *L'Humanité*, 29 janvier 1963, p.3.

²²⁴ André Fontaine, «Le dialogue à renouer: II- La mauvaise méthode et la bonne», *Le Monde*, 28 février 1963, p.4.

²²⁵ André François-Poncet, « En sortant de la conférence », *Le Figaro*, 25-26 juillet 1964, p.1 et 14.

l'avenir de la CEE qu'ils croient mis en danger par la politique unilatérale de de Gaulle.

Le journal communiste est beaucoup moins éloquent sur les questions politiques. La plupart des actions présidentielles ne font que conforter dans ses analyses de la société capitaliste. Comme nous l'avons mentionné plus haut, pour *L'Humanité*, l'adhésion britannique ne change pas grand-chose aux caractères profondément impérialistes de la CEE. La politique gaullienne est contraire aux intérêts du pays et de la paix.²²⁶ Cette politique s'imbrique aussi dans le contexte de la Guerre froide. De Gaulle est considéré comme un réactionnaire voulant perpétuer la Guerre froide et lutter contre l'URSS porteuse des valeurs d'égalité et de fraternité. La condamnation est totale en ce domaine.

Nous pouvons nous demander quelles conclusions les trois journaux tirent de la période de la présidence gaullienne entre 1958 et 1964 et son impact sur la France et l'avenir européen. Il est évident que le journal communiste va dresser un portrait sombre et négatif de cette situation. Au contraire, les deux autres journaux sont nuancés sur la question car, tout en étant d'accord avec de Gaulle sur plusieurs points, ils sont souvent heurtés par les manières brusques du général.

²²⁶ René Andrieu, «Un faux semblant d'indépendance», *L'Humanité*, 16 mai 1962, p.1.

Chapitre 4

De Gaulle et sa politique européenne : ami ou ennemi de l'évolution «normale» de l'Europe

La politique européenne de Charles de Gaulle a eu un impact important sur le développement de la CEE et de l'Europe en général. Les observateurs et les historiens favorables à de Gaulle pensent qu'il est l'un des pères de l'Europe unie et qu'il a sauvé la CEE en refusant l'adhésion de la Grande-Bretagne.²²⁷ Les détracteurs de de Gaulle concluent plutôt à un ralentissement de la construction européenne en raison de ses méthodes arbitraires.²²⁸

Comment les trois journaux étudiés ont-ils évalué l'impact de la politique gaullienne sur le développement de la construction européenne et sur l'avenir continental? Les conclusions des quotidiens sont différentes les unes des autres, même si nous pouvons observer plusieurs similitudes entre *Le Figaro* et *Le Monde*. *Le Figaro* est moins enclin à dresser un bilan négatif de la période 1958-1964 et, malgré de nombreuses critiques, il fait remarquer tout le bienfait qu'a eu la politique de de Gaulle sur le développement européen. *Le Monde* a plutôt une attitude sceptique à l'endroit des effets de cette politique. Le journal se dirige lentement vers une opposition à de Gaulle tout au long de la période. Finalement, *L'Humanité* dénonce une politique néfaste qui entraîne l'Europe dans une prochaine guerre et qui maintient la réaction capitaliste et impérialiste funeste pour la classe ouvrière.

²²⁷ Boegner, *op.cit.*, p.68. : Bossuat, *op.cit.*, p.399.

²²⁸ Urwin, *op.cit.*, p.169. : Reynaud, *La politique.... op.cit.*, p.79.

Un impact nuancé pour *Le Figaro*

Le Figaro tend à rester un partisan de de Gaulle tout au long de la période étudiée. Bien qu'il le critique abondamment, il ne rejette pas l'apport du président de la République à la construction européenne et en fait un portrait favorable dans plusieurs articles. Il est perçu comme un bâtisseur de l'Europe, mais il est aussi condamné à cause de la manière brutale avec laquelle il conduit sa politique. Ses idées sont moins décriées que ses méthodes.

Tout au long des années de la présidence de de Gaulle, *Le Figaro* approuve les actions du général et y voit un apport positif au développement communautaire. Il est incontestable, selon le quotidien, que de Gaulle a permis la mise sur pied de la CEE en y adhérant et en favorisant son accélération.²²⁹ Comme le journal est un grand partisan de la CEE, il ne peut qu'entériner le travail de de Gaulle.

En 1962, un mécontentement apparaît à propos de l'échec du Plan Fouchet. Le comportement du général provoque une remise en question chez les journalistes et, plus précisément, chez Roger Massip. Ce dernier affirme que de Gaulle a une attitude qui, loin d'être celle de 1958, risque de ralentir la construction européenne²³⁰. Nous constatons que les agissements du général de Gaulle provoquent un certain refroidissement des ardeurs gaullistes du quotidien sans néanmoins le détourner complètement de cette voie.

Les grandes critiques du *Figaro* ne consistent pas à condamner les idées de de Gaulle, mais plutôt son habitude à traiter de manière peu courtoise ses partenaires. Nous pouvons penser au veto à l'entrée de la Grande-Bretagne sans

²²⁹ Reynaud, « Feu... », p.5.

²³⁰ Massip, « Trois questions... », p.1 et 4.

consultation préalable des autres membres de la CEE. À ce propos, le quotidien ne sait pas s'il doit qualifier de politesse ou d'hypocrisie diplomatique le maintien des négociations avec la Grande-Bretagne alors que l'on sait que de Gaulle était opposé à l'admission de la Grande-Bretagne depuis longtemps.²³¹ Sa politique de grandeur se veut, selon ce journal, solitaire. «Le général de Gaulle dans la vigueur ou dans le charme, demeure paisiblement inébranlable, fidèle à lui-même, à sa politique de grandeur et de solitude. N'en seront surpris que ceux qui veulent bien l'être.»²³²

Un autre sujet de mécontentement chez ce journal de droite concerne le nationalisme du général de Gaulle. *Le Figaro* rejette tout nationalisme égoïste qui se préoccupe exclusivement de la nation et qui divise les pays de l'Europe. La politique gaullienne est empreinte de ce nationalisme. Dans cette optique, l'action du président n'est pas considérée comme un élément pouvant aider à la construction d'une communauté solidaire et unie. Elle est dénoncée, car elle altère les liens entre les membres de la CEE.

À de nombreuses reprises, le quotidien lance des avertissements à de Gaulle. L'autonomie que de Gaulle souhaite pour l'Europe n'est pas une mauvaise idée en soi. Néanmoins, elle ne doit pas être seulement celle de la France, mais de toute l'Europe.²³³ Ce nationalisme qui accompagne les politiques gaulliennes est celui du XIX^e siècle où chaque pays ne s'occupait que de ses intérêts au détriment des autres

²³¹ Aron, « Interrogations », p.1 et 5.

²³² L. G-R., « Avec des fleurs... », *Le Figaro*, 15 janvier 1963, p.1 et 6.

²³³ Raymond Aron, « Les paradoxes ne sont pas tous à Paris », *Le Figaro*, 28 janvier 1963 p.1 et 16.

nations.²³⁴ *Le Figaro* parle alors de la maladie infantile du nationalisme.²³⁵ De Gaulle est prié de revenir à un esprit de coopération plutôt que de solitude.

Ce que le journal déplore le plus dans l'impact de la politique européenne de de Gaulle est la manière dont elle a affecté l'esprit communautaire essentiel pour la construction européenne. Tout découle de son veto à l'adhésion britannique. Cette décision unilatérale a provoqué un sentiment de méfiance parmi les six partenaires de la CEE. Aucun ne veut plus faire de concessions sans recevoir une compensation en retour. Le journal fait allusion à une politique du « donnant-donnant » pour qualifier l'esprit post-veto.²³⁶

Bien qu'il ne considère pas que ce changement de mentalité puisse détruire le travail accompli jusqu'à maintenant, il rend néanmoins le développement futur plus difficile. «Le Marché commun a effectivement subi un coup rude qui, s'il ne porte pas atteinte aux rouages, affecte l'esprit même qui avait jusqu'à présent animé, avec une efficacité croissante, la Communauté européenne et qui marquait sa signification.»²³⁷ *Le Figaro* exprime alors sa déception de voir que sa vision de l'avenir européen a été altérée par les actions du général de Gaulle qui ont entraîné un climat d'incertitudes dans la Communauté.

Le quotidien déplore que l'atmosphère se soit dégradée entre les Six. À ce propos, il affirme que «la sérénité, l'indulgence mutuelle, l'esprit de conciliation n'y président guère. Elles sont plutôt empreintes de rancœur, d'amertume et de défiance. Elles ne sont pas telles, en tout cas, qu'il serait normal qu'elles fussent entre des

²³⁴ Raymond Aron, « Maladie infantile d'un vieux nationalisme? », *Le Figaro*, 10 mars 1964 p. 1 et 24.

²³⁵ *Ibid.*, p. 1 et 24.

²³⁶ Aron, « Avant le marathon... », p. 1 et 24.

²³⁷ Massip, « La France... », p. 1 et 18.

amis et des alliés.»²³⁸ Tous ces éléments de la politique gaullienne ainsi que les conséquences qui s'ensuivirent amène le journal à entrevoir un certain ralentissement de la construction européenne.²³⁹

Malgré ces nombreuses critiques. *Le Figaro* reconnaît que de Gaulle a eu une importance prépondérante dans la mise sur pied et l'évolution de la CEE. La réconciliation franco-allemande est un succès de de Gaulle qui permit à la CEE d'évoluer. De Gaulle, par ce rapprochement, a rendu possible l'Europe et a créé un nouveau pôle dans les relations internationales. « À son tour, le général de Gaulle s'est avancé carrément dans la voie ouverte. Sous son impulsion vigoureuse, l'amitié des deux pays s'est fortifiée jusqu'à devenir un des facteurs permanents de la politique internationale. »²⁴⁰

Le succès de de Gaulle est surtout lié au succès du Marché commun. Sans la contribution du président français à la vie communautaire, elle n'aurait certainement pas été aussi dynamique. Ce succès est un des mérites que le monde lui reconnaît.²⁴¹ Le bilan attribué à de Gaulle est qualifié de positif « ...à un degré que nul en 1958 n'eût osé concevoir. »²⁴² Dans le même article, tous les bienfaits de son action sont dénombrés, autant au niveau européen qu'au niveau national et international. « Prospérité, monnaie, expansion, cessation des combats, entente franco-allemande, un chef d'État d'une envergure historique... »²⁴³ Ce brillant éloge de la part du *Figaro* nous démontre que malgré les nombreuses critiques adressées au président.

²³⁸ André François-Poncet, «Dégeler l'Europe». *Le Figaro*, 9 mai 1963 p.1 et 24.

²³⁹ André François-Poncet, «La France et ses alliés», *Le Monde*, 24 et 25 août 1963, p.1 et 12.

²⁴⁰ François-Poncet, « Un visiteur... », p.1 et 3.

²⁴¹ Raymond Aron, «Le dialogue est-il possible?». *Le Figaro*, 4 avril 1963, p.1 et 24.

²⁴² P.B., «Sixième année», *Le Figaro*, 12 août 1963, p.1 et 12.

²⁴³ *Ibid.*, p.1 et 12.

le journal lui voue une grande estime et reconnaît que sa présidence a été bénéfique pour l'Europe. Nous pouvons penser que le développement de la Communauté a été, à ses yeux, favorisé par la politique gaullienne.

Un glissement vers l'opposition pour Le Monde

Contrairement au *Figaro*, *Le Monde* glisse petit à petit vers l'opposition au général de Gaulle tout au long de la période que nous étudions et, plus particulièrement, depuis l'échec du Plan Fouchet et la conférence de presse du 15 mai 1962. Pour les spécialistes de l'histoire de la presse française, *Le Monde* devient le plus important quotidien d'opposition à de Gaulle.²⁴⁴ Nous devons cependant nuancer cette position. Les plus grandes critiques ne concernent pas sa politique européenne, mais ses idées constitutionnelles. Il serait beaucoup plus réaliste de dire, comme certains auteurs d'ailleurs²⁴⁵, que ce journal se lance dans une opposition conditionnelle, c'est-à-dire qu'il analyse la politique gaullienne au cas par cas. Dans l'aspect qui nous intéresse, nous pouvons affirmer que *Le Monde* critique à différents moments l'impact de la politique gaullienne sur le développement communautaire, mais nous retrouvons aussi une analyse plus nuancée et non une opposition définitive.

Tout au long des années 1958-1964, le quotidien approuve la politique de de Gaulle, car la CEE évolue constamment. Sur le plan économique, le quotidien approuve le président français. Avec le Plan Rueff et l'accélération du désarmement

²⁴⁴ Thibau, *op.cit.*, p.334 et 342. ; Jean-Noël Jeanneney, *op.cit.*, p.220.

²⁴⁵ Finkeldei, *op.cit.*, p.122.

douanier, la France est considérée comme celle qui, par sa volonté, a permis le renforcement de l'Europe des Six.²⁴⁶ Comme nous l'avons fait remarquer, la création de la PAC en janvier 1962 est considérée comme un moment historique et une deuxième naissance pour la CEE. Il est donc normal que le quotidien juge les actions présidentielles bénéfiques pour la Communauté.

Dans un tout autre ordre d'idées, le traité franco-allemand, inspiré par de Gaulle, a un impact positif, parce qu'il met un terme aux « guerres civiles » de l'Europe occidentale.²⁴⁷ Au cours de ces années, la France participe activement à la construction européenne et le quotidien affirme que, sans l'apport de de Gaulle, le Marché commun n'aurait pu évoluer aussi bien.

Nous pouvons néanmoins constater que cette image se dégrade au fil du temps. Les méthodes du président français qui heurtent régulièrement les cinq partenaires de la France et les différences d'opinions entre lui et le journal, notamment sur la supranationalité, entraînent une vision de plus en plus critique et méfiante vis-à-vis des actions de l'Élysée. Nous retrouvons, à la lecture des nombreux articles, plusieurs indices qui nous avertissent de cette éventuelle opposition. En 1961, Pierre Drouin déclare, à propos de la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne : « Cette fois, l'échec serait fort douloureux non seulement pour la Grande-Bretagne, mais pour l'Europe. »²⁴⁸. Nous pouvons alors anticiper que le quotidien jugera que la Communauté se retrouve affaiblie après le veto du général.

²⁴⁶ Pierre Drouin. « À brève échéance la construction européenne va poser à la France la question des « choix politiques » », *Le Monde*, 5 juillet 1960, p.1 et 5.

²⁴⁷ André Fontaine, «Le dialogue à renouer: III- Les conditions de l'égalité», *Le Monde*, 1^{er} mars 1963, p.1 et 5.

²⁴⁸ Pierre Drouin. « L'Angleterre dans l'antichambre du Marché commun : III- Quelle sera la « densité » de l'Europe? ». *Le Monde*, 4 août 1961, p.4.

Le vrai problème ne provient pas des idées de de Gaulle, mais de l'attitude incompatible du général avec l'esprit de coopération et de confiance indissociable de la Communauté. De Gaulle aurait pu faire accepter ses idées d'autonomie continentale et celles plus générales sur la CEE s'il avait pris soin de négocier de bonne foi avec les partenaires de la France.

Tout au long de l'année 1964, le journal critique le président français sur cet aspect de sa politique. Il constate l'échec de toutes ses dernières actions, comme son concept d'« Europe de l'Atlantique à l'Oural », le Plan Fouchet et le Traité de l'Élysée et déclare que la seule raison qui explique que de Gaulle continue dans cette voie est son amour propre.²⁴⁹ Cette façon de procéder a empêché les autres dirigeants, autant français qu'étrangers, de bien comprendre la véritable portée des propositions française. Il dénonce les oukases et les coups de théâtre « ...qui ont si souvent fait perdre de vue la valeur des thèses françaises sur le rôle de l'Europe... ». ²⁵⁰

Leurs analyses ne peuvent être que négative sur l'impact de la politique gaullienne sur le futur de l'Europe. Il reconnaît que de Gaulle a œuvré en faveur de la construction européenne, mais ses méthodes drastiques mettent en péril le développement communautaire. « Nul n'aura plaidé avec plus d'éloquence que de Gaulle la cause de l'Europe, mais déjà bien compromis par le passé, nous pouvons craindre que l'Europe européenne n'ait perdu, sous son règne et en partie par sa faute, ses dernières chances. »²⁵¹ *Le Monde* devient plus pessimiste par la suite sur les chances de succès de l'Europe. De Gaulle est dénoncé comme le responsable de

²⁴⁹ «Les mains libres», *Le Monde*, 30 avril 1964, p.1.

²⁵⁰ «Une manifestation démocratique», *Le Monde*, 4 juin 1964, p.1.

²⁵¹ Sirius, « Quelle union? », *Le Monde*, 24 novembre 1964, p.1.

cette situation qui risque de détruire, ou du moins, ralentir la construction européenne. « Il est beau parfois de forcer le destin, il est sage de ne pas toujours s'obstiner à faire cavalier seul. »²⁵²

Selon ce quotidien, la conséquence la plus grave de la politique gaullienne est, à l'instar du *Figaro*, la dégradation de l'esprit communautaire. *Le Monde* est très attaché à un esprit de coopération où chaque pays n'attend pas nécessairement de recevoir des bénéfices en retour de certaines concessions. De Gaulle porte la responsabilité d'avoir détruit la bonne volonté qui régnait parmi les Six et de faire naître le principe du « donnant-donnant ». Ce principe, connu sous le nom de « synchronisation », n'est que le fruit de la politique gaullienne et d'une mauvaise disposition d'esprit.²⁵³ Il souligne la méfiance à l'intérieur de la CEE créée par le veto du général et affirme que les négociations ne sont plus que la simple confrontation des intérêts nationaux traditionnels.²⁵⁴ Le quotidien conclut que «...le gouvernement français a agi d'une manière difficilement conciliable avec l'esprit qui a présidé depuis sa naissance à la vie de l'Europe des Six.»²⁵⁵

Le Monde constate aussi que de Gaulle entretient un nationalisme qui est incompatible avec les principes de la CEE et qu'il nuit à son développement. Les conceptions nationalistes de de Gaulle ne peuvent pas s'adapter à l'esprit qui, selon le quotidien, doit nécessairement être associé à la Communauté.²⁵⁶

²⁵² Sirius, « Avec l'Angleterre... », p.1.

²⁵³ Pierre Drouin, « L'Europe des Six s'accroche à son calendrier », *Le Monde*, 30 juin-1^{er} juillet 1963, p. 7 et 10.

²⁵⁴ Drouin, « Prélude... », p.1 et 21.

²⁵⁵ « La charge de la preuve », *Le Monde*, 31 janvier 1963, p.1.

²⁵⁶ Sirius, « L'homme de la nation », *Le Monde*, 2-3 février 1964, p.1.

Le journal pose un regard critique sur cet aspect de la politique gaullienne et pense avoir trouvé la raison de l'échec de nombreuses actions entreprises par de Gaulle. Par exemple, le rapprochement franco-allemand qui est un demi-échec aux yeux du quotidien, est « rongé par le ver du nationalisme ».²⁵⁷ Le bilan qu'il dresse est sombre. Les nations ne suivent plus que leurs propres intérêts et le nationalisme allemand se réveille, «...triste bilan pour un gouvernement qui prétend toujours parler au nom de tout le continent.»²⁵⁸.

Nous nous apercevons que, vers la fin de la période que nous avons analysée, *Le Monde* est passé d'une entente avec de Gaulle à une prudente réserve et, finalement, à une opposition au général dans plusieurs domaines. La politique de l'Élysée leur apparaît comme un échec, car les moyens utilisés pour l'appliquer liguent contre la France les cinq autres pays de la CEE qui lui sont indispensables pour créer l'Europe indépendante que souhaite Charles de Gaulle.²⁵⁹

Malgré leur accord sur la plupart des aspects économiques de sa politique européenne, ce journal ne peut s'empêcher de s'opposer à différents degrés aux relations que la France entretient avec ses partenaires de la CEE et avec certains pays extérieurs comme la Grande-Bretagne. Il leur apparaît que les décisions gaulliennes ne servent pas à développer harmonieusement la construction européenne, mais ralentissent le développement communautaire et minent l'atmosphère qui y régnait.

²⁵⁷ «L'Europe... », p.1.

²⁵⁸ *Ibid.*, p.1.

²⁵⁹ Jean Schwoebel. «L'isolement de la France», *Le Monde*, 20 août 1963, p.1 et 2.

Une politique néfaste pour l'Europe selon *L'Humanité*

De 1958 à 1964, nous avons constaté que *L'Humanité* s'inscrit constamment en faux face aux décisions de de Gaulle. La plupart de ses opinions s'opposent directement aux conceptions présidentielles, hormis dans le cas de la supranationalité où il se garde bien de le dénoncer. Le bilan établi par ce quotidien est évidemment des plus négatifs. L'impact de la politique gaullienne sur l'Europe est catastrophique. Elle mène tout droit à la guerre. Dans le contexte de la Guerre froide, le quotidien ne dissocie pas la CEE de la lutte entre l'Est et l'Ouest, entre le capitalisme et le communisme. Les populations européennes se retrouvent menacées par les actions de de Gaulle.

Pour qualifier la diplomatie de de Gaulle, *L'Humanité* utilise l'adjectif « réactionnaire ». En effet, la politique gaullienne est indissociable de tout ce qui est réactionnaire en Europe et, par le fait même, de tous les ennemis du communisme et de l'URSS. De 1958 à 1964, le journal tente de démontrer que cette politique étrangère en Europe est néfaste et qu'elle entraîne de l'instabilité sur le continent, tout en empêchant la réalisation des aspirations du peuple français et européen. Peu après la conférence de presse du 15 mai 1962, le quotidien écrit que la politique extérieure est : « parée des fleurs de la rhétorique et de la démagogie nationale. »²⁶⁰ Les conséquences des actions présidentielles ne peuvent être que funestes.

De plus, *L'Humanité* considère que la France devrait poursuivre une politique indépendante. Dès le début de sa présidence, il affirme que le pays doit rester à l'écart de l'OTAN et de Bonn et s'en tenir à des alliances traditionnelles.

²⁶⁰ Andrieu, « Un faux... », p.1.

c'est-à-dire avec l'Union soviétique.²⁶¹ De Gaulle, étant allé à l'encontre de ses idées²⁶², est donc associé aux ennemis de la classe ouvrière et de la paix.

La plus grande partie de l'analyse de *L'Humanité* concerne le rapprochement de la France et de l'Allemagne de l'Ouest. Cette politique est mal accueillie par le quotidien communiste. Comme l'Allemagne revancharde cherche à étendre son hégémonie en Europe occidentale, à recouvrer les territoires perdus à la suite de la Deuxième Guerre mondiale et à perpétuer la Guerre froide, l'alliance avec ce pays entraîne la France dans l'aventurisme et fait peser sur le continent le risque d'une autre guerre.²⁶³ Certains journalistes se font plus alarmistes. L'alliance des deux pays «...ne tend qu'à leur laisser les mains libres pour provoquer de nouveaux malheurs que ponctueraient cette fois, les explosions dévastatrices de bombes atomiques. »²⁶⁴ Le journal se retrouve opposé à ses deux autres concurrents, car il déclare que le rapprochement de la France et de la RFA, au lieu d'apaiser une zone de tension internationale, l'attise.

De Gaulle mène l'Europe à la guerre et bloque toute progression vers la coexistence pacifique et le bien-être des habitants du continent. Cette sombre prédiction apparaît assez tôt dans les analyses du journal lorsqu'il affirme que la politique européenne de de Gaulle va à l'encontre des intérêts de la nation, de la paix et de la classe ouvrière.²⁶⁵

²⁶¹ Yves Moreau, «La fausse grandeur», *L'Humanité*, 17 décembre, p.1 et 3.

²⁶² Nous devons exclure l'OTAN car de Gaulle, tout au long des années 1960, va prendre ses distances face à la force intégrée du Pacte atlantique.

²⁶³ Yves Moreau, «De Gaulle chez «son ami» », *L'Humanité*, 22 mai 1961, p.4. ; Yves Moreau, « Ne ratifiez pas », *L'Humanité*, 12 juin 1963, p.1.

²⁶⁴ Moreau, « Notre peuple... », p.1.

²⁶⁵ Waldeck Rochet, «M. Debré et le Marché commun», *L'Humanité*, 23 janvier 1959, p.1.

Le quotidien ne peut conclure qu'à l'échec de la présidence gaullienne sur le devenir du continent européen. L'avenir de l'Europe est sombre, car sa politique agressive et réactionnaire n'apporte pas la paix et la coopération des peuples, comme le journal le souhaite. La conséquence majeure de la politique du président de la République est de céder le contrôle de la CEE et de l'Europe occidentale à la RFA.²⁶⁶ Les dirigeants allemands se servent de la France et de l'Élysée pour faire valoir les prétentions du militarisme allemand et pour se faire le porte-parole des six partenaires de la Communauté.²⁶⁷ Il n'y a aucune conciliation possible entre de Gaulle et les idées de *L'Humanité*. Par ses positions complètement divergentes et par sa vision de la Guerre froide, le journal est condamné à demeurer dans l'opposition.

La politique européenne menée par le général de Gaulle ne laisse pas les trois journaux indifférents. Au contraire, ils l'ont jugée sévèrement ou non selon leur propre vision du contexte européen, de leur idéologie et de l'avenir « normal » du continent. Nous découvrons une analyse de l'impact de l'action gaullienne plus positive dans *Le Figaro*, lequel perçoit les bienfaits de la politique gaullienne sur la Communauté, malgré une politique qui est souvent agressive et qui entraîne un ralentissement dans la construction européenne.

Le Monde s'oriente graduellement vers l'opposition au général, mais pas seulement à cause de ses opinions. Il est vrai qu'il y a des divergences d'idées entre ce journal et de Gaulle. Cependant, ils se retrouvent en accord sur plus d'un point.

²⁶⁶ Moreau. « La France... », p.3.

²⁶⁷ Yves Moreau, «Le tremplin d'Erhard», *L'Humanité*, 23 novembre 1963, p.1 et 4.

par exemple la PAC et la nécessité du rapprochement franco-allemande. Le bilan que le quotidien dresse est plutôt négatif, car la manière dont de Gaulle s'y prend pour faire aboutir ses plans ne fait que détruire la confiance au sein de la Communauté et ralentit grandement le développement de la CEE.

Selon le journal communiste, l'échec est absolu, car l'Europe n'en a rien retiré de bénéfique. La guerre est favorisée par l'Élysée et les classes sociales plus pauvres sont les principales victimes de ces tractations entre impérialistes. *L'Humanité* est donc un adversaire intraitable face à de Gaulle et à son attitude vis-à-vis de la CEE.

Nous nous apercevons que ses analyses de l'impact de la politique européenne de de Gaulle sur la Communauté diffèrent grandement de celles des autres journaux. Il est intéressant de noter que *Le Figaro* et *Le Monde* ont des opinions de plus en plus discordantes et nous pouvons penser que leurs analyses s'effectuent sur des bases différentes. D'un autre côté, *L'Humanité* maintient une position très idéologique. L'évolution de la France dans la CEE viendra-t-elle confirmer notre analyse sur l'opinion que les journaux se font de la politique gaullienne?

Chapitre 5

Résultat de la politique européenne de de Gaulle pour la France

Les journaux n'ont pas seulement constaté que la politique de de Gaulle a eu un impact important sur le développement européen. Ils ont aussi considéré qu'elle avait transformé l'image de la France dans la CEE et, plus globalement, sur la scène internationale.

Nous retrouvons dans l'historiographie une documentation abondante concernant l'impact de la présidence de de Gaulle sur la France. Cet aspect est très important pour plusieurs historiens qui étudient la période gaullienne et son influence sur l'histoire française et sur l'histoire de la CEE. De plus, comme le général s'intéressait particulièrement à tout ce qui concernait la politique étrangère, les chercheurs se sont penchés sur cette question.

Les analyses sont très nuancées. D'un côté, la France retire plusieurs avantages de l'époque gaullienne, notamment sur le plan économique. La PAC est, par exemple, considérée comme une politique bénéfique pour la France.²⁶⁸ Cependant, plusieurs observateurs et historiens constatent aussi que la France se retrouve isolée sur la scène européenne à la fin des deux mandats de de Gaulle.

Pour avoir un survol plus complet de la politique étrangère de de Gaulle et de ses résultats, il faut se rapporter au livre de Maurice Vaïsse consacré à ce sujet.²⁶⁹ Il affirme que la politique menée par le général de Gaulle n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était fixés. Il démontre que les moyens dont disposait la France pour conduire

²⁶⁸ Gerbet, *La construction...*, *op.cit.*, p.221. ; Prate, *op.cit.*, p.114.

²⁶⁹ Vaïsse, *La grandeur...*, *op.cit.*, p.674 et 675.

une politique extérieure ambitieuse n'étaient pas à la hauteur des espoirs entretenus. La France, moins puissante, n'arrivait plus à faire accepter à ses partenaires une politique qui comportait, pour ces derniers, de nombreux dangers pour l'Europe. La France se retrouvait ainsi isolée à cause de la politique trop ambitieuse du président français.

Le Figaro et *Le Monde* sont nuancés dans leurs propos. Ils ne peuvent nier que l'impact de cette politique a favorisé le développement de la France, surtout sur le plan économique. Néanmoins, selon le quotidien centriste, la France a perdu son rôle de leader au sein de la CEE. Le quotidien de droite est, pour sa part, plus positif dans ses analyses que *Le Monde*. *L'Humanité* est un adversaire de la politique gaullienne et, par ce fait même, ne trouve rien d'acceptable dans cette politique. Les analyses de ce quotidien s'effectuent à deux niveaux : celui du rôle de la France dans la Guerre froide et celui de ses répercussions économiques sur les classes prolétariennes.

Une France plus forte selon *Le Figaro*

La France ressort de cette période plus forte qu'elle ne l'était au début de 1958. Pour étayer cette conclusion, le quotidien compare la France de 1964 à celle de la IV^e République. Avant la présidence de de Gaulle, le pays ne disposait pas d'une grande marge de manœuvre en Europe pour conduire une politique ambitieuse

et son économie était loin d'être florissante. En 1964, de Gaulle a libéré la France de ses entraves internationales²⁷⁰ et il l'a fait prospérer au sein de la CEE.

Nous retrouvons dans *Le Figaro* une pointe de nationalisme comme nous l'avons constaté lorsque nous avons abordé les valeurs de chaque journal en rapport avec leur vision de la CEE. Nous pouvons découvrir une analyse fondée en partie sur les gains que la France obtient en participant à la construction européenne. L'analyse de ce journal se démarque ainsi de son concurrent du centre qui replace le bilan de la politique gaullienne dans un contexte davantage lié à la CEE qu'aux seuls intérêts de la nation.

Il en ressort surtout que la France est plus forte sur le plan économique. Toute décision dans ce domaine est suivie d'effets positifs. Il y a d'abord l'entrée de la France dans le Marché commun qui suscite de nombreuses réactions. Selon *Le Figaro*, la France doit être la conseillère et le guide de l'Europe occidentale et elle doit entrer dans la CEE sans délai. En ce sens, le Plan Rueff est justifiable et constitue une victoire pour la France.²⁷¹ L'ouverture de ces frontières constitue aussi un succès car son économie profite du commerce avec les cinq autres pays et elle reçoit d'abondants investissements.²⁷² Il en est de même en ce qui concerne la PAC. La France en a retiré de grands bénéfices et a atteint tous les objectifs qu'elle s'était fixés en ce domaine.²⁷³

Nous nous apercevons que l'impact de la politique économique de de Gaulle sur la France est considéré par ce quotidien comme une manière de renforcer

²⁷⁰ Nous pensons plus particulièrement à la paix algérienne qui minait le prestige de la France dans le monde et qui alourdissait les finances françaises.

²⁷¹ André François-Poncet. «Le vœu des Européens». *Le Figaro*, 31 décembre 1958, p.1 et 10.

²⁷² Lecerf. «La mi-temps...», p.4.

²⁷³ Lecerf. «Marché commun...», p.4.

l'influence de la France en Europe. Au niveau politique, le bilan est un peu plus négatif et le journal craint que la France se retrouve isolée à l'intérieur de la Communauté à cause des méthodes brutales du général. Nous pouvons penser au Plan Fouchet ou au veto du 14 janvier 1963.

Le veto n'a pas que détruit l'esprit communautaire; il est venu près d'isoler la France des cinq autres membres de la CEE. Cette perception est présente dans de nombreux articles.²⁷⁴ Massip trace un parallèle entre cet échec et celui de la CED²⁷⁵. Il affirme que, une fois de plus, la France en porte la responsabilité.²⁷⁶ La France risque d'être isolée, car aucun pays ne voudra conclure d'entente ou s'allier avec une nation et un président qui poursuivent une politique axée sur leurs seuls intérêts nationaux. Il affirme que les pays de la CEE ne voudront pas s'associer avec une France «...dont ils jugent le langage trop rude, les manières peu diplomatiques et les ambitions assez inquiétantes.»²⁷⁷

Le bilan au niveau des relations intercommunautaires est plus négatif, car la France n'a pas su garder le rôle de guide qui était le sien. Dans ses colonnes, Paul Reynaud, redoutable adversaire de de Gaulle, assure que de Gaulle a fait perdre ce rôle à la nation au profit de l'Allemagne. Il a ainsi laissé s'envoler la seule chance de grandeur française.²⁷⁸

Malgré ces quelques craintes, le journal laisse de la période étudiée une image favorable de l'action de de Gaulle et de son impact sur le pays. Plusieurs

²⁷⁴ Roger Massip. « La dernière chance », *Le Figaro*, 18 janvier 1963, p.1 ; André François-Poncet. « Le médiateur », 21 janvier 1963, p.1 et 16.

²⁷⁵ Communauté européenne de défense qui ne vit jamais le jour, car la France refusa de la ratifier.

²⁷⁶ Massip. « La France... », p.1 et 18.

²⁷⁷ François-Poncet. « En sortant... », p.1 et 14.

²⁷⁸ Paul Reynaud. « La politique étrangère du gaullisme », *Le Figaro*, 28-29 mars 1964, p.5.

articles démontrent la grande satisfaction du journal devant les actions entreprises par l'Élysée. Il constate que la France s'intègre très bien à la CEE et qu'elle s'y développe. Ce succès pour la France est porté au crédit de de Gaulle qui a su remplir les conditions par lesquelles il a été possible d'accéder à la Communauté et de prospérer.²⁷⁹

Le quotidien en conclut que la France s'est transformée considérablement sous l'influence de la politique gaullienne. Dans un article d'août 1963, nous retrouvons un éloge enthousiaste du général de Gaulle. Nous pouvons y lire que le bilan des années de la présidence de de Gaulle est plus positif que prévu et qu'il est décrit en termes de prospérité et d'expansion.²⁸⁰ De plus, «...le nom de la France résonne tout autrement qu'il ne résonnait en fin de IV^e République. Ce redressement de prestige, cette prééminence retrouvée, ces résultats souvent et injustement obscurcis dans l'opinion par d'explicables rancœurs et par l'agacement de les entendre trop fréquemment proclamés, sont de première importance.»²⁸¹ Nous pouvons constater que *Le Figaro* demeure un partisan de de Gaulle malgré plusieurs réserves à l'égard de sa politique.

***Le Monde* considère que la France a connu une perte de prestige**

Comme nous l'avons mentionné précédemment, *Le Monde* dresse un bilan négatif du passage du général de Gaulle à la présidence en ce qui concerne la scène européenne. Nous retrouvons la même opinion à propos des répercussions de la

²⁷⁹ Aron. «Le dialogue...», p.1 et 24.

²⁸⁰ P.B.. « Sixième... », p.1 et 12.

²⁸¹ *Ibid.* p.1 et 12.

politique gaullienne sur la France. Selon ce journal, la situation française dans la Communauté est différente en 1964 de ce qu'elle était en 1958. Malgré quelques acquis intéressants, le pays a perdu le prestige qu'il possédait dans la CEE ainsi qu'à l'extérieur.

Néanmoins, avant même de dénoncer la dégradation du prestige de la France, le journal reconnaît qu'au niveau économique, il y eut une amélioration grâce aux décisions de l'Élysée. Le Plan Rueff est un succès et se retrouve au cœur des analyses du journal sur les questions économiques. Par exemple, il fait remarquer à ses lecteurs que l'industrie est en pleine expansion depuis l'entrée de la France dans le Marché commun qui a été rendue possible par le redressement économique.²⁸² Il reconnaît aussi que la place qu'occupe la France sur la scène mondiale est tout autre que celle de l'IVe République grâce aux réformes financières effectuées par son gouvernement.²⁸³ Toutefois, l'opinion du journal ne se cantonne pas seulement à cet aspect de sa présidence et, dans le domaine politique, il est plus négatif.

Les méthodes que le général emploie sont au centre des récriminations du quotidien car elles isolent la France sur la scène extérieure. *Le Monde* affirme que les idées mises de l'avant par le président ont la capacité de rallier l'ensemble de la Communauté, mais que la volonté du général d'imposer impérativement ses vues à ses partenaires lui fait perdre toutes ses chances.²⁸⁴ Personne ne contesterait la

²⁸² Pierre Drouin, « L'Allemagne s'efforce de savoir jusqu'ou la France peut aller dans la recherche d'un « modus vivendi » entre les Six et les Sept », *Le Monde*, 29-30 janvier 1961, p.7.

²⁸³ André Fontaine, « Quatre ans de diplomatie gaulliste: I- L'obsession du rang », *Le Monde*, 27 octobre, p.1 et 9.

²⁸⁴ « Les mains... », p.1.

première place de la France en Europe s'il ne la demandait avec «...tant de hauteur.»²⁸⁵.

La France, sous sa gouverne, se crée des ennemis et est isolée au sein de la Communauté. C'est la conclusion qu'en tire le quotidien. L'isolement de la France que dénonce *Le Monde* a débuté avec les modifications au Plan Fouchet. Il écrit à cette occasion que la France a créé, contre elle, un front commun des cinq autres membres de la CEE.²⁸⁶ Cette impression est accentuée grandement par l'épisode du veto français à l'adhésion britannique.

Cette décision unilatérale de de Gaulle provoque, selon *Le Monde*, un état d'isolement pour la France au sein de la Communauté. La France ne trouvera plus d'interlocuteur pour discuter de ses idées sur l'Europe. De plus, ce veto démontre que de Gaulle entretient un nationalisme exacerbé, créant ainsi le désordre au sein de la CEE et de mauvaises dispositions d'esprit chez les autres membres de la Communauté à l'égard de la France.²⁸⁷

Selon la logique du journal, cet isolement ne permet pas aux thèses françaises, malgré leur intérêt, de s'imposer autant qu'elles le devraient. En mai 1963, *Le Monde* décrit le grand rêve gaullien d'un continent indépendant des superpuissances comme une « Europe réduite en fin de compte à l'hexagone puisque personne au-dehors ne reprend les thèses françaises...»²⁸⁸ Cette phrase nous démontre que le quotidien conçoit que l'attitude du général plus que ses idées

²⁸⁵ *Ibid.*, p.1.

²⁸⁶ André Fontaine. «Les ministres des affaires étrangères des Six se réunirent le 20 mars à Luxembourg». *Le Monde*. 10 mars 1962, p.18.

²⁸⁷ Pierre Drouin, « Les trois thèmes de la politique française et les trois «points de passage» vers le Traité de Rome », *Le Monde*. 16 janvier 1963, p.1 et 3.

²⁸⁸ « L'Europe de... », p.1.

entraîne un préjudice à la France en l'empêchant d'évoluer en harmonie avec le reste de la Communauté.

Dans l'ensemble, *Le Monde* milite pour une attitude positive et constructive qui permettrait à la France de participer activement à la construction européenne. La nation se doit d'utiliser son influence traditionnelle pour faire avancer la cause communautaire. Cependant, il constate que cette influence se perd lentement et inexorablement à cause de la politique menée par le général de Gaulle. Le journal tente alors de prévenir de Gaulle avant qu'il ne s'engage davantage dans une voie de plus en plus dangereuse à long terme. «Le jeu particulier mené par la diplomatie gaulliste risque à la longue de faire perdre à la France son crédit et son influence dans les affaires mondiales. Il lui faut défendre des conceptions et s'engager dans des entreprises qui répondent aux besoins d'un monde nouveau de plus en plus soumis à la loi de l'interdépendance. Or ce monde exige que se multiplient les associations et les coopérations...»²⁸⁹

Selon ce journal, la politique gaullienne à l'égard de l'Europe n'annonce rien de positif pour l'avenir. Bien que la France en ait retiré plusieurs bénéfices sur le plan économique, les décisions présidentielles ont aussi eu comme effet d'isoler la France et de lui faire perdre sa crédibilité dans la Communauté, crédibilité qu'elle aurait pu utiliser pour influencer l'avenir de la CEE et de l'Europe occidentale.

À l'opposé du *Figaro*, *Le Monde* ne termine pas son analyse des premières années de la présidence gaullienne sur une note positive, mais plutôt par un sentiment négatif à son endroit et par une attitude sceptique vis-à-vis de l'avenir

²⁸⁹ Schwoebel. «L'isolement...», p.1 et 2.

communautaire. Néanmoins, son opposition à la politique gaullienne n'est pas aussi catégorique que celle de *L'Humanité* qui affirme que de Gaulle a eu un impact catastrophique sur le pays.

Une présidence à l'opposé des véritables intérêts français

Nous avons perçu, au chapitre précédent, un journal communiste qui ne portait pas une grande attention à l'impact de la politique gaullienne sur la CEE car il rejetait toute institution communautaire. Nous retrouvons une analyse beaucoup plus fournie en ce qui concerne l'impact sur la France des actions de de Gaulle. Une France dont *L'Humanité* tente de préserver l'intégrité et les intérêts.

Nous retrouvons dans ce journal une analyse qui procède sur deux axes différents. Le premier concerne la France extérieure, c'est-à-dire la France sur la scène mondiale et le maintien de ses intérêts face aux pays étrangers. Le deuxième axe est celui de la France intérieure ou les répercussions de la politique économique gaullienne sur le peuple et, plus précisément, sur les classes défavorisées suivant la logique de la lutte des classes.

Débutons par la perception qu'a *L'Humanité* de la politique européenne de de Gaulle et de son impact sur la position de la France en Europe et dans le monde. Cette politique est catastrophique à plusieurs niveaux. Elle augmente la dépendance de la France envers les États-Unis et l'Allemagne; elle crée de l'insécurité pour le pays; et elle perpétue la Guerre froide, contraire aux intérêts français qui résident dans la détente et la coexistence pacifique.

La première préoccupation de *L'Humanité* tout au long des années de la présidence gaullienne est de s'assurer que la France ne tombe pas dans un état de dépendance vis-à-vis des pays tiers et, en premier lieu, des États-Unis et de l'Allemagne. Bien avant que de Gaulle gouverne la France, le quotidien souhaite que l'adhésion au Marché commun, si elle ne peut être évitée, ne s'effectue pas à l'encontre de la souveraineté française dans le domaine économique et politique.²⁹⁰ Toutefois, il ne considère pas que la politique de de Gaulle soit le moyen de préserver cette indépendance.

Tout au long de la période étudiée, *L'Humanité* déplore cette dépendance. La profession de foi de l'Élysée envers la construction de l'Europe, appendice du Pacte atlantique, réduit son indépendance à une simple autonomie dans la vaste coalition antisoviétique.²⁹¹ Il y a un décalage entre les possibilités limitées de la France dans le monde et ce qu'elle pourrait vraiment accomplir en tant que pays souverain. Le meilleur exemple de ces critiques provient de la signature du Traité de l'Élysée. Depuis la signature de ce traité, de Gaulle apparaît à ce journal comme un homme qui n'est plus maître de ces décisions et qui est « ligoté » face aux dirigeants allemands. Ce sont ces derniers qui apparaissent comme les véritables porte-parole de cette alliance.²⁹²

Nous retrouvons aussi comme conséquence de la politique de de Gaulle après le veto de janvier 1963 et l'alliance avec la RFA, l'isolement de plus en plus évident de la France. Ces deux décisions ont provoqué une crise avec les pays de la

²⁹⁰ Vidal. «Marché commun...», p.3.

²⁹¹ Courtade. «Une comédie...», p.1.

²⁹² Yves Moreau, «Une forte dose de ruse», *L'Humanité*, 17 mai 1963, p.3. ; Yves Moreau, « De Gaulle à Bonn. La désastreuse alliance », *L'Humanité*, 4 juillet 1963, p.3.

Communauté ainsi qu'avec les pays du bloc de l'Est qui met la nation dans un état de disgrâce.²⁹³

La conséquence la plus grave aux yeux de *L'Humanité* est cependant l'insécurité que provoquent les décisions de de Gaulle dans le contexte de la Guerre froide. La politique présidentielle de 1958 à 1964 augmente l'insécurité de la France et menace la paix qui est, pour le quotidien, une priorité. À de nombreuses reprises, nous retrouvons ces critiques qui affirment que de Gaulle agit contre la paix.²⁹⁴ Le rapprochement franco-allemand en est un bon exemple.

La RFA est considérée par le journal communiste comme un bastion de réactionnaires et d'anciens nazis qui ont pour but de perpétuer la Guerre froide pour augmenter leur influence dans le monde occidental et reconstituer ainsi leur armement. En s'associant avec l'Allemagne de l'Ouest, de Gaulle a tourné le dos à la détente, au désarmement et à la coexistence pacifique.²⁹⁵ Le Traité de l'Élysée, dans ce sens, est associé à un traité de guerre.²⁹⁶ Le quotidien fait remarquer que, depuis la signature de ce traité, de Gaulle multiplie les discours et les propos guerriers et antisoviétiques.²⁹⁷ Nous constatons que, pour le journal communiste, l'image de la France dans le monde s'insère directement dans la lutte entre les deux blocs antagonistes.

La politique gaullienne entraîne aussi des répercussions sur le peuple français. Les grands perdants de la politique gaullienne, favorable au Marché

²⁹³ Moreau, «La France...», p.3. ; Yves Moreau, «La grande perdante», *L'Humanité*, 30 janvier 1963 p.1.

²⁹⁴ René Andrieu, «Le dernier des Mohicans», *L'Humanité*, 2 décembre 1959, p.1. ; Moreau, «De Gaulle chez...», p.4.

²⁹⁵ *Ibid.*, p.4.

²⁹⁶ Yves Moreau, «Bonn parle au nom de la France», *L'Humanité*, 1^{er} avril 1963, p.3.

²⁹⁷ Yves Moreau, «Harangues revanchardes à Stuttgart», *L'Humanité*, 5 juin 1963, p.3.

commun. sont les classes laborieuses. L'entrée de la France dans la CEE est considérée comme un désastre. car les prolétaires et les petits cultivateurs y font figure d'otages dans les tractations entre les impérialistes.

L'exploitation plus grande des classes laborieuses est une conséquence directe de la décision de de Gaulle de participer activement à la CEE. Comme la Communauté est une Europe des trusts. les capitalistes se livrent une lutte pour le contrôle des marchés et les ouvriers ainsi que les agriculteurs servent à renforcer le potentiel des grandes entreprises par une baisse de leur condition d'existence. «Les conditions de vie des ouvriers et de toutes les couches laborieuses du pays sont toujours plus dégradées tandis que les profits des monopoles augmentent. Le Marché commun européen frappe les ouvriers, les commerçants et artisans, la paysannerie. Il atteint toute l'économie française.»²⁹⁸

La concurrence étrangère qui s'accroît suite au désarmement douanier mécontente aussi *L'Humanité*. Les travailleurs doivent affronter la concurrence étrangère sur leur territoire sans contrepartie pour leurs produits dans les autres pays ou sans soutien du gouvernement français.²⁹⁹ Il y a un lien direct entre les décisions gaulliennes et la dégradation des conditions de la classe ouvrière et paysanne. Les effets de cette politique économique se traduisent par des licenciements pour les ouvriers et des expropriations pour la paysannerie.³⁰⁰

L'Humanité se penche aussi sur la situation économique de la France. jugée catastrophique. Le journal critique la plupart des décisions gaulliennes et, en premier lieu. les mesures économiques du Plan Rueff. La dévaluation frappe durement les

²⁹⁸ «Déclaration du Bureau politique du PCF», *L'Humanité*, 5 janvier 1962, p.1.

²⁹⁹ Moreau. «Le Marché commun...», p.3. ; Kahn, «Marché commun...», p.4.

³⁰⁰ Kahn. «Echec...», p.4.

moins nantis. Le journal impute à de Gaulle tout ce qu'il considère néfaste dans ce domaine comme la baisse des prix agricoles.

Le quotidien constate que l'entrée dans la CEE ne s'est pas accompagnée des bienfaits que le gouvernement avait promis. Il n'y a ni d'expansion économique ni baisse du coût de la vie. Huit millions de paysans devront quitter leurs terres. De plus, les décisions économiques aggravent la situation dans les régions françaises les plus déshéritées.³⁰¹ En mai 1962, le journal prévoit que de Gaulle provoquera l'épuisement du pays et de son économie.³⁰²

C'est dans un article de la fin de 1964 que nous retrouvons le meilleur bilan que *L'Humanité* effectue de la présidence de de Gaulle en matière d'économie. L'augmentation des échanges intra-communautaires crée une dépendance plus grande face au marché européen, cristallise et renforce les inégalités régionales et conduit à une concurrence anarchique où les monopoles se renforcent au détriment de la masse populaire.³⁰³ Il n'y a aucun point positif dans le bilan que dresse ce quotidien. Au contraire, le peuple français ne retire aucun bénéfice de la politique gaullienne à l'égard de la CEE.

Comme nous avons pu le constater, le domaine économique prend une plus grande place dans les lignes de ce journal que l'impact des décisions de de Gaulle sur la CEE. Comme il rejette la Communauté, élément d'un capitalisme rétrograde et réactionnaire, il se concentre davantage sur les effets que produit le choix d'adhérer à la Communauté sur les conditions de vie du peuple français. Cette analyse s'effectue naturellement sur les bases idéologiques de la lutte des classes.

³⁰¹ Kahn. «Marché commun...», p.4.

³⁰² Raymond Guyot, «Pour une véritable politique nationale», *L'Humanité*, 17 mai 1962, p.1.

³⁰³ Fernand Nicolon. «Marché commun, huitième année», *L'Humanité*, 30 décembre 1964, p.4.

L'analyse de l'attitude des trois quotidiens concernant l'impact de la politique européenne de de Gaulle sur la France confirme les conclusions du chapitre précédent. Nous retrouvons un refroidissement des ardeurs partisans du *Figaro*, un glissement dans l'opposition du *Monde* et le maintien d'un bilan négatif en ce qui concerne *L'Humanité*.

Nous pouvons constater que les journaux jettent, sur cette question, des regards différents. Les deux premiers quotidiens analysent ce sujet en rapport avec l'évolution positive ou non de la CEE. Ils se demandent si la France, sous l'action de de Gaulle, a la capacité de travailler harmonieusement à la construction européenne et quels sont son rôle et sa situation à l'intérieur de la Communauté. Toutefois, leurs conclusions diffèrent quelque peu. *Le Figaro* accepte plus facilement les écarts de conduite du général et ses opinions s'accordent mieux avec les conceptions du général.

L'Humanité, de son côté, ne se concentre pas sur la CEE lorsqu'il examine la situation de la France, car il est persuadé qu'elle n'apporte rien aux pays et à son peuple. Il recourt au point de vue national et s'interroge sur l'impact de cette politique européenne sur la masse française. Il insère aussi ses analyses dans le contexte idéologique de la Guerre froide, c'est-à-dire le combat entre le communisme et le capitalisme. De Gaulle apparaît comme un instigateur de la Guerre froide.

Dans l'ensemble, les journaux maintiennent une certaine logique dans leurs opinions. Chaque journal analyse ce qui est meilleur pour la France en partant de ses

propres attentes. Les deux premiers comparent les résultats de sept ans de pouvoir à leur volonté de voir naître une communauté européenne intégrée. Pour leur concurrent de gauche, cette politique est rejetée au profit du remplacement d'une société européenne réactionnaire et dépassée par un nouveau monde chargé des espoirs de l'humanité et qui serait l'aboutissement inévitable du processus historique.

Conclusion

A priori, nous aurions pu penser que les trois journaux étudiés dans ce mémoire ont une opinion bien définie du général de Gaulle et qu'ils analysent sa politique européenne en conséquence. Toutefois, les recherches effectuées nous démontrent le contraire. Chacun a sa conception de ce qu'ils souhaitent pour l'avenir de l'Europe et juge la politique gaullienne par rapport à cette finalité. *Le Figaro* et *Le Monde* ambitionnent une Europe communautaire où les peuples s'associeraient dans le but de faire régner la paix et de créer les conditions économiques nécessaires pour élever le niveau de vie des peuples. *L'Humanité* veut aussi la coexistence pacifique, mais celle-ci passe par une Europe communiste où les classes sont abolies et où toutes les forces réactionnaires disparaissent.

L'argumentation des journaux repose plus sur leurs conceptions de l'Europe que sur Charles de Gaulle. La priorité des trois quotidiens est de s'assurer que l'Europe se dirige dans la voie qui est considérée comme la meilleure pour elle. La politique gaullienne est alors dénoncée ou encouragée selon qu'elle favorise ou non ce développement.

Pour illustrer ces propos, référons-nous au chapitre sur les questions économiques. Le quotidien de droite et celui du centre ne s'opposent pas à la politique de l'Élysée. Au contraire, le Plan Rueff, l'accélération du désarmement douanier et la Politique agricole commune sont trois succès qui permettent à la CEE d'évoluer normalement et de se développer rapidement. Les décisions prises par de Gaulle n'entraînent pas, selon ces deux journaux, de conséquences néfastes à plus ou

moins long terme pour l'Europe. Malgré quelques hésitations à propos du ton que de Gaulle utilise pour faire accepter la PAC, *Le Figaro* et *Le Monde* n'y voient qu'un succès favorisant la Communauté.

L'Humanité ne se réjouit pas de ces trois grandes politiques. La CEE, présentée comme une entreprise réactionnaire, impérialiste et favorable aux inégalités sociales, est à l'opposé de ce que recherchent les communistes, c'est-à-dire une société européenne sans classe où tous sont égaux. Les décisions gaulliennes qui renforcent cette Communauté ne peuvent pas trouver d'écho favorable dans le quotidien et elles sont vivement dénoncées.

Les questions politiques sont plus nuancées et plus complexes. Les deux quotidiens n'ont pas la même opinion de la politique gaullienne dans ce domaine. Ils sont d'accord avec quelques grandes idées du général, comme le besoin d'une union politique et le rapprochement franco-allemand, mais ils s'opposent à lui sur d'autres aspects comme la supranationalité et le veto à l'adhésion de la Grande-Bretagne.

Toutefois, le ton souvent agressif du général et ses décisions unilatérales sont perçus comme un obstacle au bon développement de la construction européenne. Les deux journaux sont d'accord avec de Gaulle quand il énonce la plupart de ses idées, mais ils s'éloignent de lui lorsque certaines actions affectent les rapports intra-communautaires et l'esprit de solidarité de la CEE. Dans ce domaine, les journaux flottent entre une attitude conciliante envers de Gaulle et une opposition à plusieurs de ses politiques.

Cette dichotomie que nous retrouvons démontre que les journaux ne sont pas confinés à une seule opinion sur la politique gaullienne. *Le Monde* est toutefois plus

sévère et il se retrouve, à la fin de l'époque étudiée, dans l'opposition au général de Gaulle. *Le Figaro*, par ses positions traditionnelles de droite, plus près des positions du président, a su équilibrer ses opinions entre son désaccord avec les décisions controversés et néfastes pour la CEE, comme le veto à la Grande-Bretagne, et le bilan somme toute positive de la présidence gaullienne.

Du côté de *L'Humanité*, toute l'orientation politique de la présidence gaullienne est qualifiée de réactionnaire. Dans ce quotidien, la CEE est associée aux ennemis de la classe ouvrière, ceux qui visent à empêcher la révolution. Toutes les actions de de Gaulle ayant pour but l'organisation de la Communauté sont, dans cette perspective, nuisibles. Toutefois, la politique de de Gaulle dans ce domaine est peu analysée par le journal communiste, car la Communauté ne constitue qu'un élément parmi tant d'autres de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest. Les analyses de ce quotidien s'effectuent à partir du contexte de la Guerre froide à laquelle la CEE est soumise.

La perception des conséquences de la politique européenne de de Gaulle sur l'avenir de l'Europe et de la France confirme notre hypothèse de départ. Les journaux jugent la présidence de de Gaulle et sa politique européenne à la lumière de leurs opinions sur le devenir du continent. Ces opinions peuvent être comprises sur une base idéologique.

Le quotidien de droite et celui du centre s'inspirent du libéralisme. La CEE est perçue comme une institution visant la libéralisation du commerce en Europe ainsi que la création d'un organe supranational. Elle représente le modèle à atteindre pour ces deux journaux. *L'Humanité* est le quotidien le plus idéologique des trois.

Organe de presse du PCF, il défend l'idéologie communiste. Il dénonce l'inégalité des classes, le caractère belliciste de l'Occident et de la Communauté ainsi que toute tentative d'empêcher l'évolution de la société vers un monde sans classes. Nous remarquons tout au long de la lecture des trois journaux que l'idéologie intervient souvent dans ses jugements à propos de de Gaulle. Empêche-t-il la société libérale ou communiste de se mettre en place en Europe? Cette question revient régulièrement de 1958 à 1964.

La conception de l'avenir de l'Europe des quotidiens est aussi façonnée par le contexte historique et politique de l'époque. Les deux guerres mondiales ont suscité le désir, chez *Le Figaro* et *Le Monde*, de créer une communauté où les peuples pourraient vivre en paix. *L'Humanité* et *Le Figaro* sont aussi influencés par la Guerre froide. Le premier tend à démontrer que la CEE est un élément qui favorise la Guerre froide et le deuxième estime qu'elle est une institution susceptible de protéger l'Europe occidentale de la menace du bloc de l'Est. En ce sens, la politique de de Gaulle vient s'insérer dans ces analyses idéologiques et contextuelles et s'accorde ou non avec celles-ci. Chaque décision du président français doit correspondre aux opinions des journaux pour être jugée valable. Dans le cas contraire, elle est rejetée.

Nous constatons que les journaux de droite et du centre peuvent aussi bien approuver que dénoncer la politique européenne de de Gaulle. Ils analysent celle-ci au cas par cas. *L'Humanité*, au contraire, ne peut pas être favorable à la présidence gaullienne dans ces années, car les choix de de Gaulle ne s'accordent pas avec son idéologie et le contexte international dans lequel il puise son argumentation.

Toutefois, la période d'après 1964 entraîne une évolution des trois journaux. Nous pouvons penser avec raison que la « crise de la chaise vide » de 1965, le deuxième refus de l'adhésion britannique et « l'Affaire Soames » ont des répercussions dans *Le Figaro* et *Le Monde*. Le premier s'oppose de plus en plus à la politique du général et le deuxième se sent justifié dans son opposition au président. En effet, ces politiques ont affaibli davantage le lien de confiance entre les différents membres de la CEE.

Dans le cas du journal communiste, l'évolution est dans le sens inverse. Les décisions de de Gaulle ébranlent la Communauté et *L'Humanité* ne peut que s'en réjouir. De plus, la politique extérieure de désengagement de l'OTAN ainsi que sa condamnation de la guerre au Vietnam entraînent un certain degré de satisfaction chez les communistes et *L'Humanité* atténue sa critique du président.

La période de 1958 à 1964 est propice à la construction européenne, surtout sur le plan économique. Les trois quotidiens sont soit des partisans soit des ennemis de la CEE. Ils analysent la période de de Gaulle et sa politique européenne à travers leur propre conception de ce que devrait devenir l'Europe. *Le Figaro* est demeuré un partisan de de Gaulle car la CEE s'est tout de même développée, même si certains moyens utilisés par celui-ci ne correspondent pas aux idées de solidarité du journal. Ce quotidien est plus proche du président. Il n'a pas basculé dans l'opposition, comme l'a fait *Le Monde*.

Ce dernier se retrouve dans l'opposition en 1964. Il approuve la politique économique de de Gaulle, mais les décisions du président en matière de relations intra-communautaires lui font perdre l'appui de ce quotidien. Opposé à toute idée

d'hégémonie nationale. *Le Monde* perçoit dans les relations extérieures qu'entretient le président une volonté nationaliste de diriger la CEE. Loin de sa conception initiale, il ne peut que constater un ralentissement de la construction à cause de la politique tranchée du président français.

L'Humanité s'oppose à toutes les décisions concernant l'Europe, sauf celles à propos de la supranationalité. Ayant une idéologie selon laquelle l'évolution du monde ne peut se faire que dans une seule voie, tout ce qui ne concorde pas avec cette idée est rejeté. De Gaulle est perçu comme un réactionnaire, un allié des capitalistes et un militariste. Tous ces qualificatifs représentent ce que les communistes ne cessent de combattre. Le quotidien se doit de lutter contre toutes les décisions provenant de l'Élysée.

Il reste encore beaucoup de recherche à effectuer sur la perception des journaux de la présidence gaullienne. Nous pouvons penser à la période qui n'est pas couverte par cette étude, c'est-à-dire les années de 1965 à 1969. Ce que nous retenons c'est que, loin de partir d'une opinion sur de Gaulle, les quotidiens ont plutôt une position sur le devenir de l'Europe à partir de laquelle ils le jugent.

Bibliographie

Sources

Commission de la Communauté économique européenne. *Rapport général sur l'activité de la CEE*. Bruxelles, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1958 à 1965. 8 volumes.

Le Figaro (Paris), janvier 1958 à décembre 1964.

L'Humanité (Paris), janvier 1958 à décembre 1964.

Le Monde (Paris), janvier 1958 à décembre 1964.

Guides et répertoires bibliographiques

Bossuat, Gérard. *Histoire des constructions européennes au XX^e siècle: bibliographie thématique commentée des travaux français*. Berne et New-York, P.Lang, 1994. 106p.

Gerbet, Pierre. *La France et l'intégration européenne: essai d'historiographie*. Berne et New-York, P. Lang, 1995. 165p.

Institut Charles de Gaulle. *Nouvelle bibliographie internationale sur Charles de Gaulle 1980-1990*. Paris, Plon, 1990. 358p.

Kujath, Karl. *Bibliographie sur l'intégration européenne*. Bonn, Europa Union Verlag, 1977. 777p.

Dictionnaires et encyclopédies spécialisés

Bossuat, Gérard et Pierre Gerbet. *Dictionnaire historique de l'unité européenne*. Bruxelles, Éditions Complexe, 2002. 1000p.

Northcutt, Wayne. *Historical Dictionary of the French Fourth and Fifth Republics 1946-1991*. New-York, Greenwood Press, 1992. 527p.

Rioux, J-P. et J-F. Sirinelli. *La France d'un siècle à l'autre : 1914-2000*. Paris, Hachette, 1999. 979p.

Sirinelli, J-F. et D. Couty. *Dictionnaire de l'histoire de France*. Paris, Armand Colin, 1999. 2 volumes.

Urwin, Derek. *Dictionary of European History and Politics since 1945*. Londres et New-York, Longman, 1996. 423p.

Mémoires

Couve de Murville, Maurice. *Une politique étrangère, 1958-1969*. Paris, Plon, 1971. 494p.

Debré, Michel. *Trois Républiques pour une France, mémoires T.3: Gouverner 1958-1962*. Paris, Albin Michel, 1988. 478p.

Gaule, Charles de. *Mémoires d'espoir*. Paris, Plon, 1970-71. 2 volumes.

Marjolin, Robert. *Le travail d'une vie: Mémoires 1911-1986*. Paris, Éditions Robert Laffont, 1986. 445p.

Ouvrages généraux

Bell, P.M.H. *France and Britain 1940-1994: The Long Separation*. Londres et New-York, Longman, 1997. 320p.

Bellanger, Claude et al. *Histoire générale de la presse française de 1958 à nos jours*. Paris, PUF, 1976. 550p.

Berstein, Serge. *La France de l'expansion T.1: La république gaullienne 1958-1969*. Paris, Éditions du Seuil, 1989. 380p.

Berstein, Serge. *Histoire du gaullisme*. Paris, Perrin, 2001. 569p.

Berstein, S. et P.Milza. *Histoire de la France au XX^e siècle T.4: 1958-1974*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1990-1995. 393p.

Berthaud, Claude. *Le Marché commun*. Paris, Masson, 1991. 335p.

Beuve-Méry, Hubert. *Onze ans de règne 1958-1969*. Paris, Flammarion, 1994. 413p.

Binoche, Jacques. *De Gaulle et les Allemands*. Paris, Éditions Complexe, 1990. 220p.

Bozo, Frédéric. *La politique étrangère de la France depuis 1945*. Paris, Éditions la Découverte, 1997. 123p.

Bruneteau, Bernard. *Histoire de l'unification européenne*. Paris, Armand Colin, 1996. 236p.

Calleo, David P. *Rethinking Europe's Future*. Princeton, Princeton University Press, 2001. 381p.

Carmoy, Guy de. *Les politiques étrangères de la France 1944-1966*. Paris, La Table ronde, 1967. 519p.

Cogan, Charles G. *Charles de Gaulle: A Brief Biography with Documents*. New-York, St. Martin's Press, 1996. 243p.

Cook, Don. *Charles de Gaulle*. New-York, G.P. Putnam's Sons, 1983. 432p.

Crawley, Aidan. *De Gaulle*. Indianapolis et New-York, The Bobbs-Merrill Company, 1969. 510p.

Crozier, Brian. *De Gaulle*. Londres, Eyre Methuen, 1973. 2 volumes.

Dansette, Adrien. *Histoire des présidents de la République*. Paris, Plon, 1981. 431p.

De la Gorce, P.-M. et A.-D. Schor. *La politique étrangère de la V^e République*. Paris, PUF, 1992. 127p.

Dulphy, Anne. *La politique extérieure de la France depuis 1945*. Paris, Éditions Nathan, 1994. 128p.

Fabre, P. et D. Fabre. *Histoire de l'Europe au XX^e siècle: 1945-1974 (2e partie)*. Bruxelles, Éditions Complexe, 1995. 276p.

Gerbet, Pierre. *La construction de l'Europe*, 2^e éd. Paris, Imprimerie nationale, 1999. 617p.

Gilbert, Mark. *Surpassing Realism: The Politics of European Integration since 1945*. Oxford, Rowman and Littlefield Pub., 2003. 277p.

Gozart, Gilles. *De Gaulle face à l'Europe*. Paris, Plon, 1976. 192p.

Grosser, Alfred. *La politique extérieure de la V^e République*. Paris, Éditions du Seuil, 1965. 190p.

Guillauma, Yves. *La presse en France*. Paris, Éditions La Découverte, 1988. 128p.

Groeben, Hans von der. *Combat pour l'Europe: La construction de la Communauté économique européenne de 1958 à 1966*. Bruxelles, Commission des Communautés européennes, 1985. 308p.

Hallstein, Walter. *L'Europe inachevée*. Paris, Robert Laffont, 1970. 341p.

Helmont, Jacques van. *Options européennes 1945-1985*. Bruxelles, Commission des Communautés européennes, 1986. 186p.

Jardin, Pierre et Adolf Kimmel. *Les relations franco-allemandes depuis 1963*. Paris, La Documentation française, 2001. 539p.

Jeanneney, Jean-Noël. *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste*. Paris, Éditions du Seuil, 1979. 383p.

Lacouture, Jean et Roland Mehl. *De Gaulle ou l'éternel défi*. Paris, Éditions du Seuil, 1988. 519p.

Lecerf, Jean. *Histoire de l'unité européenne*. Éditions Gallimard, 1965-1975. 2vol.

Ledwidge, Bernard. *De Gaulle*. Paris, Flammarion, 1984. 464p.

Massip, Roger. *De Gaulle et l'Europe*. Paris, Flammarion, 1963. 204p.

Molchanov, Nikolai. *General de Gaulle: His Life and Work*. Moscou, Progress Publishers, 1985. 400p.

Moreau Defarges, Philippe. *La France dans le monde au XX^e siècle*. Paris, Hachette, 1994. 162p.

Olivi, Bino. *L'Europe difficile: histoire politique de la Communauté européenne*. Paris, Gallimard, 1998. 799p.

Peyrefitte, Alain. *C'était de Gaulle*. Paris, Éditions de Fallois, Fayard, 1994-2000. 3 volumes.

Pinder, John. *European Community: the Building of a Union*. Oxford, Oxford University Press, 1995. 277p.

Poidevin, Raymond. *Les relations franco-allemandes 1815-1975*. Paris, Armand Colin, 1977. 373p.

Reynaud, Paul. *La politique étrangère du gaullisme*. Paris, R. Julliard, 1964. 269p.

Roussel, Éric. *Charles de Gaulle*. Paris, Gallimard, 2002. 1032p.

Shennan, Andrew. *De Gaulle*. Londres et New-York, Longman, 1993. 190p.

Soutou, Georges-Henri. *Les articles de politiques internationales dans le Figaro de 1947 à 1977*. Paris, Éditions de Fallois, 1990-1997. 3 volumes.

- Tacel, Max. *La France et le monde au XX^e siècle*. Paris, Masson, 1989. 285p.
- Texier, Jean C. *La presse quotidienne française*. Paris, Armand Colin, 1974. 312p.
- Teyssier, Arnaud. *La V^e République 1958-1995: De de Gaulle à Chirac*. Paris, Pygmalion, 1995. 557p.
- Thibau, Jacques. *Le Monde 1944-1996: Histoire d'un journal*. Paris, Plon, 1996. 539p.
- Touchard, Jean. *Le Gaullisme 1940-1969*. Paris, Éditions du Seuil, 1978. 381p.
- Toulemon, Robert. *La construction européenne: histoire, acquis, perspectives*. Paris, Éditions de Fallois, 1994. 288p.
- Urwin, Derek W. *A Political History of Western Europe since 1945*. Londres et New-York, Longman, 1997. 361p.
- Urwin, Derek W. *The Community of Europe: A History of European Integration since 1945*. Londres et New-York, Longman, 1995. 292p.
- Viansson-Ponté, Pierre. *Histoire de la République gaullienne*. Paris, Fayard, 1971. 2 volumes.
- Zorgbibe, Charles. *La construction politique de l'Europe 1946-1976*. Paris, PUF, 1978. 189p.
- Zorgbibe, Charles. *Histoire de la construction européenne*. Paris, PUF, 1993. 376p.

Monographies

- Bahu-Leyser, Danielle. *De Gaulle, les Français et l'Europe*. Paris, PUF, 1981. 259p.
- Bange, Oliver. *The EEC Crisis of 1963: Kennedy, Macmillan, de Gaulle and Adenauer in Conflict*. New-York, St.Martin's Press, 2000. 291p.
- Bloes, Robert. *Le «Plan Fouchet» et le problème de l'Europe politique*. Bruges, Collège d'Europe, 1970. 542p.
- Bossuat, Gérard. *L'Europe des Français*. Paris, Les Publications de la Sorbonne, 1996. 421p.
- Cerny, Philip G. *Une politique de grandeur*. Paris, Flammarion, 1986. 342p.

Chalaby, Jean K. *The de Gaulle Presidency and the Media*. Houndmills, Palgrave Macmillan, 2002. 248p.

Chopra, H.S. *De Gaulle and European Unity*. New-Delhi, Abhinav Publications, 1974. 347p.

De Ménil, Lois Pattison. *Who Speaks for Europe?: The Vision of Charles de Gaulle*. Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1977. 232p.

Dreyfus, François-G. *De Gaulle et le gaullisme*. Paris, PUF, 1982. 323p.

Eveno, Patrick. *Le Monde: Histoire d'une entreprise de presse 1944-1995*. Paris, Éditions Le Monde, 1996. 539p.

Eveno, Patrick. *Le Journal Le Monde : une histoire d'indépendance*. Paris, Éditions Odile Jacob, 2001. 295p.

Finkeldei, Annie. *Histoire et idéologie du journal le Monde*. Aachen, Shaker, 1993. 272p.

Gladwin, HM. *De Gaulle's Europe, or why the General says no*. Londres, Secker and Warburg, 1969. 168p.

Kolodziej, Edwards A. *French International Policy under de Gaulle and Pompidou: The Politics of Grandeur*. Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1974. 618p.

Lacouture, Jean. *De Gaulle T.3: 1959-1970 - Le souverain*. Paris, Éditions du Seuil, 1984-86. 870p.

Maillard, Pierre. *De Gaulle et l'Allemagne: Le rêve inachevé*. Paris, Plon, 1990. 321p.

Maillard, Pierre. *De Gaulle et l'Europe: Entre la nation et Maastricht*. Paris, J. Tallandier, 1995. 370p.

Moravcsik, Andrew. *The Choice for Europe : Social Purpose and State Power from Messina to Maastricht*. Ithaca, Cornell University Press, 1998. 514p.

Morse, Edwards L. *Foreign Policy and Interdependence in Gaullist France*. Princeton, Princeton University Press, 1973. 337p.

Prate, Alain. *Quelle Europe?* Paris, Julliard, 1991. 438p.

Serfaty, Simon. *France, de Gaulle and Europe*. Baltimore, The Johns Hopkins Press, 1968. 176p.

Soutou, Georges-Henri. *L'alliance incertaine: Les rapports politico-stratégiques franco-allemands (1954-1996)*. Paris, Fayard, 1996. 497p.

Vaïsse, Maurice. *La grandeur: Politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*. Paris, Fayard, 1998. 726p.

Weisenfeld, Ernst. *Quelle Allemagne pour la France?* Paris, Armand Colin, 1989. 246p.

Articles et chapitres d'ouvrages collectifs

Bariety, Jacques. « De Gaulle, Adenauer et la genèse du Traité de l'Élysée du 22 janvier 1963 » dans Institut Charles de Gaulle. *De Gaulle en son siècle T.5: L'Europe*. Paris, Plon, 1992. p. 352 à 364.

Boegner, Jean-Marc. « Les principes de la politique européenne du général de Gaulle ». Dans Institut Charles de Gaulle. *De Gaulle en son siècle T.5 : L'Europe*, Paris, Plon, 1992, pp.66 à 71.

Bloch, Charles. « De Gaulle et l'Allemagne » dans Barnavie, É. et S. Friedländer. *La politique étrangère du général de Gaulle*. Paris, PUF, 1985. p.112 à 136.

Charon, Jean-Marie. « 1958-1968: divorce avec la presse? » dans Alain Plantey dir. *De Gaulle et les Médias*, Paris, Plon et Fondation Charles de Gaulle, 1994. p. 162 à 172.

Delorme, Hélène. « La France et le Marché commun agricole » dans Rideau, Joël dir. *La France et les Communautés européennes*. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence. 1975. p. 609 à 634.

Ferro, Marc. « La presse, la radio et la télévision » dans Rideau, Joël dir. *La France et les Communautés européennes*. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1975. p. 253 à 279.

Gabriel, Robin. « État, souveraineté et grand ensemble » dans Fondation Charles de Gaulle. *Charles de Gaulle et la Nation*. Paris, F-X de Guibert, 2000. p. 225 à 231.

Gerbet, Pierre. « Le rôle du couple franco-allemand dans la création et le développement des communautés européennes » dans Ménudier, Henri dir. *Le couple franco-allemand en europe*. Asnières, Publication de l'Institut d'Allemand, 1993. p.27 à 58.

Guldner, Erwin. « Le Traité de l'Élysée et la coopération franco-allemande en matière de défense ». *Stratégique*, no.41/1. 1989, p.133 à 149.

Keeler, John T.S. «De Gaulle et la politique agricole commune de l'Europe: Logique et héritage de l'intégration nationaliste» dans Institut Charles de Gaulle. *De Gaulle en son siècle T.5: L'Europe*. Paris, Plon, 1992. p. 155 à 167.

La Serre, Françoise de. «La Communauté Économique Européenne et la crise de 1965». *Revue française de science politique*, volume 21, no.2, avril 1971, p. 402 à 420.

La Serre, Françoise de. «De Gaulle et la candidature britannique aux communautés européennes». *Histoire, économie et société*, volume 13, no.1, 1994, p.131 à 142.

La Serre, Françoise de. « La France et l'élargissement des Communautés: La candidature britannique» dans Rideau, Joël dir. *La France et les Communautés européennes*. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence 1975. pp. 743 à 774.

La Serre, F. de et H. Wallace. «La dimension européenne: Conflits et convergences» dans La Serre, F. de, J. Leruez et H. Wallace. *Les politiques étrangères de la France et de la Grande-Bretagne depuis 1945*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990. pp. 127 à 164.

Loth, Wilfred. « Pour une nouvelle lecture de la politique européenne de de Gaulle» dans Institut Charles de Gaulle. *De Gaulle en son siècle T.5: L'Europe*. Paris, Plon, 1992. p. 144 à 154.

Lynch, Frances M.B. « De Gaulle First's veto: France, the Rueff Plan and the Free Trade Area ». *EUI Working Paper*, no.98/8, p.1 à 28.

Melandri, Pierre. «Le général de Gaulle, la construction européenne et l'Alliance atlantique» dans Barnavie, É. et S. Friedländer. *La politique étrangère du général de Gaulle*. Paris, PUF, 1985. p.87 à 111.

Moreau Defarges, Philippe. « La France et l'Europe: Le rêve ambigu ou la mesure du rang ». *Politique étrangère*, volume 51, no.1, 1986, p.199 à 218.

Poidevin, Raymond. «De Gaulle et l'Europe en 1958» dans Institut Charles de Gaulle. *De Gaulle en son siècle T.5: L'Europe*. Paris, Plon, 1992. p.79 à 87.

Shwarz, Hans-Peter. « Le président de Gaulle, le chancelier Adenauer et la genèse du Traité de l'Élysée» dans Institut Charles de Gaulle. *De Gaulle en son siècle T.5: L'Europe*. Paris, Plon, 1992. p. 364 à 373.

Soutou, Georges-Henri. « Le général de Gaulle et le plan Fouchet» dans Institut Charles de Gaulle. *De Gaulle en son siècle T.5: L'Europe*. Paris, Plon, 1992. p.126 à 167.

Vaïsse, Maurice. «De Gaulle et la première candidature britannique au Marché Commun». *Revue d'histoire diplomatique*, volume 108, no.2 (1994), p.129 à 150.

Mémoires et thèses

Thomas, Walter Romulo. *Adenauer and De Gaulle : Two Views of the European Defense Community*. M.A. (histoire), Florida Atlantic University, 1971. 71p.

Van Houten, Christopher Scott. *The Returns of General de Gaulle and Anglo-French Relations in 1958*. M.A. (histoire), Université de Cambridge, 1992. 108p.

Wills, Georges Robert. *The Europeans policies of General de Gaulle*. Ph.D. (histoire), Duke University, 1967. 499p.